



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 26 mars 2025

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 24

Présents : Christophe VIGNAUD, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

CONSEIL MUNICIPAL

26 MARS 2025

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le mercredi 26 mars 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 février 2025.

FINANCES

- 1. Commission indemnisation des travaux de la place des Landais : autorisation du maire à signer les protocoles transactionnels afférents avec les commerçants**
- 2. Comptes de gestion 2024**
- 3. Comptes administratifs 2024**
- 4. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiements terminés fin 2024 pour le budget annexe casino**
- 5. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiements terminés fin 2024 pour le budget principal**
- 6. Affectation des résultats 2024**
- 7. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2024**
- 8. Budgets primitifs 2025**
- 9. Autorisations de programmes et crédits de paiements AP/CP du BP 2025**
- 10. Taux d'imposition pour l'année 2025**
- 11. Subventions 2025**
- 12. Provisions pour créances douteuses et risques et charges**

13. Attribution d'une subvention d'équipement au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Landes : signature d'une convention de participation financière au plan pluriannuel d'investissement 2025-2027

INTERCOMMUNALITE

14. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : signature d'une convention de répartition des produits des Forfaits Post-Stationnement (FPS)
15. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : Signature d'une convention constitutive de groupement de commandes pour l'opération désensablement du lac et refoulement vers les plages océanes

URBANISME

16. Acquisition d'une parcelle dans les Barthes cadastrée AT 5 d'une contenance de 12 136 m²

AFFAIRES GÉNÉRALES

17. Constitution d'une commission ad hoc pour le suivi d'une étude de programmation du fonctionnement des Halles municipales et de ses abords.
18. Rapport annuel 2024 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)
19. Modification du stationnement payant sur voirie
20. Renouvellement de la convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages « Nageurs Sauveteurs Juniors » saison 2025 et gratification
21. Convention de partenariat pour contribuer à assurer la sécurité des courses sportives de l'édition 2025 du Swim Run organisées par l'association Océan Life
22. Adhésion à la convention de groupement portée par le SITCOM en partenariat avec Citéo pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

RESSOURCES HUMAINES

23. Signature de la convention d'adhésion au service « remplacement » du Centre de Gestion des Landes
24. Signature de la convention d'adhésion de mise à disposition d'un travailleur social du service Social du Centre de Gestion des Landes
25. Renouvellement de la convention d'adhésion au service « prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail » du Centre de Gestion des Landes
26. Ouverture d'un poste de Gardien-Brigadier de Police Municipale
27. Signature d'une convention financière avec la commune de Mont de Marsan pour la prise en charge partielle du compte épargne temps d'un agent.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 28 janvier 2025 au 20 mars 2025

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 20 mars 2025
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de séance

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 3 février 2025.

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous. Il est 19 heures 01. On a une personne qui va arriver en retard c'est Oriane mais on va pouvoir commencer. Donc tout le monde est présent sauf Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Elsa BECKER ainsi que Cathy MONTAUT mais qui a donné une procuration à Christian DUCAMP. (9.42) Donc le quorum étant atteint je déclare cette séance ouverte séance du conseil municipal du 26 mars 2025. Alain CLAVERIE sera secrétaire de séance pour signer les papiers. Et vous avez la feuille de d'émargements qui vous sera passée pour signature. Donc, juste avant de débiter, je voulais juste parler de 2 choses. D'abord, rendre hommage à un enfant du pays. Un pêcheur redoutable, un homme qui a beaucoup compté pour la commune et qui nous a quitté la semaine dernière. C'est Guy Moresmau. Pendant de très nombreuses décennies il a été le représentant des anciens combattants et notre interlocuteur lors des différentes cérémonies. À ce propos, il m'a d'ailleurs aidé dans mes premiers pas lors des commémorations et toujours avec gentillesse et bienveillance. Il avait aussi, lors du centenaire, fait un témoignage vidéo sur une période trouble qui était la période de la guerre et tout cela avec humour et malice. On gardera une image d'un homme engagé, courageux, amoureux de son village et plein de bon sens. Tout cela agrémenté de bons mots et nous présentons à sa famille nos condoléances. Et malheureusement, sur ce même ordre d'idée, nous avons perdu aujourd'hui un collègue maire qui est Éric LAHILLADE, qui est le maire de Saubusse. Donc nos pensées vont à sa famille bien entendu sur ces moments un peu douloureux et difficiles. (11.15)

Cela étant dit donc nous allons passer sans attendre au Conseil de ce soir. Mais avant d'aborder l'ordre du jour, il nous faut voter le dernier PV du Conseil du 03 février 2025. Et je voulais savoir si vous aviez des questions et des remarques à la suite de cela ? Oui ?

André JAKUBIEC :

J'ai juste une observation en ce qui concerne la page 64. Il y a un tableau où il est mentionné voici le récapitulatif des lots attribués. En fait dans le récapitulatif il y a tous les lots, donc il n'y a pas le résultat proprement parlé de l'attribution des lots donc il faudrait lui rajouter une colonne : dossiers retenus par exemple et avec effectivement...

Christophe VIGNAUD :

Par rapport aux halles tu parles ?

André JAKUBIEC :

Non par rapport à la mer

Christophe VIGNAUD :

Par rapport au surf ?

André JAKUBIEC :

Voilà par rapport à la plage.

Christophe VIGNAUD :

En fait, on a mis la liste des gens qui avaient été retenus.

André JAKUBIEC :

Non, il y a tous les candidats là, ils sont dans le tableau. Dossiers de candidatures déposées.

Christophe VIGNAUD :

Mais après tu normalement tu as les noms des personnes.

André JAKUBIEC :

Non il n'y a rien qui apparaît enfin sur mon dossier n'y a rien.

Christophe VIGNAUD :

Ah non mais c'est sûr, sinon ça ne peut pas passer.

André JAKUBIEC :

Voilà, moi je suis page 64 et du compte rendu de ce Conseil et ...

Christophe VIGNAUD :

Ok on va le noter. Cela étant on va vérifier mais hormis ça, il y a bien entendu toute la liste des personnes qui ont postulé et ensuite il y a une attribution obligatoire.

André JAKUBIEC :

Bon bref moi sur ce que j'ai sur...

Christophe VIGNAUD :

Bon mais ok à vérifier mais normalement ça a dû être fait

Intervention inaudible

À part. Ça ?

André JAKUBIEC :

Pas de remarque

Henri ARBEILLE :

Juste peut-être une coquille dans le terme des débats et rapport sur les orientations budgétaires 2025 à un moment page 12 : "Nos axes pour 2025 seront les suivants, préserver et valoriser notre édite orale ? avec comme objectif, préserver le territoire". Là je n'ai pas tout bien saisi, ça veut dire quoi ?

Christophe VIGNAUD :

Ça a dû être mal retranscrit

Henri ARBEILLE :

C'est quoi cette coquille ?

Christophe VIGNAUD :

C'est littoral,

Henri ARBEILLE :

Pardon ?

Christophe VIGNAUD :

Littoral, ça a dû être mal retranscrit. C'est une coquille oui

Henri ARBEILLE :

A rectifier alors. Éric... merci de bien vouloir rectifier

Christophe VIGNAUD :

Oui c'est noté. Merci.

Lionel BARBERIS :

Oui, juste... par rapport au compte rendu, on avait eu un débat assez houleux concernant les ressources humaines et à l'intérieur de ce débat a été annoncé des chiffres et on avait demandé des tableaux afin de pouvoir faire des comparatifs sur des choses qui soient les mêmes pour tout le monde puisqu'on avait pas du tout les mêmes chiffres. Avec Jean-Marc LEROY, on a eu un débat qui était axé sur des chiffres qui étaient différents. Entre-temps on a eu une Commission RH, on a eu les bons chiffres. Effectivement, quand on prend les bons chiffres, les chiffres qui étaient annoncés d'un côté comme de l'autre probablement étaient pas tout à fait justes, en tout cas

Aujourd'hui on est sur une évolution de masse salariale qui est supérieure au chiffre qui est annoncé puisqu'on est sur 10 créations de poste sur les 4 dernières années, ce qui ne représente pas 1,5 % d'augmentation de la masse salariale par an comme ça a pu être mis dans le compte rendu. Voilà donc c'est la retranscription des débats mais je voulais quand même juste remettre un peu les choses en place, c'est qu'on a eu un échange qui était assez houleux sur des données qui étaient fausses.

Christophe VIGNAUD :

Très bien noté. Bon à part ça ? Bon on va passer au vote donc est-ce que quand même vous votez le compte rendu du proc-s-verbal du 3 février 2025 avec les corrections qui ont été émises, qui est "pour" ? Très bien, Merci.

FINANCES

1. Commission indemnisation des travaux de la place des Landais : autorisation du maire à signer les protocoles transactionnels afférents avec les commerçants

Christophe VIGNAUD :

Nous allons passer à la séance d'un conseil qui va être bien entendu axé sur la finance et sur notre budget 2025.

Vous le savez, dans un contexte national qui est contraint puisqu'on a une ponction de plus de 2 milliards d'euros sur les collectivités locales, l'augmentation des cotisations sociales, la baisse du Fonds vert, la baisse des subventions, le budget quand même 2025 se traduira avec une ambition forte pour répondre aux besoins de notre commune. Les projets importants pour la ville que vous allez découvrir et cela sans faire supporter la fiscalité aux résidents et nous souhaitons parallèlement à cela continuer à avancer de façon raisonnable pour proposer des améliorations notoires pour la ville et continuer à vivre dans un cadre des plus serein. Donc on va passer à l'article numéro un qui est la commission d'indemnisation des travaux de la place des Landais me donnant autorisation à signer les protocoles transactionnels afférents à ces commerçants.

Avant de passer la parole à Édouard, je voulais juste refaire un petit contexte. Par rapport à cela, on s'était engagés, à la suite des travaux de la place des Landais, à engager une commission d'indemnisation à l'amiable.

La constitution des membres de cette commission est très réglementée puisqu'il y avait la magistrature du Tribunal Administratif de Pau. Il y avait un représentant de la DGFIP, un membre des experts comptables, un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie CCI, un représentant de la Chambre des Métiers, 3 élus de la commune donc Édouard DUPOUY, Lionel BARBERIS et moi-même, le DGS, le responsable des finances de la ville, Mélanie.

Et on avait en parallèle, comme indiqué dans la note que vous avez j'espère pu lire, un cabinet d'experts comptables en dehors de notre circonscription pour nous assister et expliquer la

méthodologie et le calcul des indemnités. Donc fort de ça il y a eu donc un compte rendu et je vais laisser Édouard vous expliquer tout cela.

Edouard DUPOUY :

Merci Monsieur le Maire. Donc le 14 janvier 2025 s'est réunie la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants riverains du secteur des Landais concernés par les travaux publics d'aménagement réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune donc mise en place par la délibération du conseil municipal en date du 4 novembre 2022, la commission d'indemnisation amiable a examiné les 8 demandes dont elle a été saisie et qui étaient toutes recevables.

Conformément à son règlement intérieur la réunion de la Commission a eu pour objet, après instruction des demandes d'indemnités recevables, d'émettre selon les principes de la jurisprudence administrative un avis sur chaque demande et une proposition d'indemnisation dont le principe et le montant sont définitivement arrêtés par la délibération municipale. Donc les travaux d'aménagement du secteur des Landais, ils sont composés de la promenade du Front de mer et puis de la place des Landais, de la rue des Landais, de la place des Basques, ils ont duré 9 mois, à savoir du 01er octobre 2022 au 30 juin 2023, et ont privé les professionnels riverains d'exploiter les surfaces extérieures de leur commerce situé sur le domaine public réaménagé par ces travaux. Pour lesquels d'ailleurs, ils sont au demeurant titulaires d'autorisations d'occupation temporaire. Donc les redevances d'occupation du domaine public avaient été suspendues pendant cette durée des travaux. Donc les travaux ont contraint par moment l'accès aux surfaces intérieures. Vous vous en souvenez certainement. Au préalable, comme l'a indiqué Monsieur le Maire, la commune a confié au cabinet d'expertise comptable FAC une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la vérification de la complétude des dossiers de demandes, l'analyse des demandes d'indemnisation et la production d'une synthèse comparative de la valeur comptable du préjudice subi susceptible d'ouvrir droit à une indemnisation.

Pour donner lieu à indemnisation, le dommage subi par les professionnels demandeurs devait être actuel, certain, direct, spécial et anormal, c'est à dire excédent, celui que les riverains des voies publiques sont normalement tenus de supporter. Le montant de l'indemnité a été évalué selon la formule suivante : perte du chiffre d'affaires constatée multipliée par le taux moyen de marge brute des 3 derniers exercices clos. La perte de marge brute correspond à la différence entre la moyenne des marges brutes constatée au cours des 3 exercices comptables sur une période correspondant à celle des travaux et la marge brute dégagée pendant les travaux. La marge brute, elle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires hors taxes et les achats hors taxes nécessaires à la réalisation de ce chiffre d'affaires. Et cette marge brute, elle est minorée de la réduction des charges de personnel constatée pendant la période indemnisée, donc éclairée par la présentation du cabinet FAC, la commission a constaté que l'ensemble des commerçants riverains ayant adressé une demande d'indemnisation ayant bien subi une perte de chiffre d'affaires. S'ils ont calculé le taux de marge de brute moyen sur les 5 années précédentes, ce taux a été recalculé conformément au règlement antérieur puisque c'était les 3 derniers exercices clos. Et en outre, l'économie de masse salariale réalisée pendant la période des travaux a été déduite. Par ailleurs, les commerces n'ayant pas une antériorité permettant de prendre en considération 3 exercices clos, se sont vu appliquer une méthode alternative à partir des éléments disponibles pour l'appréciation du préjudice subi. Donc à l'issue de son délibéré, la commission a estimé que les professionnels demandeurs ont subi un préjudice de fait de la réalisation des travaux durant 9 mois et ont émis un avis favorable aux propositions d'indemnisation suivante que vous avez dans le document. Donc pour la société Beach Break, un montant de 27 203 euros. Pour la société Blue Bar, un montant de 24 868 euros, pour la société O UBLO (21.43), un montant de 8 638 euros, la société Kalimutxo un montant de 16 438 euros, pour la société Maison Blanche, un montant de 14 849 euros, pour la société RockFood, un montant de 69 863 euros et enfin pour Terraplage, un montant de 29 614 euros.

Donc si vous avez suivi, il n'y en a pas 8, il y en a 7 puisque la société WaveCorner ne peut pas bénéficier d'une indemnisation compte tenu d'une économie de masse salariale supérieure à la perte de la marge brute.

Je voulais juste souligner que ce comité d'indemnisation et tout ce cheminement n'était pas forcément simple, mais il a été réalisé avec beaucoup de méthodes. Merci à l'ensemble à la fois du comité d'indemnisation, merci également aux commerçants parce que j'ai oublié de le signaler mais on les a reçus un par un et je pense que chacun a pu apprécier le moment d'échange et d'explication pour que chacun comprenne bien de quoi l'on parle et quelle est la méthode de calcul et répondre aux différentes interrogations puisqu'il y en a eu parfois. Je suis particulièrement heureux de signaler que l'ensemble de ces protocoles d'accord ont été acceptés par l'ensemble des commerçants qui renonceront donc à un contentieux.

Et donc je vous propose ce soir d'autoriser monsieur le Maire à signer l'ensemble de ces conventions de protocoles transactionnels avec ces sociétés.

Lionel BARBERIS :

Oui. Je voulais profiter de ce moment aussi pour souligner la qualité du travail de la commission. J'ai apprécié aussi qu'on travaille dans ce sens-là. Le travail du cabinet comptable qui nous a appuyé aussi là-dessus était vraiment précieux puisque les demandes des commerçants au début étaient effectivement 10 fois, enfin 10 fois supérieures à ce qu'aujourd'hui on peut leur attribuer, ce qui était tout à fait à la rigueur normale. C'est normal que nous, dans notre contrôle, de notre côté, on fasse le contrôle qui nous revient et la méthode de travail était bonne. La Commission qui a été formée aussi avec les acteurs extérieurs a bien travaillé puisque cette commission-là a approuvé aussi la méthode que nous avons mis en place et que la ville avait mis en avant. Donc voilà, c'est intéressant de travailler dans ce sens-là. Voilà, je voulais le souligner.

Christophe VIGNAUD :

Merci. On va passer au vote donc qui est "pour" ? Très bien merci. Donc on va passer maintenant au compte de gestion et Edouard c'est à toi encore.

Séance du 26 mars 2025

Délibération 250326-01 : Commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais : versement d'indemnités et protocole transactionnel

Vu les articles 2044 et suivants du code civil,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour prévenir et régler amiablement les conflits,

Vu la délibération du conseil municipal n°221104-010 en date du 4 novembre 2022 relative au principe de création de la commission d'indemnisation à l'amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

Vu la délibération n°230120-006 en date du 20 janvier 2023 relative à l'adoption du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

Vu la délibération n°231011-004 en date du 10 novembre 2023 relative à la modification du règlement intérieur de la commission d'indemnisation à amiable pour les dommages de travaux publics du secteur des Landais,

Le 14 janvier 2025, s'est réunie la commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants riverains du secteur des Landais concerné par les travaux publics d'aménagement réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune de Soorts-Hossegor.

Mise en place par délibération du conseil municipal en date du 4 novembre 2022, la commission d'indemnisation amiable a examiné les 8 demandes dont elle a été saisie, qui étaient toutes recevables. Conformément à son règlement intérieur, reçu par les services de la préfecture des Landes le 24 janvier 2023, la réunion de la commission a eu pour objet, après instruction des demandes d'indemnisation recevables, d'émettre, selon les principes de la jurisprudence administrative, un avis sur chaque demande et une proposition d'indemnisation dont le principe et le montant sont définitivement arrêtés par la présente délibération du conseil municipal.

Les travaux d'aménagement du secteur de Landais, composé de la promenade du front de mer au droit de la place des Landais, de la rue des Landais, de la place des Landais et de la place des Basques, ont duré 9 mois, du 1^{er} octobre 2022 au 30 juin 2023 et ont privé les professionnels riverains d'exploiter les surfaces extérieures de leur commerce situées sur le domaine public réaménagé par ces travaux, pour lesquelles ils sont au demeurant titulaires d'autorisations d'occupation temporaire (les redevances d'occupation du domaine public ont été suspendues pendant la durée des travaux) ; les travaux ont contraint par moments l'accès aux surfaces intérieures.

Au préalable, la commune a confié au cabinet d'expertise-comptable FAC une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la vérification de la complétude des dossiers de demandes, l'analyse des demandes d'indemnisation et la production d'une synthèse comparative de la valeur comptable du préjudice subi susceptible d'ouvrir droit à indemnisation.

Pour donner lieu à indemnisation, le dommage subi par les professionnels demandeurs devait être actuel, certain, direct, spécial et anormal c'est-à-dire excédant celui que les riverains des voies publiques sont normalement tenus de supporter.

Le montant de l'indemnité a été évalué selon la formule suivante : perte du chiffre d'affaires constaté multipliée par le taux moyen de marge brute des trois derniers exercices clos.

La perte de marge brute correspond à la différence entre la moyenne des marges brutes constatées au cours des trois exercices comptables sur une période correspondante à celle des travaux et la marge brute dégagée pendant lesdits travaux.

La marge brute se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires hors taxes et les achats hors taxes nécessaires à la réalisation de ce chiffre d'affaires. La marge brute est minorée de la réduction des charges de personnel constatée pendant la période indemnisée.

Eclairée par la présentation du cabinet FAC, la commission a constaté que l'ensemble des commerçants riverains ayant adressé une demande d'indemnisation avait bien subi une perte de chiffre d'affaires. S'ils ont calculé le taux de marge brute moyen sur les 5 années précédentes, ce taux a été recalculé, conformément au règlement intérieur, sur les 3 derniers exercices clos. En outre, l'économie de masse salariale réalisée pendant la période des travaux a été déduite.

Par ailleurs, les commerces n'ayant pas une antériorité permettant de prendre en considération trois exercices clos pourront se voir appliquer une méthode alternative à partir des éléments disponibles pour l'appréciation du préjudice subi.

A l'issue de son délibéré, la commission a estimé que les professionnels demandeurs ont subi un préjudice du fait de la réalisation des travaux du secteur des Landais durant 9 mois et a émis un avis favorable aux propositions d'indemnisation suivantes :

- à la société BEACH BREAK, un montant de 27 203 euros ;
- à la société BLUE BAR, un montant de 24 868 euros ;
- à la société O HUBLOT, un montant de 8 638 euros ;
- à la société KALIMUTXO, un montant de 16 438 euros ;
- à la société MAISON BLANCHE, un montant de 14 849 euros ;
- à la société ROCK FOOD, un montant de 69 863 euros ;
- à la société TERRA PLAGÉ, un montant de 29 614 euros.

Seule la société WAVES CORNER ne peut bénéficier d'une indemnisation, compte tenu d'une économie de masse salariale supérieure à la perte de marge brute.

A titre indicatif, le montant total des indemnisations approuvées par la commission d'indemnisation réunie le 14 janvier 2025 et qui seraient versées aux divers pétitionnaires s'élève à 191 473 €. En effet, l'attribution des divers montants d'indemnisation sera conditionnée à la signature du protocole transactionnel type joint en annexe à la présente délibération. Un tel protocole d'accord vaudra transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil et emportera renoncement du bénéficiaire de l'indemnisation à tout recours contentieux ultérieur concernant le montant proposé et tous les chefs de préjudice.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE l'attribution des indemnisations proposées par la commission d'indemnisation au titre des préjudices occasionnés par les travaux d'aménagement du secteur des Landais, telles que précitées.

APPROUVE le modèle de protocole transactionnel joint en annexe à la présente délibération, à passer avec chacun des commerçants concernés.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents au versement de ces indemnisations, notamment les protocoles transactionnels.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

2. Comptes de gestion 2024

Edouard DUPOUY :

Comme vous avez vu le menu est particulièrement copieux ce soir sur les sujets financiers. Je vous propose, mais si tout le monde est d'accord, de faire peut-être une présentation générale de l'ensemble des points qui permettrait de couvrir à la fois du point numéro 2 compte de gestion jusqu'au point numéro 10 sur les taux d'imposition pour 2025 si tout le monde est d'accord et ensuite on dans un second temps on passera au vote parce que c'est assez gourmand ce soir il n'y a pas de d'opposition là-dessus, OK ?

Merci. Donc je me lance dans la présentation. Il va y avoir des éléments que je vais un peu répéter par rapport à notre débat d'orientation budgétaire et je vais essayer de résumer les choses globalement et à la fois de vous donner les chiffres 2024 puisque l'objet de ce conseil c'est de voter les comptes administratifs mais également de vous donner les montants du budget primitif que l'on votera pour l'année 2025.

Donc pour rappel, je crois qu'on va diffuser le document qui se compose toujours de 5 parties sur les recettes de la commune, les dépenses réelles de fonctionnement, l'endettement, les investissements et les ratios que l'on verra tout à la fin. S'agissant des recettes de la commune, donc pas de changement, vous avez 4 grandes parties, la première partie qui concerne la fiscalité et les impôts et taxes.

Ce qu'il faut retenir sur l'année 2024, c'est notamment la mise en place de la majoration sur la taxe d'habitation pour les résidences secondaires qui fait donc une recette supplémentaire à hauteur d'un million d'euros, des droits de mutation qui sont en progression par rapport à l'année 2023 qui s'élève à 1 733 700 euros donc en progression de plus 313 900 euros, la taxe de séjour avec des recettes de 536 000 euros pour rappel, on la collecte pour le GPSO, il y a 34% de prélèvements supplémentaires j'en avais déjà parlé.

Vous avez également les dotations et subventions, les recettes d'exploitation avec notamment l'occupation du domaine public et puis la mise en place de l'externalisation du stationnement payant qui a donc rapporté plus 115 000 euros de forfait post stationnement. Enfin dans les autres recettes les régularisations auprès d'EDF puisqu'on avait en fait 30 000 euros de factures erronées et puis en cession, on aura la vente de véhicules et un bout de terrain dont j'ai déjà parlé. Donc ce qu'il faut retenir pour l'année 2024, c'est qu'on a des recettes qui sont en progression, puisqu'on voit bien qu'on passe de 12.9 millions à 13.7 millions sur les recettes réelles de fonctionnement et donc on dégagne un excédent de fonctionnement de 2.5 millions et le total des recettes de fonctionnement plus tôt sont à 17,2 millions.

Sur la partie budget primitif j'en avais déjà un peu parlé la dernière fois, mais dans les hypothèses qui ont été faites, ce sont des hypothèses qui sont extrêmement prudentielles. On a fait le choix de la prudence et c'est pour ça que les montants, vous pouvez le constater, ils sont légèrement inférieurs par rapport au compte administratif 2024 c'est le choix qu'on avait fait, je noterai un point sur la fiscalité même 2 points : le premier c'est un sujet dont je n'avais pas parlé la dernière fois parce que je n'en avais pas connaissance, c'est ce qu'on appelle dilico, le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales, c'est un peu barbare.

Mais grosso modo, c'est l'effort des collectivités territoriales pour améliorer et pour redresser les comptes publics. Donc c'est l'effort qui est demandé aux communes. Ce dispositif donc, cet effort au redressement des comptes publics qui s'élève pour 2025 à 2,2 milliards d'euros au lieu des 5 milliards qui avaient été initialement proposés par le gouvernement. Et il y a 2 composantes sur cet effort ; la première, c'est 1.2 milliard au titre de l'écêtement de la fraction de TVA qui est reversée aux collectivités et puis 1 milliard sur les recettes fiscales des collectivités territoriales en 2025 au titre de ce nouveau dispositif. Donc à ce stade, nous, on n'a pas de notification définitive. On a eu un montant... on l'a reçu ?

Christophe VIGNAUD :

C'est un prévisionnel.

Edouard DUPOUY :

C'est un montant prévisionnel, on n'a pas les chiffres définitifs. Donc selon nos informations, le montant du prélèvement pourrait être de 159 081 euros en 2025 et j'en profite pour faire le lien avec la DGF, la dotation globale de fonctionnement, je l'avais évoquée lors du dernier conseil puisque je vous avais expliqué qu'on était extrêmement prudents et on l'avait projeté avec une diminution de 162 000 euros donc si jamais la DGF est du même montant, vous comprenez bien que cette prudence permettrait de couvrir le dillo qu'on a découvert récemment.

Donc voilà pour les recettes sur la DGF je ne vais pas en remettre une couche, mais vous avez bien compris qu'elle diminue et vous avez un petit graphique depuis l'année 2010.

Sur les dépenses maintenant réelles de fonctionnement signaler qu'en 2024, donc, on a eu +70 000 euros pour la prestation des vigiles qui avait pour but de compenser le manque de gendarmes qui étaient réquisitionnés pour les Jeux Olympiques, 14 400 euros pour l'externalisation de l'instruction des dossiers d'urbanisme sur octobre et novembre, 150 000 euros pour l'externalisation du contrôle de stationnement donc évidemment cette dépense elle est couverte par des recettes supplémentaires générées de 197 000 euros et puis je vais passer aux charges de personnel. Sur les charges de personnel, j'aimerais juste dire 2 mots en préambule et ça rejoint... J'ai trouvé ça d'ailleurs assez audacieux que tu saisisse l'opportunité Lionel de parler du PV pour déjà mettre les pieds dans le plat sur le chapitre 12, j'aimerais signaler à la relecture notamment du PV que je suis toujours un peu mal à l'aise avec le ton et parfois les mots qui sont employés pour parler du chapitre 12 et de la masse salariale. Dans nos débats budgétaires j'ai relevé notamment les mots incompétence, mauvais recrutement... Je vous pose la question, qui sommes-nous vraiment pour parler d'incompétence ? Et je pense qu'il faut savoir rester humble et j'aimerais rappeler à l'assemblée que nous ne sommes que de passage pour un mandat qui nous a été confié et que la fameuse masse salariale qui peut en obséder certains, en fait, ce sont des hommes et des femmes qui sont investis pour le service public depuis de nombreuses années.

Et puis rappeler également à certains que le domaine des ressources humaines, c'est un domaine qui est extrêmement mouvant et que les recettes d'il y a 10 ans ne fonctionnent peut-être pas toujours qu'il y a eu pas mal d'évolution, qu'on n'attend pas d'un élu de dire haut et fort au conseil municipal qu'il faut mieux recruter, mais on attend d'un élu qui donne des clés pour avancer, qu'il fasse progresser ensemble l'Assemblée pour améliorer justement ces recrutements. Et donc d'une manière générale on n'attend pas d'un élu de signaler des problèmes mais d'être force de propositions. Voilà, Oui ? Je t'en prie

Lionel BARBERIS :

Comme il y a un paragraphe particulier-là qui me concerne apparemment ça veut dire quoi en fait ? Je ne comprends pas. C'est quoi ? C'est quoi le débat ? C'est quoi l'attaque ? C'est quoi le but ?

Parce que si c'est dire proposer des clés, moi depuis le début du mandat je propose des clés et effectivement je vous avais dit qu'il ne fallait pas recruter X personnes au service urbanisme on vous avait dit plein de choses que vous avez quand même fait, donc aujourd'hui de dire nous rencontrons des difficultés et au lieu de critiquer tu ferais mieux de proposer des solutions. Depuis le début je vous les ai proposées des solutions donc c'est juste l'art de renverser la situation.

La situation dans laquelle vous êtes par rapport à ça, ce n'est pas une histoire de traiter les gens d'incompétents parce que c'est vous les premiers qui traitez le service urbanisme et les gens d'incompétents. Moi pour le coup là je ne me permets pas de juger d'accord, c'est vraiment quelque chose que vous créez. Donc se permettre en conseil municipal comme ça de faire la leçon de morale en disant « tu es bien gentil mais là tu donnes des conseils », je trouve ça totalement déplacé. Totalement déplacé parce que la situation dans laquelle la masse salariale se trouve aujourd'hui est une situation que vous avez créée par les recrutements que vous avez opérés et que jusqu'à preuve du contraire, quand j'entends dire dans des commissions RH, vous comprenez la personne qu'on a recruté il y a 2 ans n'est pas assez compétente pour évoluer sur le poste. Vous l'avez juste recruté il y

a 2 ans pour un besoin que vous aviez déjà identifié. Donc c'est votre incompetence pour le coup, ce n'est pas l'incompétence des agents que je soulève, c'est votre incapacité à recruter correctement des agents qui répondent aux besoins de la collectivité. Donc dire ici qu'on dit que les agents sont incompetents je dis que depuis le début, depuis le début, je vous dis que le problème il est au-dessus des agents et que c'est justement souvent et le problème du service urbanisme on l'a soulevé c'est un problème que j'avais soulevé à multiples reprises et faire aujourd'hui la morale et là pour le coup c'est de la démagogie en disant grosso modo "oui, tu es gentil" ... non pas du tout.

Nous, depuis le départ, le discours est le même et on a fait des propositions, on a fait des propositions, donc dire "y a qu'à faut qu'on", il y a absolument chez nous, il n'y a pas de "y a qu'à faut qu'on" c'est depuis le départ, les choses qu'on vous propose sont concrètes quand ça va, la preuve sur la première délibération, on dit ça va, quand ça ne va pas ça ne va pas.

Mais se faire attaquer comme ça, gratuitement sur un compte rendu, oui, effectivement, sur le compte rendu, j'ai relevé que les chiffres qui étaient annoncés étaient faux. Ça a été prouvé par les tableaux que vous nous avez fournis et je le soulève parce que ce compte rendu en l'occurrence, soulève des chiffres qui sont faux. Il est tout à fait de mon devoir de le dire en préambule pour bien signifier que le débat qu'il y a eu était faux. Maintenant, se faire reprendre comme ça dans une présentation en disant qu'on essaie de nous dévaloriser sur l'action qu'on mène au sein de ce conseil, je pense que depuis le début, l'action qui est menée, elle essaie d'être constructive et ça, ça a toujours été dit et ça a toujours été prouvé.

Maintenant si vous voulez qu'on passe sur un autre terrain et c'est apparemment ce que tu recherches Edouard dans ce cas-là ça ne va plus être pareil. Et puis c'est pas du tout comme ça qu'on va faire que critiquer alors que là depuis le début on fait des propositions en commission RH, en commission finances. Depuis le début je pense qu'à aucun moment je n'ai pas été constructif.

Edouard DUPOUY :

C'est pas du tout le sens de mes pensées.

Lionel BARBERIS :

C'est exactement ce que tu as dit.

Edouard DUPOUY :

Pas du tout.

Lionel BARBERIS :

Donc maintenant si tu veux vraiment qu'on aille sur ce terrain-là, ça va vraiment... ça va plus être la même chose.

Christophe VIGNAUD :

Alors... on va calmer. Alors Henri... s'il te plaît Henri... on ne te voit jamais tu viens qu'aux conseils municipaux quand c'est... Non non Henri s'il te plaît ne prends pas la parole pour l'instant...

Henri ARBEILLE :

Ne prends pas la parole ? Maintenant ça y est on est à Istanbul et Erdogan va m'interdire de parler. Je peux prendre la parole excusez-moi...

Christophe VIGNAUD :

Non, 30 secondes, tu reprendras la parole à un moment. Juste une chose Monsieur ARBEILLE, on ne vous voit jamais dans les commissions, jamais. Vous venez juste pendant les conseils, lorsque c'est retransmis c'est votre choix ce n'est pas le problème. En ce qui concerne le ton qui est donné, il a été toujours constructif et je remarque et je le dis et Lionel le sait, il a toujours été dans la construction. Ce ne sont pas les propos d'Edouard, il remarque juste des choses, il fait juste noter après, et c'est vrai dans les commissions RH comme dans les commissions finances, on a essayé de trouver des solutions. Alors oui on a un problème, une problématique sur un service. On ne s'en est jamais caché et on a essayé de travailler là-dessus. Toi le premier, on a essayé de trouver des solutions qui sont de plus en

plus compliquées, mais on va trouver les solutions, voilà. Mais le 012 qui est un point d'échauffement parce qu'on n'est pas d'accord sur la méthodologie ou sur la finalité, oui il existe.

Lionel BARBERIS :

On n'est pas d'accord sur la finalité, mais effectivement quand on se retrouve. On prend l'exemple souvent du service urbanisme. Aujourd'hui, c'est un organisme privé qui gère l'urbanisme

Christophe VIGNAUD :

Le 012 on n'est peut-être pas d'accord, il y a peut-être des chiffres qui ne sont peut-être pas qui ne te correspondent peut-être pas ce n'est pas très grave. On va essayer de faire en sorte que la municipalité continue à vivre et aujourd'hui, même si le 012 est un petit peu plus haut que ce que tu pourrais estimer, on n'est pas en perdition. Tu es d'accord ? Est-ce que tu es d'accord sur le principe ?

Lionel BARBERIS :

Heureusement que les finances d'une ville comme Hossegor ne sont pas en perdition parce que là pour le coup ce serait pire que catastrophique.

Christophe VIGNAUD :

Mais non mais tu le sais très bien on peut se permettre ça, tu le sais aussi.

Lionel BARBERIS :

Non mais on peut se permettre... on peut se permettre...

Christophe VIGNAUD :

Tu as été directeur général des services, donc tu sais comment ça marche.

Lionel BARBERIS :

Mais je sais surtout pourquoi ça ne marche pas.

Christophe VIGNAUD :

Mais oui, oui.

Lionel BARBERIS :

Et j'ai eu à traiter à de nombreuses reprises cette situation. Aujourd'hui, on ne peut pas dire, c'est pour ça que je ne veux pas qu'on renverse les choses. On ne peut pas dire, on a 5 agents qui sont incompétents, ce n'est pas vrai. Ce qui est vrai, c'est que quand on est face à des services qui rencontrent des difficultés, il est du rôle de l'encadrement de s'occuper de faire monter en compétence, d'organiser, de structurer. Parce-que moi je ne crois pas qu'on puisse avoir 5 agents qui posent des problèmes.

Par-contre, je peux tout à fait croire qu'on peut faire en sorte de donner des objectifs, fixer des entretiens. C'est ce que justement on a fait dans les situations difficiles, dans les postes que j'ai occupés. À aucun moment dans ma carrière, j'ai eu à dévaloriser le travail des agents. Par-contre, j'ai toujours accompagné les agents à augmenter leurs compétences...

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est ce qui a été fait

Lionel BARBERIS :

...et à les accompagner. Oui, mais aujourd'hui on est dans un service où on nous dit, et c'est pour ça que j'ai du mal à accepter ça. C'est que on dit oui, mais toi, tu proposes quoi ? Moi je ne propose pas aujourd'hui, comme vous êtes en train de le faire, de supprimer 5 postes au service urbanisme quasiment, de les mettre, de les répartir dans des postes où on ne sait pas où on va les mettre. C'est pas du tout une méthode respectueuse de l'humain, en revanche...

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas ce que tu nous as dit une fois en commission RH

Lionel BARBERIS :

Non mais en commission RH non

Christophe VIGNAUD :

Tu nous l'as dit, tu nous as dit l'inverse une fois.

Lionel BARBERIS :

Je pense qu'il ne faut pas inverser non mais je veux dire pour le coup les faits aujourd'hui et la gestion elle vous appartient, c'est vous qui prenez des décisions et je n'ai pas aujourd'hui... c'est ce que je dis, c'est que on est face à des agents qu'on est en train de répartir à droite, à gauche dans les services... alors qu'en parallèle, on fait des recrutements sur des postes administratifs alors que les agents sont déjà sur des grades administratifs. Ils sont titulaires de leur grade mais pas de leur poste quand ça nous arrange, ça veut dire que ce sont des agents effectivement, on recrute dans les services finances, RH et encore c'est prévu puisqu'on est aussi sur le budget on nous dit pour 2025, on recrutera encore 4 personnes et demi personnes de plus, en RH, en finances, où on a déjà des binômes, qu'on avait une personne, puis 2 alors pour des raisons qui sont celles qui ont été présentées en commission RH mais ça veut bien dire que parce que les agents ne peuvent pas monter en compétences, on va prendre d'autres personnes extérieures...Je trouve que le travail justement de l'encadrement c'est de faire monter en compétences les agents.

Christophe VIGNAUD :

Alors tu reprends... Si on reprend tes propos en commission RH, ce n'était pas tout à fait ça puisqu'en effet tu avais dit qu'on pouvait reprendre les gens dans des situations différentes et mettre dans d'autres postes pour essayer...

Lionel BARBERIS :

Tout à fait c'est le but et par exemple l'événementiel, on va recruter un agent de catégorie B, pour éviter qu'un agent de catégorie C soit remplacé, ce n'est pas normal.

Christophe VIGNAUD :

Mais bon, après il y a encore et tu le sais aussi, il y a encore des gens qui sont encore en maladie et qui ne sont pas revenus et pour lesquels on ne sait pas ce qui va se passer donc on est obligé aussi de travailler avec ce qu'il y a, ce qui est, et voilà, on est enfin et très honnêtement, on n'a pas dit que les gens étaient incompetents. Je pense que les gens, à un moment ou à un autre, il y a une coupure qui s'est faite, il y a une coupure qui s'est faite maintenant le retour est difficile et il faut qu'on trouve des solutions. Entre-temps, il faut que la machine continue de tourner et on a essayé de faire et de pallier ça en faisant bien entendu l'instruction extérieure si tu crois que c'est quelque chose qui est confortable... non, ce qui est raisonnable je ne pense pas en tout cas à long terme, pas du tout. C'est juste pour pallier cette déficience qu'on a eu puisqu'à un moment ou un autre ça a été, ça a été zéro personne voilà maintenant...

Lionel BARBERIS :

Oui mais pour pourquoi on a 0 ? Je pense que la question c'est pourquoi on a 0 personne dans un service. C'est en ça qu'il faut faire attention

Christophe VIGNAUD :

Mais là, la réflexion et on reprend ce qui peut être dit en en commission RH, je pense que les retours de ce que l'on a on a compris pourquoi et comment maintenant comme le disait très justement Jean-Marc on ne peut pas reprendre les mêmes, les remettre dans une même pièce, refaire la même chose

puisqu'on aura le même résultat. C'est comme une recette de cuisine si ta recette de cuisine n'est pas bonne dès le début et que t'as les mêmes ingrédients, à mon avis ta recette sera toujours mauvaise. Donc il faut trouver les systèmes pour que la recette soit meilleure et peut être ça passera avec certains agents ou avec d'autres agents ou en tout cas d'essayer de trouver des moyens pour qu'on ait un service qui marche.

Lionel BARBERIS :

Mais les services souffrent pendant ce temps

Christophe VIGNAUD :

Alors bien entendu que les services souffrent parce que quand on a une déficience sur un service quel qu'il soit, la nature étant faite comme celle-ci les autres récupèrent du travail. Bien entendu les autres services souffrent en ce moment. Et puis il y a des conjonctures qui font qu'à un moment tu te dis mais pourquoi y a des gens qui viennent pour telle et telle raison avec un certain nombre de temps ? Et d'autres qui ne travaillent pas parce qu'ils rencontrent des difficultés pour revenir. Et donc oui, les services souffrent et c'est aujourd'hui une vraie problématique au sein de la mairie pour cette partie-là.

Pour le reste, il y a plein de choses qui vont bien et c'est vrai que c'est un souci, mais on en est conscients. Alors ça fait partie du 012 comme tu le dis, ça fait partie de toute cette problématique, mais on y travaille et on essaie de trouver des solutions pour qu'à l'issue de ce temps de réflexion on puisse trouver la meilleure solution pour que notre service urbanisme soit efficient.

Le but c'est de donner la possibilité aux pétitionnaires d'avoir leur permis ou non pendant les temps. Voilà, c'est ce qu'on essaie de faire le mieux possible. Jean Marc tu veux dire un mot

Jean-Marc LEROY :

Oui merci monsieur le Maire. Oui je suis quand même assez étonné de d'entendre les propos de Monsieur BARBERIS à propos de l'urbanisme quand je me souviens que le 8 janvier en commission RH en parlant de l'urbanisme, je le cite "il faut faire balle neuve". Voilà donc ça c'était l'opinion début janvier de monsieur BARBERIS pour ceux qui sont...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est faux monsieur LEROY. C'est monsieur VIGNAUD qui a dit "balle neuve".

Jean-Marc LEROY :

Non non non non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si

Jean-Marc LEROY :

Non non non... alors surtout pas

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah , si j'ai des notes écrites de la réunion RH après notre discussion, je suis allée vérifier parce que j'avais un doute et c'était Monsieur VIGNAUD...

Jean-Marc LEROY :

Nous étions plus nombreux autour de la table

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous êtes peut-être plus nombreux, mais moi j'ai des notes et parce que vous m'avez mis le doute, c'était Monsieur VIGNAUD.

Jean-Marc LEROY :

Mais bien sûr c'est tellement plus facile.

Christophe VIGNAUD :

Au demeurant Maëlle c'est vrai que balle neuve ça pourrait plus me convenir moi en tant que joueur de tennis tu as raison mais bon là sur ce coup-là ce n'est pas moi.

Jean-Marc LEROY :

Donc je suis étonné quand même qu'après avoir dit "balle neuve" aujourd'hui on considère qu'il faille récupérer l'ensemble de l'effectif, du service et de les remettre en place. Je veux dire c'est quand même insensé donc il faut choisir entre pas balle neuve et balle usagée mais on ne peut pas se moquer du monde comme ça et avoir des opinions aussi différentes.

Lionel BARBERIS :

Avoir ce genre de propos c'est vraiment se moquer du monde, en plus, je ne suis pas dupe le sniper il est en train de parler forcément. Donc je ne suis absolument pas dupe sur le rôle que joue Jean-Marc LEROY à ce moment-là. Sachez que...

Jean-Marc LEROY :

Je ne fais que répéter vos propos

Lionel BARBERIS :

Non pas du tout, pas du tout.

Jean-Marc LEROY :

Mais si non mais c'est facile de dire je ne m'en souviens pas. Mais vous l'avez dit

Lionel BARBERIS :

Non, non. Mais ça c'est facile de me faire porter des propos...

Jean-Marc LEROY :

Donc on change d'avis comme de chemise ?

Lionel BARBERIS :

Pas du tout

Jean-Marc LEROY :

Mais si

Lionel BARBERIS :

Pas du tout. Là, vous essayez de me faire porter des propos que je n'ai pas tenus. Et puis sachez que de toute façon ...

Jean-Marc LEROY :

C'est facile, c'est facile

Lionel BARBERIS :

Mais en fait, c'est assez incroyable d'être face à des gens qui sont responsables de ce qui s'est passé. Vous êtes responsables aujourd'hui, c'est à dire qu'aujourd'hui vous avez créé la situation c'est vous qui avez recruté les agents et vous êtes en train de me reprocher des choses dont je ne suis absolument pas le garant et absolument pas le comptable.

Jean-Marc LEROY :

Non mais vous avez porté une appréciation sur ce service

Lionel BARBERIS :

Mais arrêtez, qui porte des appréciations ? Qui c'est qui n'arrête pas de de justement de mal parler des agents.

Jean-Marc LEROY :

Non mais on ne parle pas des autres on parle de vous.

Lionel BARBERIS :

Mais arrêtez, non mais ça faut arrêter, c'est non,

Jean-Marc LEROY :

Alors assumez, assumez vos responsabilités, assumez ce que vous dites.

Lionel BARBERIS :

C'est totalement stupide je ne vois absolument pas quel est le but de ça.

Jean-Marc LEROY :

Assumez ce que vous dites

Lionel BARBERIS :

Non absolument pas Monsieur LEROY, ce ne sont absolument pas mes propos et sachez qu'à partir de là, depuis le début et depuis le premier jour, je vous ai dit que les gens qui étaient dans ces services demandaient à être respectés et que c'est la méthode de management que vous appliquez qui pour le coup vous ne respectez pas les agents. Monsieur Leroy, vous êtes aujourd'hui en charge des ressources humaines et la personne qui est revenue au service urbanisme, s'est vu affectée sur un bureau dans un coin de l'accueil, le jour où elle est arrivée. Ça ce sont vos méthodes et vos méthodes pour le coup, là vous ne pouvez absolument pas le démentir. Alors la personne se retrouve...

Christophe VIGNAUD :

2 jours et demi par semaine...

Lionel BARBERIS :

Oui, mais n'empêche qu'elle s'est retrouvée sortie du service urbanisme en disant "tu es titulaire de ton grade... »

Christophe VIGNAUD :

Plus des responsabilités syndicales...

Lionel BARBERIS :

Pas de ton emploi...

Christophe VIGNAUD :

Ce qui fait que tu as une personne une journée par semaine

Lionel BARBERIS :

Vous avez des méthodes de management qui sont mauvaises...

Christophe VIGNAUD :

Une journée par semaine on ne fait rien

Lionel BARBERIS :

...alors dire aujourd'hui monsieur BARBERIS ci monsieur BARBERIS ça ...moi pour le coup contrairement à vous, Monsieur LEROY, j'ai déjà fait mes preuves malheureusement pour vous et les services où je suis passé, ça s'est toujours bien passé. Maintenant, ça s'est toujours bien passé, que vous le vouliez ou non c'est comme ça parce que justement, je respectais parce que je respectais les gens qui travaillaient avec moi que vous le vouliez ou non c'est comme ça. Maintenant, ce qui est sûr, c'est que dans votre façon de travailler aujourd'hui, effectivement, l'humain pour le coup est maltraité. (46.47) Parce que la façon que vous avez eu de traiter les gens qui reviennent du service urbanisme, vous monsieur LEROY et en l'occurrence la façon que vous avez de gérer le personnel pour le coup dans la preuve et là c'est vraiment la preuve qui fait que chaque jour on voit bien que la façon de travailler, les méthodes que vous appliquez, un agent revient de maladie, il est en maladie, il se retrouve affecté au service accueil sur un bureau dans un coin sans mission. Ça en revanche ce sont vos méthodes et moi là pour le coup, ce n'est pas...

Jean-Marc LEROY :

Vous c'est une méthode balle neuve c'est ça ?

Lionel BARBERIS :

Pas du tout

Jean-Marc LEROY :

Mais si

Lionel BARBERIS :

La preuve c'est vous qui êtes comptable mais.

Jean-Marc LEROY :

C'est ignorer c'est ignorer complètement que l'équipe qui était en place au service urbanisme a démontré a fait la preuve de son incapacité à fonctionner efficacement

Lionel BARBERIS :

Monsieur LEROY vous avez comme objectif de faire en sorte que je m'énerve vous n'y arriverez pas. Parce que pour le coup mais si on voit très bien ce sont des méthodes. Ce sont des méthodes qui sont vieilles comme le monde. Maintenant ce qui est sûr c'est que le bilan comptable enfin le bilan humain de ça c'est que la situation c'est vous qui l'avez créée et ce n'est pas quelque chose qui existe d'avant. Là pour le coup vous pouvez plus vous cacher derrière, ça veut dire que quand vous avez recruté des gens par exemple je prends aux finances on dit voilà il y a une personne qui est arrivée il y a 2 ans, mais pour le coup cette personne on est obligé de recruter quelqu'un d'autre parce qu'elle ne peut pas évoluer sur son poste. Mais c'est vous qui l'avez recruté il y a 2 ans.

Pourquoi vous allez recruter des gens qui ne sont pas capables d'évoluer sur leur poste ? Mais arrêtez, arrêtez de faire ça et puis surtout arrêtez de faire croire que c'est que c'est ma faute c'est quand même assez extraordinaire. Mais là peut être que Monsieur LEROY a une vraie raison pour dire que oui effectivement c'est ma faute.

Jean-Marc LEROY :

On passe de "il y a qu'à faut qu'on" à "je vous l'avais dit" !

Lionel BARBERIS :

Donc sachez que vous serez comptable ?? de ce qui s'est passé, vous serez comptable ?

Christophe VIGNAUD :

Monsieur BARBERIS, nous allons continuer et nous continuerons sur le sujet. Vous voulez peut-être parler monsieur ARBEILLE ?

Henri ARBEILLE :

Oui, quand même. Juste pour faire un rappel je suis d'avis avec Lionel encore une fois on ne va pas jouer. Vous essayez effectivement aujourd'hui d'aller sur une piste qui est un peu glissante, mais personnellement juste vous rappeler puisqu'on parle de la Commission urbanisme et que vous essayez de nous critiquer en nous disant que nous sommes rarement effectivement présents dans la Commission, rappelez-vous que la Commission urbanisme quand même nous sommes 7 membres et il y a 4 membres de notre opposition je le répète. Deuxièmement, depuis quelques mois nous voyons cette commission...

Christophe VIGNAUD :

Vous voyez nous sommes très ouverts...

Henri ARBEILLE :

Je termine, nous voyons que cette commission urbanisme est en train de devenir un véritable cauchemar où nous nous privons...

Christophe VIGNAUD :

Ah oui ?

Henri ARBEILLE :

Nous nous privons de nos agents à nous la technicité

Christophe VIGNAUD :

Ce qui serait très bien c'est que vous veniez aux commissions urbanisme auxquelles vous ne participez jamais, vous ne venez jamais

Henri ARBEILLE :

Est-ce que vous pouvez me laisser parler ? Vous nous privez de l'expertise de ces agents qui sont là depuis longtemps et quand nous avons des dossiers d'urbanisme, en fait, à chaque fois nous avons un dossier qui est creux où qui est vide. Et vous essayez de nous présenter vous-même avec Éric le DGS qui a peut-être sûrement autre chose à faire.

Alors j'ai envie de vous dire qu'également maintenant, externaliser ce service d'urbanisme à une société qui est dans les Pyrénées-Atlantiques où la personne valide les permis et ne connaît même pas Hossegor, ça en dit long effectivement sur le management de l'équipe.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que vous ne savez pas tout et vous dites tout et n'importe quoi. Ce qui serait très bien, c'est que vous veniez plus souvent aux réunions de commissions au moins vous serez informé. Et en ce qui concerne la commission, elle n'est pas aussi creuse que ça. Bien entendu, il y a des dossiers qui sont creux, mais ce sont les pétitionnaires qui les déposent. Après, quand il y a des expertises importantes, ces sujets-là, ils sont bien entendu débattus. Franchement, venez plus souvent, vous verrez, c'est quand même beaucoup mieux que de critiquer.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je pense juste que, cependant, ma présence à la commission urbanisme ne peut pas tellement être mise en cause et là où Monsieur ARBEILLE dit vrai, c'est que désormais la situation fait que, quand nous sommes en commission urbanisme, nous n'avons plus de techniciens pour nous accompagner dans la compréhension et la décision des dossiers.

Christophe VIGNAUD :

Le rôle d'une commission d'urbanisme n'est pas de faire la technicité, nous ne sommes pas des techniciens.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, mais dans la compréhension des dossiers, c'est important.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais il y a certains... Enfin, je pense que jusque-là, la compréhension des dossiers était assez claire, sauf sur des dossiers qui étaient creux...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, non, très régulièrement, les élus posent des questions, et c'est normal. Il y a eu une commission récemment, mais sur des sujets tout bêtes, où on nous demandait de juger l'esthétique, c'est le rôle de la commission, effectivement, pas le réglementaire, d'un escalier. Et quelqu'un a demandé, parce qu'il doutait et à raison, mais cet escalier peut-il réglementairement, de toute façon, être là ? Et c'est vrai qu'on n'avait personne pour nous guider. C'est une réalité. Aujourd'hui, en commission...

Christophe VIGNAUD :

On y a répondu si tu parles de cet escalier...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, on n'avait pas répondu.

Christophe VIGNAUD :

Si, si

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Parce qu'on n'a pas le soutien technique.

Christophe VIGNAUD :

Si on avait répondu

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On ne l'a pas. C'est comme ça. C'est comme ça. Mais on ne peut pas dire que tout va bien...

Christophe VIGNAUD :

On avait répondu puisque c'était par rapport au SPR, ce n'est pas possible de le mettre si c'était sur...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, on ne doit pas parler de la même chose. Mais ce qui est sûr, c'est que la situation fait qu'en commission, si... c'est dégradé, puisqu'on n'a pas de soutien technique, c'est un fait.

Christophe VIGNAUD :

Très bien et bien venez demain matin puisque la commission urbanisme c'est demain matin à 09h30

Henri ARBEILLE :

Je viens d'apprendre ça qu'effectivement c'était décalé parce que vous partez en vacances

Christophe VIGNAUD :

Oui excusez-moi je pars en vacances

Henri ARBEILLE :

Merci de nous prévenir la veille merci.

Christophe VIGNAUD :

Non non mais si vous suivez un peu...

Henri ARBEILLE :

Sur le calendrier Kério encore une fois c'est vendredi prochain

Christophe VIGNAUD :

Monsieur ARBEILLE si vous suivez un peu mieux les mails, cela a été indiqué depuis un moment et puis si vous étiez là à la dernière commission on en a parlé

Henri ARBEILLE :

Nous avons un calendrier Kério c'est prévu vendredi

Christophe VIGNAUD :

Et excusez-moi de prendre quelques vacances ça fait 1 an ½ que je ne suis pas parti

Henri ARBEILLE :

Vous partez en vacances ça peut se concevoir

Christophe VIGNAUD :

Oui merci

Lionel BARBERIS :

Enfin le résultat monsieur le Maire quand même je veux quand même finir là-dessus c'est que la dernière commission RH parce que c'est bien de ...

Christophe VIGNAUD :

On va continuer tu vas pouvoir...

Lionel BARBERIS :

... oui oui oui c'est bien de vouloir démontrer des incompétences, puisque que c'est le but.

Christophe VIGNAUD :

Non ce n'est pas le but non

Lionel BARBERIS :

Non mais si, quand en commission RH, vous présentez le fait que vous allez nommer le directeur général adjoint un agent de catégorie C, j'ai l'organigramme avec le nom de la personne dessus. Donc là voilà ça aussi, parce que là pour le coup, j'ai un écrit contrairement à monsieur LEROY. Vous me démontrez que vous nommez un agent de catégorie C, vous nous présentez ça en disant nous allons nommer un agent de catégorie C comme directeur général adjoint en charge de l'urbanisme, l'événementiel, la police municipale, etc.

Personne qui occupe déjà le poste en l'occurrence puisqu'il est à toutes les commissions, enfin dans des réunions de l'urbanisme, etc. et que quand je pose la question mais est-ce que juridiquement il a le droit d'occuper ce poste, les services RH me disent non il n'a pas le droit d'occuper ce poste. Les services RH qui sont présents en commission RH, à qui je pose la question, est-ce que j'ai le droit de mettre une personne catégorie C à un poste de directeur général adjoint, me répondent, "j'ai beau le tordre dans tous les sens, je n'y arrive pas, je ne peux pas vous le proposer".

Alors pourquoi en commission RH, on vient me proposer un organigramme en disant, on va nommer telle personne à tel endroit et en l'occurrence, cet organigramme je l'ai, donc il n'y a pas de problème, en plus il y a le nom de la personne. Donc vous ne pouvez pas dire que ça ce n'est pas vrai.

Christophe VIGNAUD :

Ce qui est marrant c'est que tu es allé le voir avant-hier pour essayer de t'expliquer par rapport à ça.

Lionel BARBERIS :

Non, non, pas du tout. Je lui ai juste dit la vérité, c'est qu'il n'a pas été nommé, non pas parce que j'ai décidé de ne pas le nommer, contrairement à ce que vous essayez de faire croire c'est que juridiquement, il n'a pas le droit d'être nommé sur ce poste.

Christophe VIGNAUD :

Il ne sera pas nommé du tout

Lionel BARBERIS :

Ça c'est de l'incompétence.

Christophe VIGNAUD :

Non, non, il ne sera pas nommé du tout, parce que ça cette partie-là ...

Lionel BARBERIS :

Il a été proposé. Donc monsieur Leroy, vous avez la charge de la commission RH donc cherchez quand même à être compétent sur ce poste.

Christophe VIGNAUD :

Alors en ce qui concerne cette partie-là puisque tu es en train de ...

Edouard DUPOUY :

J'avais parlé d'humilité tout à l'heure mais mes propos n'ont pas été compris...

Christophe VIGNAUD :

Je vais juste clore sur ce débat. Je vais clore ce débat juste là en ce qui concerne cette partie dont tu viens de faire état. Ce n'est pas une proposition c'est en tout cas essayer de prévoir ce qu'on peut faire à l'avenir et on sait très bien qu'on ne peut pas juridiquement le faire puisque la filière n'est pas la bonne donc voilà c'est aussi simple que ça (54.09)
Maintenant, on va continuer et on reprendra le débat après.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais si on ne peut pas le faire, pourquoi vous l'avez proposé ?

Christophe VIGNAUD :

Moi, je suis sorti à ce moment-là donc vous avez dû débattre quand je n'étais pas là. Mais cela étant...

Lionel BARBERIS :

Surtout on a montré que ce n'était pas possible parce qu'on allait nous le proposer en fait. C'est nous qui avons soulevé que ce n'était pas possible C'est extraordinaire. Mais effectivement, désolé de participer à la vie de la collectivité pour vous éviter de faire des bêtises.

Christophe VIGNAUD :

On te remercie, on te remercie, on te remercie... après

Lionel BARBERIS :

Parce que l'agent pour le coup on lui fait croire des choses qu'on ne peut pas faire.

Christophe VIGNAUD :

Non la proposition, c'était à mon avis pour anticiper les choses, au demeurant...

Lionel BARBERIS :

Anticiper quoi ? Il ne peut pas être nommé

Christophe VIGNAUD :

S'il peut être nommé, si, si.

Lionel BARBERIS :

Il peut être nommé que s'il réussit des concours qu'il ne passe pas donc il ne peut pas être nommé.

Christophe VIGNAUD :

Si. Il y a une solution, c'est qu'il démissionne de sa partie et il revient en contractuel.

Lionel BARBERIS :

Oui bien sûr ah oui, bien sûr, sur sa propre collectivité. Allons-y. Sur sa propre collectivité ?

Christophe VIGNAUD :

Non mais il peut le faire.

Lionel BARBERIS :

Sur sa propre collectivité ?

Christophe VIGNAUD :

Il peut le faire.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le Maire...

Christophe VIGNAUD :

Il peut le faire.

Lionel BARBERIS :

Sur sa propre collectivité ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, il peut le faire.

Lionel BARBERIS :

Ah, donc je démissionne de ma propre collectivité, je suis renommé en contractuel sur ma propre collectivité en tant qu'agent. Pas de problème, allons-y, on continue, d'accord ? En fait, il peut être nommé ailleurs. Il peut être nommé ailleurs c'est vrai qu'il peut postuler ailleurs et être nommé en catégorie A ? sur un poste contractuel.

Christophe VIGNAUD :

Oui

Lionel BARBERIS :

Effectivement en étant en disponibilité. Très bien, allons-y.

Christophe VIGNAUD :

Mais on a le droit

Lionel BARBERIS :

Très bien, donc c'est pour ça qu'on nous le propose et tout ça. C'est vrai que vous étiez vraiment dans la maîtrise du sujet.

Christophe VIGNAUD :

Alors on va continuer sur la partie 012, puisque c'est à... on va continuer là-dessus.

Edouard DUPOUY :

Sur les charges de gestion, j'en ai parlé tout à l'heure, sur les charges de gestion pour 2024, 4,6 millions sur le compte administratif, elles ont été projetées de manière assez pessimiste.

J'en ai parlé, les charges de gestion prennent en compte une inflation de 1.5, il y a notamment l'enveloppe des assurances qui a été revalorisée pour plus 36 000 euros. Et puis, on a été également prudent sur les dépenses énergétiques, j'en avais déjà parlé la dernière fois puisqu'on a évalué l'augmentation à plus 89 000 euros.

Et enfin, on avait également rajouté l'externalisation de l'instruction de l'urbanisme je ne vais pas en remettre une couche. Les autres charges de gestion courantes qui sont impactées par les charges intercommunales, notamment le SDIS, plus 45 000 euros, je crois qu'on en parlera plus tard, et puis une augmentation du montant alloué aux subventions aux associations, parce que c'est un domaine qui nous est cher.

Et puis le dernier point, ça restera l'enveloppe pour l'indemnisation des commerçants de la place des Landais, j'en ai parlé tout à l'heure. Sur les charges de personnel, sur l'évolution de ces charges je l'ai déjà expliqué la dernière fois, je ne vais pas rentrer dans des détails, mais bien avoir en tête il y a toujours des sujets sur lesquels on n'exerce pas de contrôle direct et pour lesquels on a des mouvements significatifs, notamment les hausses d'assurance statutaire, les hausses de charges sociales. Il y a également l'amélioration salariale qui en revanche vise à renforcer l'attractivité des métiers au sein de la commune, la revalorisation de l'IFSE, du CIA. Et puis il y a d'autres, le troisième point c'est l'amélioration des services, donc des choix de gestion qui sont faits, d'organisation qui ont été pris pour améliorer les services, et je vous avais déjà parlé des recrutements la dernière fois, sur les CDD de trois agents en services propreté, d'un agent en service des finances et d'un CDD agent aux ressources humaines.

Vous avez un petit zoom, et ça rejoint les propos que tu as tenus, Lionel, tout à l'heure, avec les évolutions et les chiffres, l'évolution des charges sur le chapitre 12.

À la fois, en prévisionnel, donc les montants qu'on vote lors du BP, et puis l'évolution des charges réelles lorsqu'on vote le CA donc effectivement on a une évolution entre 2023 et 2024 de plus 6%, et puis sur le BP 2025, le chapitre 12, s'élèvera à 6,3 millions. Je ne vais pas me répéter, j'en avais suffisamment parlé la dernière fois. Il y a aussi un rappel sur les ratios. Je l'avais déjà dit, on est sur un ratio qui est tout à fait convenable, puisqu'en 2024, c'était 53% donc le ratio entre le chapitre 12, la masse salariale et les dépenses réelles de fonctionnement. Et je l'ai déjà dit, mais par rapport aux strates des autres communes... On est tout à fait dans les clous.

Et puis, pour finir, dans ce document, vous avez un rappel sur la structure des dépenses réelles de fonctionnement. Sur les subventions aux associations, ça fera l'objet d'un point que l'on votera je crois que c'est le point numéro 9 ou 10. Vous avez bien sûr la liste de toutes les associations qui obtiennent une subvention. Vous savez par habitude qu'il y a à la fois la subvention de fonctionnement et la subvention pour manifestation. On avait validé ces montants lors d'une commission finances qui était élargie je ne vais pas lire les montants pour chaque association. Vous avez le tableau qui vous le détaille. S'il n'y a pas de questions sur le fonctionnement, moi j'avance sur l'investissement... oui ?

Lionel BARBERIS :

Sur le fonctionnement alors là effectivement on le voit sur l'excédent de fonctionnement reporté.

Edouard DUPOUY :

Oui, les 2,5 millions, c'est ça ?

Lionel BARBERIS :

Oui, 2,5 millions, 2,509 millions, il était de 3,6 millions l'année précédente, et il était de 4,6 millions l'année précédente encore. Donc en fait, on a beaucoup de chance d'être à Hossegor et de pouvoir avoir les recettes supplémentaires qu'on a eues, parce qu'on voit bien, on avait, avant d'avoir cette taxe sur les résidences secondaires, et aussi peut-être la partie sur le stationnement payant, etc.

On avait quand même une dégradation de notre excédent de fonctionnement. Voilà donc c'est quand même une chance d'être chez nous parce que dans beaucoup de collectivités, dans certaines que je suis déjà, qui ont des indicateurs qui sont hyper dégradés, aujourd'hui les gens ne peuvent absolument pas faire des choix d'augmentation de masse salariale ou d'autres charges générales d'ailleurs, ils sont dans des maîtrises qui sont beaucoup plus fortes que les nôtres. Et la question ce n'est pas dire est ce qu'on recrute une personne ou l'autre, c'est on ne remplace pas tel et tel départ à la retraite. Ça, c'est plutôt la réalité de toutes les communes, on va dire de 95% des communes autour de nous il y a que Hossegor qui peut se permettre, et parce qu'on a les moyens de le faire, parce qu'après ce sont des choix là pour le coup purement politique sur lesquels nous ne sommes pas d'accord mais que vous pouvez faire parce que la commune peut les porter financièrement.

Voilà. Donc ce que je veux dire c'est que on peut les porter financièrement après ce sont des volontés de dégradation ? de ratios comme vous le faites, il n'y a pas de problème en revanche c'est quand même un confort que nous avons que 95% des communes n'ont pas aujourd'hui et on le fait parce qu'on a pu avoir des recettes supplémentaires.

Edouard DUPOUY :

On a des recettes supplémentaires. Il y a aussi le fait de gérer de manière assez prudentielle et typiquement et on en parlera peut-être tout à l'heure mais dans la manière d'investir et sur les investissements, d'être assez raisonnables et pas forcément d'aller vers des projets qui vont au-delà d'un désendettement qui nous paraît raisonnable. Il y a ça, il y a le fait aussi...

Lionel BARBERIS :

Les investissements on en parlera après

Edouard DUPOUY :

On va en parler après mais il y a aussi le choix qui a été fait de évidemment de pas faire évoluer les taux d'imposition, pas faire évoluer, pas faire supporter en tout cas ces charges sur le concitoyen. Effectivement comme tu l'as dit, il y avait des excédents et on a pu...

Lionel BARBERIS :

Parce qu'on a tous les leviers pour le faire autrement. Parce que quand, si tu n'as pas la taxe sur les résidences secondaires, la dégradation de ton excédent de fonctionnement fait que de toute façon tu aurais été obligé d'augmenter les impôts pour tenir le rythme de recrutement qu'il y avait ou d'augmentation des charges générales.

Christophe VIGNAUD :

Après c'est sur un budget, Cela étant, on a quand même des ressources qui sont quand même plus importantes que nos budgets prévisionnels, à chaque fois.

Lionel BARBERIS :

Oui mais là je parle du compte administratif, c'est un constat donc on n'est pas sur du prévisionnel. Donc ça veut dire que le résultat 2024 est de 2,5 millions, 3,6 millions l'année précédente et 4,6 millions l'année encore précédente. Donc on a bien une dégradation de l'excédent de fonctionnement reporté qui fait que sans cette augmentation sur les résidences secondaires qui est quand même une augmentation d'impôts, mais sur la partie résidences secondaires, évidemment pas sur la partie des résidents. C'est un choix, il n'y a pas de problème et mais on aurait été obligé de faire autrement s'il n'y avait pas eu cette solution-là. Parce que la dégradation...

Christophe VIGNAUD :

C'est un choix qui nous a été proposé, qui a été pris...

Lionel BARBERIS :

Qui est arrivé au bon moment.

Christophe VIGNAUD :

Qui est arrivé certes sûrement au bon moment peut être et il faut juste noter que 90% des communes qui avaient été proposées à prendre cette augmentation a été au maximum sauf une donc je veux dire c'est une ressource supplémentaire importante pour l'ensemble des communes.

Lionel BARBERIS :

Mais, mais c'est une ressource que de fait, on a absorbé en fonctionnement. C'est à dire que ce n'est pas une ressource qu'on a pu mettre en investissement. Or c'est aussi le but de ces recettes supplémentaires, c'est de pouvoir créer dans l'investissement des nouveaux projets ou des projets qui viennent compléter les projets de la commune. Et en fait, en ayant ce choix que vous avez fait, ça a été effectivement de prendre la totalité quasiment de cette recette nouvelle en fonctionnement pour financer les monopostes...et aussi des augmentations liées à l'inflation il faut être honnête voilà, mais ce sont les choix que les autres communes ont subi autrement que nous et certaines sont en grande difficulté pour trouver des équilibres.

Christophe VIGNAUD :

Chacun sa gestion, on va s'occuper de la nôtre déjà...

Lionel BARBERIS :

On a la chance d'être ici, ça ne nous empêche pas d'être rigoureux dans la gestion de l'argent public.

Christophe VIGNAUD :

On a, on a, oui, mais je pense qu'on est assez rigoureux la preuve en est.

Edouard DUPOUY :

Bon sur la partie investissement, sur les recettes, toujours 3 types de recettes, les subventions d'investissement donc, pour l'année 2024, c'était la place des Landais et l'avenue Bordeaux. Les emprunts donc on retrouve évidemment l'emprunt de 2 millions d'euros pour les travaux de la liaison douce entre Soorts et Hossegor et puis les dotations fonds divers et réserves avec donc l'affectation de 2 millions d'euros c'est le solde de la place des Landais et la FCTVA pour 775 000 euros.

Pour l'exercice 2025 donc les recettes réelles d'investissement, elles s'élèvent à 4,7 millions. On voit bien d'ailleurs dans le tableau qu'elles sont en progression quand vous comparez 2022 à 2024, on passe de 2 millions à 3,2 millions à 5,6 millions. Donc quand j'entends qu'on n'investit pas, je trouve que, au contraire, on a un programme d'investissement qui est assez ambitieux, mais qui reste raisonnable. On peut toujours faire plus je l'entends, mais en restant raisonnable et en ayant en fait une situation financière qui reste très solide et avec un endettement très faible, on arrive quand même à investir et je vais détailler les projets par la suite. Donc... tu veux intervenir, non ?

Lionel BARBERIS :

Oui. Enfin, qui reste raisonnable de fait, puisque vous avez subi des programmes d'investissement que vous ne pouvez pas porter. Puisqu'il y a 2 ans, l'édito du DOB disait que nous allions arriver à une capacité de désendettement cette année à la fin du mandat...

Edouard DUPOUY :

Oui,

Lionel BARBERIS :

... et qu'aujourd'hui on sera inférieur à 2 parce qu'en fait on n'investit pas. Alors on investit sur des choses il n'y a pas de problème, mais je veux dire, on a notre levier d'investissement sur du projet tel que on aurait dû porter le Sporting clairement des 10 millions d'euros, il aurait fallu les intégrer. On avait plus au niveau de l'ouverture de l'enveloppe il y a des choix qui ont été faits, mais nous aurons l'occasion d'en reparler après.

Christophe VIGNAUD :

Mais en ce qui concerne les investissements si on te faisait la litanie de ce qui a été fait, je pense que vous en êtes tous conscients on a fait énormément d'investissement et le choix du Sporting, on en reparlera. Avec grand plaisir.

Edouard DUPOUY :

Donc pour l'année 2025 sur les subventions 2025 d'investissement principalement l'avenue de Bordeaux, il y a le toujours un petit solde sur la place des Landais j'en avais déjà parlé, pour la police municipale également, le plan plage et lac et pluvial avec l'agence de l'eau notamment. Pas d'emprunt sur l'année 2025, pas d'emprunt supplémentaire. Et puis on vous a indiqué également le montant de la FCTVA et puis la taxe d'aménagement dont on avait parlé la dernière fois par prudence, on a inscrit 100 000 euros puisque je l'avais évoqué depuis septembre 2022 et la gestion prise par la DDFIP on n'a pas reçu de versement sur les autorisations postérieures à cette date. Enfin c'est en train de se régler. (1.06.22). Sur les autres recettes, courant 2025 on va encaisser la vente de la maison Lacout pour 540 000 euros et puis MACS nous remboursera les travaux sur la canalisation entre lac et mer pour le transfert du sable c'est 750 000 euros qui sont inscrits. Vous avez quelques précisions qui sont indiquées dans le document, je ne vais pas les détailler Il y a la structure des recettes réelles d'investissement et puis je vais passer aux dépenses. Sur les dépenses, pour rappel il n'y a pas de reste à réaliser pour les APCP donc les 750 000 euros de 2024 correspondent aux travaux pour la création de la canalisation entre lac et mer pour le transfert du sable, je l'ai déjà dit pour l'exercice 2025, les dépenses réelles d'investissement s'élève à un montant total de 8 millions 610154 euros et elles étaient de 5,7 millions en 2024.(1.07.20) Si en 2024, les principales dépenses d'investissement étaient des travaux pour l'aménagement de l'avenue de Bordeaux et des Ecoles et puis les soldes de la place des Landais, on va retrouver cette année toujours pareil la canalisation, la participation au SYDEC sur le plan Lumière pour le solde, le solde de l'éclairage de la place des Landais et puis un solde pour l'avenue de Bordeaux.

Il y aura également des travaux sur des bâtiments communaux pour plus d'un 1 million d'euros, l'agrandissement du poste de secours sur la plage Sud, les peintures boiseries des Tucs, du photovoltaïque aux Pignada et aux ateliers, un mur de soutènement sur la résidence du Lac et la crèche et puis la sécurisation des Halles peut être dont on parlera plus tard. On poursuit également des gros travaux d'entretien sur les réseaux de voirie de pluvial et puis on en profite pour déployer la fibre noire, à cette occasion, il y a le plan plage, j'en ai déjà parlé et puis la poursuite du schéma cyclable pour une première partie sur l'axe Dax-Albi-Agen, on aura également, on en avait parlé les débuts alors pas des travaux, on verra, mais de en tout cas de la poursuite de la réflexion sur la ferme de Bielle et de voir comment on avance là-dessus mais il y a un montant qui est bien de 262 500 euros prévus sur le budget 2025.

Concernant le Sporting donc, il est prévu d'échanger avec la population lors d'une réunion publique sur les divers modes d'exploitation possibles de cet équipement public et puis parallèlement, de poursuivre la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de rédiger si besoin un dossier de consultation des entreprises. En ce qui concerne le parc des sports, il est prévu de compléter l'étude de programmation par un programme opération et de laisser à la prochaine mandature le choix de l'aménagement à la vue des options listées dans l'étude de faisabilité.

Pour rappel, on était sur des montants entre 5,3 millions et 5,6 millions. Vous avez par la suite l'ensemble du détail des autorisations de programme les AP/CP avec donc la place des Landais, on a un petit complément de 91 000 euros sur le budget 2025, pareil sur le poste de police, c'est le solde, et sur la liaison de l'avenue de Bordeaux, le plan Lumière, j'en ai parlé tout à l'heure, l'avenue des

écoles, le plan plage donc vous voyez bien que c'est un montant de 990 000 euros sur l'année 2025, poursuite de la voirie du pluvial, j'en ai parlé sur lequel on a des subventions mais qui apparaissent pas en fait...

Christophe VIGNAUD :

Les subventions qui sont de l'ordre de 70%.

Edouard DUPOUY :

Exact. La ferme de Bielle, voilà donc le tableau reprend à peu près tous les projets. Sur l'emprunt pas grand-chose à signaler, on ne contractera pas de nouvel emprunt. On rembourse notre dette et vous voyez bien que l'on est très faiblement endetté et qu'on est à moins de 2 ans en taux de désendettement, donc pas d'alerte là-dessus et puis pour finir, vous avez les ratios et les niveaux d'épargne de la collectivité. Donc on voit bien que sur l'année 2024 qui se clôture, on a des bases financières extrêmement solides puisqu'on dégage une épargne brute de plus de 2,8 millions. L'épargne de gestion s'élève à 2,9 millions, donc on a un taux d'épargne brute qui est à plus de 20%, extrêmement solide tout en continuant d'investir. L'épargne nette, elle est à plus de 2,3 millions et la capacité de désendettement, je l'ai dit, elle est à 1,53. Sur le BP, ce sont évidemment des chiffres qui sont beaucoup plus pessimistes, on fait le choix de la plus dense et puis on espère comme chaque année avoir des bonnes surprises. Donc vous voyez par pessimisme, on dit que l'épargne de gestion sera à 1,4 million et un taux d'épargne brute autour de 9% ce qui déjà est tout à fait honnête mais on espère faire mieux. Et la capacité de désendettement à moins de 3 années. Vous avez ensuite voilà le détail les graphiques habituels sur l'épargne brute le taux d'épargne brute et les seuils, je n'ai pas de commentaire particulier là-dessus, la capacité des endettements et on arrive à la fin de cette présentation. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques là-dessus ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui moi Edouard j'ai des questions, je n'ai pas voulu t'interrompre à tout bout de champ. Mais j'avais des questions par rapport aux choix qui ont été faits dans le fonctionnement.

Edouard DUPOUY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors les premiers j'ai noté parce que bon il y a beaucoup de pages, dans la section de fonctionnement, page 54 par exemple, l'essence : en 2024, on avait inscrit 130 000 réalisés 122 000.

Edouard DUPOUY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et là on met 133.

Edouard DUPOUY :

Oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et pourquoi en fait ?

Edouard DUPOUY :

Toujours pareil, c'est toujours l'argument que je ressors chaque fois prudence, prudence.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui mais les prix ont tendance à baisser donc on c'est pour... on tape sur une éventuelle....

Edouard DUPOUY :

C'est une manière de ...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Parce que pendant le DOB tu avais expliqué qu'on était plutôt optimiste par rapport à ça.

Edouard DUPOUY :

En fait, moi je suis toujours prudentiel sur les charges comme sur les recettes en fait, j'ai tendance à avoir des recettes en diminution et sur les charges j'ai tablé sur le même montant en espérant avoir une bonne surprise qui explique que quand tu regardes la différence entre le CA et le BP, il y a toujours un écart assez énorme, c'est prudentiel.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

L'autre question alors, c'est toujours le même tableau là c'est entretien, réparation, voirie. On a mis 130 000.

Edouard DUPOUY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ça correspond à quoi en fait ? Parce que tout le monde sait que la voirie c'est MACS. Du coup, c'est... oui.

Christophe VIGNAUD :

Je pense que tu sais que c'est MACS et qu'il y a des choses que nous prenons pour des questions de sécurité et donc nous avons une enveloppe qui nous permet de le faire.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors justement, est-ce que c'est 130 000 on est, par exemple, sur les chicanes qui ont été installées à plusieurs reprises, c'est l'idée que j'en avais.

Christophe VIGNAUD :

Entre autres oui entre autres. C'est ça, oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui il y a eu Gaujacq, Golf

Christophe VIGNAUD :

Il y a eu Larnère, Gaujacq, il y eu l'avenue de la Molle que tu connais bien

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je me doutais que c'était ça parce que je ne voyais pas ce que ça pouvait être

Christophe VIGNAUD :

Il n'y a pas que ça... il y a d'autres réfections des trottoirs qui ont été réalisées, par exemple à Soorts puisque c'était une partie qui était dangereuse, donc on a réalisé ça sur nos propres deniers puisque la partie MACS ne le prend pas en compte.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et par exemple pour les chicanes alors c'est facile de tirer des conclusions après coup mais bon au bout de 5 ans c'est aussi le moment pour faire ça. Est ce qu'on n'aurait pas pu ou dû inscrire dans le PPI une section sécurité ?

Christophe VIGNAUD :

Alors le PPI qui est fait sur MACS, ce sont des travaux de grandes envergures. Ce ne sont pas des choses pour eux, c'est de la...Comment on dit là... ? C'est de la maintenance classique. C'est ce qu'eux font quand de temps en temps, dans les quartiers, tu vois des rues qui ont été refaites, ça fait partie de la pérennité.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On ne peut pas, nous, défendre un volet sécurité où on va identifier des zones problématiques et l'inscrire dans le PPI pour que le PPI prenne en charge les aménagements sécuritaires ?

Christophe VIGNAUD :

La compétence sécuritaire ne leur revient pas sur cette partie-là, c'est nous qui le prenons en charge, il y a de nombreux débats qu'on a eu avec Lionel qui nous disait ce n'est pas de ta compétence, pourquoi tu fais ça ? C'est parce que la sécurité, nous oblige à le faire c'est tout et MACS ne le prend pas.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ok, moi je pensais qu'on aurait pu l'inscrire dans le PPI.

Christophe VIGNAUD :

Dans le PPI ce n'est pas possible

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ok d'accord. Page 54 toujours.

Christophe VIGNAUD :

Comme dit Alain ce sont des aménagements lourds, ce n'est pas que ce n'est pas lourd, mais en tout cas ça ne fait pas partie de leur compétence.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends OK. Toujours le même tableau, les contrats de services, il y avait 476, là on est à 519 en gros on a quoi là-dedans ? C'est une grosse somme.

Edouard DUPOUY :

Tu as le numéro de compte ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors... écoute c'est page 54, je vais te le trouver... 611 !

Edouard DUPOUY :

Ça doit être les prestations de services.

Christophe VIGNAUD :

C'est toutes les prestations de services extérieures mais ça peut être... c'est toutes les prestations qu'on a à l'extérieur

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Du coup ma question parce que ça... je me doute

Christophe VIGNAUD :

Qui peut être de l'avocat...

Edouard DUPOUY :

Je pense ce sont les vigiles que j'ai évoqué tout à l'heure

Christophe VIGNAUD :

Les vigiles enfin ça peut être plein de choses pour les vigiles c'est 280 000, donc les vigiles par exemple c'est cette partie-là.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je me doute mais du coup ma question qui va avec c'est... est ce que dans ...

Christophe VIGNAUD :

C'est le deuxième coup toujours toi, tu fais toujours un 2^{ème} coup

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Voilà, il y a toujours un 2^{ème} coup derrière c'est important. Est-ce dans le compte 519 que l'on met, que l'on chiffre l'externalisation des actes d'urbanisme ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ce n'est pas là-dedans

Edouard DUPOUY :

Je ne pense pas

Christophe VIGNAUD :

Non ? je ne sais pas si vous l'avez mis là-dedans

Edouard DUPOUY :

Je ne pense pas que ce soit dans ce compte

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas dans ce compte-là. Ce compte-là c'étaient des prestations d'avocats, vigiles, sécurité et autres... et stationnement voilà

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Est ce qu'on peut en profiter pour demander où on en est ?

Edouard DUPOUY :

Sur la facturation ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui parce que bon ce n'est pas la bonne ligne mais on ne va pas...

Edouard DUPOUY :

Alors j'ai uniquement moi les chiffres de janvier 2025 et février 2025 en facturation donc 4 308 €TTC en janvier, 5 388 € en février donc au global depuis octobre dernier on est à 30 276€ TTC.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

D'accord et on est OK avec ça ?

Christophe VIGNAUD :

Kiss Cool... vas-y dis-nous... Je ne sais pas il y a toujours une question derrière.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais ma question c'est : vous comptez-vous arrêter quand en fait ?

Christophe VIGNAUD :

Ça... si on savait te le dire, on le dirait après on revient à ce qu'on a dit tout à l'heure il faut qu'on reprenne aussi l'ensemble des agents, savoir ce qu'ils vont faire, comment ils vont revenir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais il y a des agents qui sont revenus et pour l'instant il n'y a rien qui a changé.

Christophe VIGNAUD :

Non, non on ne va pas...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il y a 2 instructeurs

Christophe VIGNAUD :

Non, non. Parce que là... alors on a un instructeur qui travaille tu sais

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On en a 2... dans les murs...

Christophe VIGNAUD :

Non, le 2ème il travaille 2 jours et demi par semaine en mi-temps thérapeutique, et avec des journées syndicales.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Peut-être qu'elle les a prises pour s'occuper ?

Christophe VIGNAUD :

Non, non, non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Quand on est à l'accueil et qu'on n'a pas de mission...

Christophe VIGNAUD :

Et donc de ce fait, nous avons une personne une journée par semaine qui vient. Il est difficile de donner des dossiers à quelqu'un une journée par semaine. De plus, quand tu dis qu'elle peut s'occuper, elle sait s'occuper normalement puisque les fonctions qui vont lui être et qui lui sont proposées sont des fonctions qui sont... à mon avis, plus qu'à son niveau parce que c'est une fille en plus très intelligente donc et qui demande des formations pour répondre au téléphone, faire telle ou telle chose.

Donc au bout d'un moment, quand il y a aussi un peu de mauvaise volonté, on se retrouve un peu coincé. Mais pour répondre à ta question te dire comment on va faire et quand on va faire.

Aujourd'hui, on n'a pas la capacité de dire comment on va pouvoir se mettre en marche tant qu'on ne sait comment les 3 autres vont revenir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends... Ma seule inquiétude dans la mesure où on parle budget et argent, c'est que on va très vite se diriger vers un équivalent temps plein.

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si.

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah si, faites les calculs si... et seconde chose, vous allez en plus à un moment devoir faire un appel d'offres.

Christophe VIGNAUD :

Peut-être mais on va s'arrêter avant je pense

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais j'espère.

Christophe VIGNAUD :

Oui oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non mais parce que c'est la question que tout le monde se pose.

Christophe VIGNAUD :

Oui... et qui est légitime

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais j'espère en tout cas, c'est qu'on a l'impression à force par rapport à cette discussion-là qui est récurrente, c'est qu'il n'y a pas d'autre choix que ce que l'on avait mis en place et ce que vous avez mis en place dans un premier temps par mesure d'urgence. MACS dans tout ça ?

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah... pourquoi ?

Christophe VIGNAUD :

Alors... Je te rappelle juste que tu t'es occupée de l'urbanisme...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais je sais ce que j'ai fait.

Christophe VIGNAUD :

Et qu'on a sorti l'urbanisme à ce moment-là. Et que nous avons étayer un service urbanisme à ta demande et sur lequel on était d'accord

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui. Bien sûr, parce que je pense que la commune doit instruire ses autorisations d'urbanisme, mais quand elle ne peut pas

Christophe VIGNAUD :

Et on continue de penser ça, on continue à penser ça

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais quand elle ne peut pas, parce que là, aujourd'hui, on ne peut pas.

Christophe VIGNAUD :

Si, si, elle peut la preuve en est, mais je pense qu'à un moment ou un autre ces agents vont revenir donc on va trouver des solutions

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

A un moment, c'était 20 000, l'instruction à MACS.

Christophe VIGNAUD :

Oui... 25 000 oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Vous vous faites le choix de siphonner les finances avec une externalisation. Pourquoi ne pas vous être dit, c'est un échec et on rend l'instruction MACS ?

Christophe VIGNAUD :

On ne rendra pas l'instruction à MACS je pense que ce n'est pas possible pour l'instant en tout cas, on essaie de faire en sorte de sortir les éléments parce qu'on avait pris du recul, du retard pardon. Et moi ça me fait vraiment rigoler quand tu me dis ça parce que tu a été quand même pendant 4 ans à la tête de ce service.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Quand je vous pose la question, ça ne veut pas dire que c'est ce que je voudrais puisque moi j'ai mis, j'ai milité et je militerai toujours pour que l'instruction se fasse en commune, mais en commune, ça ne veut pas dire externaliser.

Christophe VIGNAUD :

Donc on va, on va continuer à militer dans ce sens-là et on va faire en sorte qu'à un moment ou à un autre l'instruction revienne ici en totalité. Bien entendu, c'est le but de l'histoire

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais comment ?

Christophe VIGNAUD :

On va attendre un petit peu...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Les agents ne reviennent pas et quand ils reviennent, ils n'instruisent pas de dossier.

Christophe VIGNAUD :

Non mais ne reviens pas sur le sujet : mi-temps thérapeutique et présence une journée par semaine, je ne vois pas comment on peut instruire un dossier.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors parlons de l'autre agent, pourquoi l'autre agent n'instruit pas de dossier ?

Christophe VIGNAUD :

Alors il est en capacité à d'accueillir le public, les rendez-vous pour les avant-projets, les renseignements auprès des pétitionnaires, ce qui est important parce qu'il faut qu'on ait aussi une permanence. Donc faire en plus l'instruction n'était pas possible.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il répond aux mails ?

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il répond aux mails ?

Christophe VIGNAUD :

Il répond, il répond oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Parce qu'apparemment ça ne répond pas les mails donc je ne sais pas qui répond ?

Christophe VIGNAUD :

Si si ça répond. Alors la boîte mails, on avait trouvé...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Elle est vide ?

Christophe VIGNAUD :

350 mails

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Elle est vide aujourd'hui ?

Christophe VIGNAUD :

Oui elle est vide

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On va aller voir après

Christophe VIGNAUD :

Oui, on peut aller voir après. En tout cas...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Moi je veux bien

Christophe VIGNAUD :

Ah oui, il n'y a pas de soucis

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On ira

Christophe VIGNAUD :

Ah oui mais il n'y a pas de problème, on peut jouer, on peut jouer à ce jeu-là. Je vais te dire la boîte mails elle a été de 350 mails quand nous sommes arrivés dans une situation où y avait personne... 350 mails.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Aujourd'hui, elle est vide ?

Christophe VIGNAUD :

Il doit peut-être y avoir 10 mails, 20 mails et alors ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je vous engage, je vous engage... à regarder

Christophe VIGNAUD :

Oui oui mais tu...je peux m'engager il n'y a pas de problème

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et à dire publiquement combien il y en a aujourd'hui ?

Christophe VIGNAUD :

Oui oui, mais alors qu'est-ce que tu cherches à faire ? Tu cherches à démontrer quoi ? La solution est comment ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

À démontrer, à démontrer que quand un agent...

Christophe VIGNAUD :

Ça sert à quoi ? Très honnêtement cette discussion, elle est quoi ? Elle est stérile parce que de toutes les manières, c'est pour démontrer quoi ? Qu'on est des incompetents ? C'est ça ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je n'ai jamais dit ça.

Christophe VIGNAUD :

Non, mais c'est ce que tu essayes de dire

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mon inquiétude, elle est que cette externalisation...

Christophe VIGNAUD :

Tu oublies que tu as été à ce poste là au niveau de l'urbanisme que tu as géré ce service, et que quand on est arrivé dans une situation blackout total il y avait les 350 mails des dossiers en attente et en souffrance pour des raisons x ou y qui ont été débloqués grâce à l'externalisation

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais j'entends...

Christophe VIGNAUD :

Et aujourd'hui on a pu libérer ces fameux permis, qui ont donné la possibilité aux architectes, aux pétitionnaires, mais aux aussi aux entreprises qui travaillaient de pouvoir faire leur business et donc de ne pas déposer de bilan.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais j'entends parfaitement la nécessité de prendre des décisions quand on est dans une situation d'urgence

Christophe VIGNAUD :

Mais on est toujours dans une situation d'urgence

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non

Christophe VIGNAUD :

Mais si quand tu as une personne qui ne revient qu'une journée par semaine je suis désolé

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais arrêtez pourquoi elle est revenue ? Non mais arrêtez à un moment. Non, vous auriez très bien pu avoir 2 agents instructeurs.

Christophe VIGNAUD :

Non, non,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si

Christophe VIGNAUD :

Non, non.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Si, si si, et vous le savez. Mais pour moi, il n'y a pas...

Jean-Marc LEROY :

Ce qui est quand même étonnant...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Monsieur Leroy...

Jean-Marc LEROY :

Je trouve, et je ne suis pas spécialiste mais c'est la personne qui a été en charge de l'urbanisme pendant 4 ans qui a conduit au fiasco que l'on connaît

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci Jean-Marc...

Jean- Marc LEROY :

Qui va aujourd'hui nous expliquer ce qu'il faut faire ...on se moque du monde.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors je n'ai pas la prétention de vous expliquer

Jean-Marc LEROY :

Mais si

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non

Jean-Marc LEROY :

Mais si tu es pour ça ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Bon, ça y est ?

Jean-Marc LEROY :

Moi, j'ai fini.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est bien

Jean-Marc LEROY :

Ça me fait du bien.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais je vois ça. Je ne vous explique pas. J'essaye juste de dire qu'à mon sens, mon sens, en termes d'instruction d'autorisation d'urbanisme pour la commune, il n'y a que 2 options possibles : ou en commune ou en communauté de communes.

J'entends qu'une décision d'urgence a dû être prise mais pour moi, elle ne peut pas être pérenne. Et si on n'arrive pas rapidement et aujourd'hui on en fait le constat on est au mois de mars, à remettre en route un service, alors il faut se rendre à l'évidence.

Et si je le dis, je sais que ça me coûte puisque je suis la personne qui a demandé qu'on reprenne l'instruction. Mais cette instruction externalisée, elle ne peut pas continuer. D'abord pour un problème financier, j'en parle parce qu'on est dans le budget et pour un problème, même en termes d'instruction, ce cabinet instruit le réglementaire.

Nous sommes en site patrimonial remarquable. Tout le volet qui concerne le site patrimonial n'est pas instruit et vous ne pouvez pas dire que l'architecte des bâtiments de France le fera. C'est faux. Aujourd'hui, ça ne peut pas durer comme ça. Et ce qui m'inquiète. Et encore une fois, lisez dans mes propos, je ne dis pas faites comme ci, faites comme ça, je suis juste inquiète. J'ai le sentiment, mais je me trompe probablement, que la situation d'aujourd'hui, à savoir les instructions externalisées, vous convient

C'est ça qui m'inquiète. J'entends les agents vont revenir, mais j'ai quand même le sentiment que cette situation vous convient et que vous n'avez pas vraiment l'intention de la stopper.

Christophe VIGNAUD :

Non, non. Ce ne sont que tes propos et tes pensées.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais. Oui tout à fait

Christophe VIGNAUD :

On les entend

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais c'est gentil

Christophe VIGNAUD :

Mais ce ne sont pas les nôtres.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais j'avais bien compris.

Christophe VIGNAUD :

Edouard vas-y

Edouard DUPOUY :

Pardon, est ce qu'il y a d'autres questions sur les comptes ... oui ? Vas-y je t'en prie

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Toujours un peu dans le même sujet page 55, c'est la suivante, les frais d'acte et de contentieux.

Edouard DUPOUY :

Oui ? La question ? Le détail du montant c'est ça ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Dans le CA... 2022, on était à 22 000

Edouard DUPOUY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Donc c'est 2022

Edouard DUPOUY :

Oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Aujourd'hui on est à 40 000.

Edouard DUPOUY :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi ?

Christophe VIGNAUD :

Il y a plus de contentieux. Mais alors voilà c'est tout

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On ne se l'explique pas ?

Christophe VIGNAUD :

Pourquoi tu veux t'expliquer ? Il y a madame Brossard déjà qui nous en prend 13 000.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Elle était déjà là en 2022 madame BROSSARD

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais elle a augmenté parce qu'elle est très influente là-dessus elle adore... donc voilà non mais bon les contentieux à partir du moment où tu as des contentieux...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ils ont doublé

Christophe VIGNAUD :

Et alors qu'est-ce que ça... Ça veut dire quoi ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Écoutez... Si vous trouvez ça normal

Christophe VIGNAUD :

Non mais on se défend donc à partir du moment où on se défend...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais c'est bien aussi en amont de faire en sorte de ne pas aller au contentieux.

Christophe VIGNAUD :

Ah oui mais c'est bien oui bravo

Edouard DUPOUY :

C'est pour ça que j'étais particulièrement heureux sur la première délibération puisque j'ai expliqué qu'il n'y aurait pas de contentieux là-dessus c'est déjà un beau progrès sur l'indemnisation de la place des Landais...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ne vois pas pourquoi ça vous fait rire cette réflexion ? (1.26.09)

Christophe VIGNAUD :

Non mais parce-que...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pardon ? Mais non je ne vois pas ce qu'il y a de drôle

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Monsieur ARBEILLE médiation on ne connaît pas... je ne sais pas mais la médiation elle se fait tout le temps et les contentieux, ils sont multiples et variés. Alors ils peuvent être sur l'urbanisme mais sur d'autres sujets.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Là en l'occurrence, je fais surtout référence à l'urbanisme évidemment.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais il n'y a pas que l'urbanisme là-dedans

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais je vois sincèrement, je suis quand même...

Lionel BARBERIS :

Le personnel peut être ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, le personnel peut être oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, mais c'est quand même très embêtant. Alors je suis ravie que ça provoque un fou rire chez vous mais si ...au quotidien on peut travailler et faire en sorte d'éviter les contentieux. Donc apparemment ce n'est pas très clair. Je vais vous donner un exemple actuellement on est en modification du PLUi.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

D'accord, au sein duquel vous avez le PAPAG, on va sortir du PAPAG d'accord. Est-ce que vous avez mis en place une vraie phase de concertation avec les riverains ?

Christophe VIGNAUD :

Alors en fait, vous n'êtes pas au courant ma chère Maëlle parce que nous avons fait une réunion avec les riverains, avec la commissaire enquêtrice, avec la personne qui a rédigé le PAPAG et qui a eu donc eu une discussion un soir avec eux pour que les modifications qui ont été faites ont pu être échangées et on est dans la concertation et la médiation qu'à cela ne tienne et donc il va y avoir des modifications qui ont été portées par ces riverains par rapport à cela puisque ça a été aussi une demande de leur part. Et c'était aussi un engagement de notre part de faire qu'à l'issue de la sortie du PAPAG nous puissions avoir une concertation avec eux.

Maëlle DUBOC-PAYSAN :

Cette réunion, tous les riverains ont été conviés ? Qui l'a organisée ? Qui a invité les riverains ?

Christophe VIGNAUD :

Monsieur BOULLAND

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Monsieur BOULLAND... qui est ?

Christophe VIGNAUD :

Qui est le responsable de l'ensemble de l'îlot.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Un riverain du quartier

Christophe VIGNAUD :

Absolument

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et donc c'est un riverain du quartier...

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est lui qui a pris la charge...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Qui invite ses voisins.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est lui,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est ce qu'on appelle une concertation.

Christophe VIGNAUD :

Alors je vois le petit truc derrière mais je sais pourquoi tu poses cette question-là, je vois très bien. Donc en fait l'ensemble des riverains a été convié par cette personne-là qui est leur représentant sur l'ensemble de l'îlot et l'ensemble des personnes ont été conviées, y compris les personnes qui ne sont pas dans les maisons mais dans les immeubles. D'accord ? et si tu fais et je pense que tu fais référence à quelqu'un ces personnes-là, elles étaient en visio puisqu'on avait mis un lien visio, et il y avait 2 ou 3 personnes, dont une personne qui a enregistré l'ensemble de la discussion oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Quand on était à la phase d'élaboration du PLUi en 2019.

Christophe VIGNAUD :

La question, est ce que cette question la réponse te convient ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non. Le secteur de la ZPP..., pardon ?

Intervention inaudible

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Peut-être qu'il faut attendre la fin de la phrase. Durant l'élaboration du PLUi en 2019, le secteur de la ZPPAUP (Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager), celui dont on parle, a été gelé.

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est le concept du PAPAG

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pour des problématiques de gabarit

Christophe VIGNAUD :

Entre autres

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Qui renvoi un établissement dont je n'ai même pas besoin de citer le nom, tout le monde le connaît.

Christophe VIGNAUD :

Entre autres.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

La justification, entre autres, de la mise en place de ce PAPAG, ça a été la nécessité de mettre en place une phase de concertation...

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et donc nous aujourd'hui une phase de concertation menée par la mairie c'est un riverain qui invite les voisins.

Christophe VIGNAUD :

C'est le raccourci alors...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est la vérité.

Christophe VIGNAUD :

Non mais c'est un vrai raccourci, mais j'adore cette démonstration, que l'on a eue...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Peu importe, peu importe.

Christophe VIGNAUD :

J'adore cette démonstration

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non mais c'est la simple vérité.

Christophe VIGNAUD :

Non, non, non, mais pas du tout

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais ce n'est pas grave, ce n'est pas grave après je trouve dommage pour moi ce n'est pas ça la concertation pour moi ce n'est pas ça mais ce n'est pas grave. La 2e chose c'est que par rapport à ce document...

Christophe VIGNAUD :

En tout cas ça été fait

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Par rapport à ce document oui c'est un peu léger mais ça le mérite d'avoir existé.

Christophe VIGNAUD :

Oui bien entendu mais c'est toujours léger à partir du moment où ce n'est pas toi qui la mené c'est ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais ce qui m'inquiète beaucoup plus, c'est par rapport à ce document, par rapport à ce qui va être fait dans la mesure et je me permets d'en parler un peu parce que l'enquête publique prend fin le 8 avril donc le prochain conseil municipal, ce ne sera plus le moment de poser la question, est ce qu'il y a une volonté d'apporter des modifications ou non au document et si oui lesquels ?

Christophe VIGNAUD :

Alors un ce n'est pas une Commission urbanisme donc on ne va pas en parler là on ne va pas parler du PLUi et du changement et du PAPAG oui la discussion a été menée

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Concernant le PAPAG ?

Christophe VIGNAUD :

Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pas le PLUi le PLUi je le connais.

Christophe VIGNAUD :

Non oui, la discussion a été menée de cette façon-là, avec la volonté pour les gens qui y habitent de proposer des évolutions par rapport à ce qui a été mis en place lors de la réunion d'ailleurs à laquelle tu avais assisté

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui tout à fait.

Christophe VIGNAUD :

Avec...c'était Isabelle Joly

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui

Christophe VIGNAUD :

Et l'ABF qui était là aussi et donc oui la volonté et on leur a précisé et d'ailleurs j'ai eu pas la copie mais une première ébauche de ce qui va être proposé par les riverains, déposé auprès de l'enquêtrice pour que ça puisse évoluer dans le sens de ce qu'ils veulent et après ça va être débattu comme tu le sais, c'est débattu au niveau de l'enquête débattu au niveau de la MACS

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais c'est dommage parce que ça, c'est de la concertation le fait de récupérer l'avis des riverains, c'est ça la concertation et on le fait à quelques jours de la fin de l'enquête publique ?

Christophe VIGNAUD :

Non non ça n'a pas été fait à quelques jours

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ne sais pas la réunion de monsieur BOULLAND, elle a eu lieu quand ?

Christophe VIGNAUD :

Alors l'enquête publique, elle a démarré il y a une semaine et on l'a fait dans la semaine où ça a démarré.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et pourquoi on ne l'a pas fait bien avant ?

Christophe VIGNAUD :

Mais parce que, en fait on...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

On n'a pas le temps-là

Christophe VIGNAUD :

Non mais attends. On avait quoi ? Est ce qu'il y avait que ça à faire ? Je ne pense pas. Tu oublies qu'il n'y avait pas que ça à faire.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, il n'y a pas que ça à faire

Christophe VIGNAUD :

En ce qui concerne le PAPAG et la sortie du PAPAG. Donc la solution est, juste pour clore le débat parce qu'on ne va pas faire 3 h de débat sur le PAPAG, ce qui a été fait, c'était la volonté des riverains de pouvoir faire évoluer par rapport à ce que nous avons proposé des modifications pour leur maison, leur appartement ou leur arrière puisque c'était sur l'arrière. Ils ont écrit une lettre à la commissaire enquêtrice qui a été donnée suffisamment à temps puisque c'est le 6 ou 7 avril que ça se termine.

Maëlle DUBOC-PAYSAN :

8

Christophe VIGNAUD :

Ou 8 avril, elle a un mois pour rendre à la MACS et ça va passer au Conseil Communautaire du mois de juin.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ma volonté elle n'est absolument pas de passer 3 h sur le PAPAG

Christophe VIGNAUD :

Non mais voilà donc du coup...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi je me permets d'insister sur le PAPAG ? C'est qu'il y a un moment on est en budget et en budget on fait un petit peu la conclusion de tout ce qui a été mené pendant le mandat. C'est le dernier budget et il y a un moment, on a été élu sur une promesse de campagne, entre autres

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et vous savez tous laquelle par rapport à ce bâtiment ? Or, quand on regarde.

Christophe VIGNAUD :

Oui vas-y je te laisse finir parce qu'enfin tu as loupé des épisodes mais ce n'est pas grave vas-y.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Probablement.

Christophe VIGNAUD :

Oui oui sûrement oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais si on ne raconte pas aussi c'est compliqué, ce n'est pas grave. On a été élu sur une promesse de campagne par rapport à ce bâtiment et ce qui est problématique quand on regarde le document qui aujourd'hui est joint à la modification du PLUi...

Christophe VIGNAUD :

Ça va être modifié. Je te réponds à ce que tu penses ça va être modifié.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais pourquoi il est là ?

Christophe VIGNAUD :

Pourquoi il est là, comment ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi on a présenté...

Christophe VIGNAUD :

Alors juste tu arrêtes là-dessus. Je vais juste reprendre parce que là tu es devenue très amnésique. Nous avons fait la première réunion où tu étais présente. Et nous avons fait une proposition pour essayer de sortir de ce bâtiment par la porte, par le haut pour tout le monde.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est votre proposition

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est ma proposition.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui, c'est celle que vous défendez depuis le début. Qui était sur une sortie amiable je m'en souviens parfaitement

Christophe VIGNAUD :

Monsieur ARBEILLE devrait écouter parce que moi j'ai essayé de faire de l'amiable donc tu vois. Donc j'ai essayé de faire une sortie amiable bien entendu

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais entre-temps...

Christophe VIGNAUD :

Mais laisse-moi finir s'il te plait ok ? Donc on a essayé de faire une sortie à l'amiable qui jusque-là a été infructueuse, d'accord. D'autre part, il nous semblait intéressant de pouvoir faire cette sortie là pour que l'établissement dont on parle puisse continuer son activité.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends

Christophe VIGNAUD :

Nous avons démontré et nous sommes allés jusqu'au bout. Nous avons démontré que le permis de construire qui avait été donné n'était pas valable et validé

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il y a eu un jugement.

Christophe VIGNAUD :

Il y a eu un jugement d'accord, mais parallèlement à ça, il y avait 2 solutions. Soit on continuait dans une façon de négocier et de faire de la médiation. C'est ce que j'ai essayé de faire, mais je me suis rendu compte qu'au bout d'un moment, la médiation n'arrivait pas.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et puis on ne peut pas, le jugement rend impossible la régularisation.

Christophe VIGNAUD :

Je finis d'accord ? Donc faute de ça parce qu'il y a eu plein d'allers-retours entre la personne qui gère cet établissement et la mairie, en essayant de trouver les différentes sortes puisqu'il y avait une partie de la démolition qui payait la démolition ? comment on faisait pour éventuellement reloger ? puisque l'appartement est normalement au-dessus, comment faisait-on pour essayer d'aménager tout ça ? Il y avait eu des échanges qui avaient été faits, ça a été sans réponse, ça a été sans réponse. La seule réponse qu'on nous a donnée c'était, nous n'avons pas d'argent, nous ne pouvons pas aller là-dedans, il y avait des choses qui pouvaient être prises en charge éventuellement par la Communauté d'autres qui pouvaient être pris en charge par ces personnes-là. Faute de quoi et en arrivant à un point où la médiation n'arrivait pas, Eh bien moi j'ai décidé d'aller au-delà et de prendre la décision qui, il y a un article je ne sais plus lequel est-ce par rapport au code de l'urbanisme qui va faire la démolition totale du bâtiment. Voilà, c'est aussi simple que ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais écoutez. Et comme ça, on passera à autre sujet. Ma question, elle est simple aujourd'hui dans le document qui est présent et accessible à l'enquête publique.

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui il y est encore marqué

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Qui présente la volumétrie des gabarits dans le PAPAG. Le bâtiment est présent. Or...

Christophe VIGNAUD :

Alors donc juste pour te répondre parce que nous avons bien entendu ça lors de la réunion avec le PAPAG et les riverains qui nous ont fait d'ailleurs la remarque mais nous aussi. Et encore aujourd'hui, Éric a envoyé un mail pour bien préciser cela à l'enquêtrice et en même temps à la MACS d'enlever cette coquille c'est une vraie coquille.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah oui,

Christophe VIGNAUD :

Oui non mais à l'époque, oui. Mais c'est parce que, à l'époque, lorsqu' on avait écrit la sortie du PAPAG, on essayait de trouver cette ...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends j'entends

Christophe VIGNAUD :

Donc nous avons proposé... nous avons proposé de garder le gabarit pour pouvoir sortir par le haut

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est juste qu'aujourd'hui il n'y a pas de sujet.

Christophe VIGNAUD :

Non mais comme aujourd'hui, c'est plus possible et bien il a été demandé d'effacer.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Aujourd'hui ce n'est pas régularisable, ni au titre du PLUi, ni au titre du jugement. Ma question, elle est simple prenez-vous officiellement....

Christophe VIGNAUD :

Ça sera enlevé

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

L'engagement...

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... De supprimer

Christophe VIGNAUD :

Oui

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

La présence de ce bâtiment à l'arrière tel qu'il apparaît aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

Je prends l'engagement

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Merci

Christophe VIGNAUD :

Puisque ça a été écrit aujourd'hui en plus à la MACS.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est tout.

Christophe VIGNAUD :

Donc si c'est si tu essaies entre guillemets de me coincer, non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non, j'essaie juste de discuter

Christophe VIGNAUD :

Non mais on pourrait discuter mais on aurait pu discuter autrement. Cela étant, ce n'est pas grave, j'ai la démonstration qui est faite et qui est de dire que non, nous ne voulons pas cette partie-là. Donc oui nous allons attaquer avec la partie du fameux article je ne sais plus combien qui demande la destruction totale et non pas partielle comme ça l'a été. Voilà, c'est aussi simple que ça, aussi simple. Donc tu aurais pu avant de demander si le PAPAG qui avait été bien fait en concertation, me demandez directement la question j'aurais pu y répondre

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah bah oui, parce qu'il n'y pas eu de réelles concertations

Christophe VIGNAUD :

Non, mais on aurait pu gagner du temps. Allons, y

Edouard DUPOUY :

Est ce qu'il y a d'autres remarques qu'on... maintenant que tout le monde est d'accord est ce qu'on peut passer au vote ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non

Edouard DUPOUY :

Ah pardon vas-y

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Alors une dernière. Une dernière, j'ai cherché alors je sais que ça existe, mais quelquefois on ne la trouve pas. On a parfois dans les budgets des lignes legs et dons. Là je ne l'ai pas trouvée mais peu importe concernant le legs ou le don qui a été fait à la commune par un administré pour le terrain de basket

Christophe VIGNAUD :

Toujours pas, on ne l'a toujours pas eu

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Voilà ma question donc c'est donc c'est pour ça que ça n'apparaît pas

Christophe VIGNAUD :

Et nous n'avons pas gagné à l'Euro millions hier sinon nous aurions fait un gros don à la mairie.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Est-ce qu'on sait pourquoi ?

Christophe VIGNAUD :

Non je ne sais pas du tout et ce genre de chose me paraît un petit peu indélicat de demander

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais par contre sans avoir besoin, est-ce qu'on a une idée ? Où est-ce qu'on attend que la plaine des sports avance ? Parce qu'on pense qu'on va le faire là-bas, le terrain, où est-ce qu'on a...

Christophe VIGNAUD :

Mais quoi qu'il arrive je veux dire qu'il y a ce don ou pas ce don on le fera

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Le terrain de basket ?

Christophe VIGNAUD :

Mais bien entendu on en fera un bien entendu

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

A la plaine des Sports ?

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Très bien, merci.

Christophe VIGNAUD :

Avec ou sans, avec ou sans ce don, il est enfin ce n'est pas, ce n'est pas insubjectif à ça. Voilà non donc il n'y a pas eu de don non, ni de legs malheureusement. (1.38.51)

Lionel BARBERIS :

Oui, juste sur l'investissement globalement oui, puisque on n'a pas parlé et il faut qu'on en parle. Je pense que c'est important pour le coup, l'investissement, quand on dépense de l'argent en investissement, je trouve que c'est au contraire bénéfique pour la commune et c'est important. Le cycle normal dans une collectivité, c'est un début de mandat où effectivement il n'y a pas d'investissement puisqu'on bâtit les projets et l'investissement est fort à 2-3 ans de mandat, forcément on a un pic d'investissement puisqu'on fait aboutir les projets qu'on a pu porter et ce qui permet après du coup de dire on finit le mandat après bon après on pourra épurer la dette mais il est normal de créer de la dette et de faire de la dette dans un mandat pour justement porter de l'investissement. Je distingue vraiment le fonctionnement de l'investissement. Pour moi, c'est 2 choses très différentes. Quand on investit, on porte du projet et du coup on porte une vision et c'est vrai qu'à travers les investissements qui ont été portés (1.39.50) même s'il y a eu des investissements sur la collectivité, je pense qu'ils ont du coup pas été assez nombreux pour des raisons qu'on connaît puisque le Sporting n'a pas pu être porté ça aurait été une charge lourde à porter sur le mandat et ça l'aurait justifié. Mais ce qui m'intéresse c'est la vision, c'est qu'est-ce qu'on porte comme vision pour la commune. Et aujourd'hui ? En tout cas, je trouve dommage qu'à l'échelle de la collectivité, qui est une commune qui a les moyens d'investir, on n'ait pas une cohérence plus forte. Notamment sur un sujet qui, je trouve, est totalement laissé de côté sur le mandat qui est l'environnement. Et en fait qu'on puisse, on en a

parlé sur des pistes cyclables, le fait de porter des pistes cyclables aussi, il y a une piste cyclable, est-ce que le revêtement on aurait pu améliorer des choses, est-ce que on met dans du collecteur, qu'est-ce qu'on aurait pu faire ? Et cetera, et cetera. Mais globalement, je pense que ça doit être un fil rouge de notre collectivité qui a les moyens d'investir, qui a les moyens de porter des projets qui peuvent être innovants pour l'environnement et aujourd'hui c'est quelque chose qui pour le coup est relativement absent et il n'y a pas de vision par rapport au fait que derrière. Alors oui, il y a des choses qui se font on va dire, il y a la canalisation pour essayer de faire la partie désensablement du lac et tout. Mais on devrait porter une ambition beaucoup plus forte pour la commune et être justement plutôt même novateur par rapport au fait qu'on a les moyens d'investir. Et je trouve que on a un assemblage de choses alors on met des choses en fin de mandat parce qu'on a les moyens de... donc on va rajouter la ferme de Bielle même si c'est un projet qui était on en parlait depuis longtemps et c'est bien de le mettre maintenant il y a la ferme de Bielle maintenant est-ce que le montant ? Il y a même une décision qui attribue à un architecte je crois la mission. Bon il y avait 15 candidats si j'ai bien compris 15-16 candidats on l'attribue à un architecte qui est tout seul.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est un groupe non

Lionel BARBERIS :

Il y avait enfin sur la décision, il y a l'attribution à un architecte.

Christophe VIGNAUD :

Ah non, mais c'est un architecte, mais c'est un groupe derrière

Lionel BARBERIS :

C'est un groupement derrière ?

Christophe VIGNAUD :

Oui tu as un groupement derrière en plus c'est quelqu'un qui s'occupe des bâtiments ?

Lionel BARBERIS :

C'est 90 000€ pour une personne ça me semblait bon...Il y a un groupement c'est très bien mais ce que je veux dire c'est que c'est voilà...

Christophe VIGNAUD :

Ils sont 5 ou 6

Lionel BARBERIS :

C'est la cohérence globale des investissements. Oui, il y a eu des investissements, mais je pense qu'on aurait pu en porter beaucoup plus sur le mandat. Et clairement, c'est pour moi, ça aurait été une priorité de le mettre avec un axe sur l'environnement beaucoup plus fort que ce qu'il a été

Edouard DUPOUY :

OK. On peut toujours faire plus

Lionel BARBERIS :

Largement oui

Edouard DUPOUY :

Bon je ne vais pas rebondir là-dessus, est-ce qu'il y a d'autres remarques ?

Lionel BARBERIS :

On aurait pu déjà faire la plaine de sports, des vestiaires pour les enfants, j'en reviens.

Christophe VIGNAUD :

Ça faisait longtemps

Lionel BARBERIS :

Ça fait longtemps que je n'avais pas abordé le sujet

Christophe VIGNAUD :

Ça fait longtemps mon cher Yoyo, allez on y va on continue oui monsieur ARBEILLE

Henri ARBEILLE :

Juste une petite question et encore une fois n'y voyez aucune arrière-pensée ?

Christophe VIGNAUD :

Je ne sais pas.

Henri ARBEILLE :

Dès que je dis ça tu souris ? Non, je suis sérieux.

Christophe VIGNAUD :

Mais tu as toujours été sérieux

Christophe VIGNAUD :

Donc fermeture par arrêté municipal donc en septembre 2023

Christophe VIGNAUD :

De quoi ? Je n'ai pas entendu pardon

Henri ARBEILLE :

Je parle de la fermeture du Sporting casino, donc la fermeture a été décidée donc en septembre 2023

Christophe VIGNAUD :

En janvier 2024

Henri ARBEILLE :

En janvier 2024, d'accord, la commission de sécurité..., normalement non je crois que c'était en septembre mais peu importe, la Commission de sécurité qui était passée avant, c'était en juin 2023 émet un avis favorable ???????? (1.43.04)

Christophe VIGNAUD :

Je pense que je pense que vous avez loupé des épisodes mais ce n'est pas grave

Henri ARBEILLE :

La question voilà je suis...et je ne suis pas le seul parce qu'encore une fois on a fait des demandes de documents je ne les ai pas eus et on me pose la question en ville et j'ai du mal à y répondre. Donc vous allez m'aider encore une fois je n'ai aucune arrière-pensée

Christophe VIGNAUD :

On va vous aider

Henri ARBEILLE :

J'ai envie de dire mais un : cette fermeture qui concerne notre bâtiment qui est notre patrimoine essentiel, on a parlé de tourisme d'affaires on ne va pas revenir là-dessus.

Christophe VIGNAUD :

Comment se fait-il que le casino travaille c'est ça vous allez me dire ?

Henri ARBEILLE :

Alors je vais dire qu'une partie soit fermée, oui, et que la salle de jeux soit ouverte effectivement et le restaurant aussi.

Christophe VIGNAUD :

Non

Henri ARBEILLE :

Alors qu'on est en ERP donc

Christophe VIGNAUD :

Non non, non.

Henri ARBEILLE :

Alors voilà c'est juste la question que je vais vous poser.

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est marrant parce qu'il y a tout un amalgame de choses et qui se disent et c'est normal, on est en période préélectorale donc il y a plein de choses qui se disent, il y a plein de bêtises qui vont ici et là.

Alors en ce qui concerne le Sporting casino, vous savez que et vous êtes bien placé pour le savoir puisque vous avez rénové la charpente et la toiture il y a 7 ou 8 ans et heureusement que vous avez fait ça parce que je pense que le bâtiment serait déjà peut être en bas. On a fait passer, on avait donc décidé de lancer l'opération Sporting casino et pour cela, avant de lancer l'opération, on avait pris, on avait continué avec le cabinet d'architecte Moon Safari que vous aviez choisi et sur lequel on avait continué de travailler et on est d'ailleurs très content de leurs compétences et de leur expertise et on a travaillé donc avec eux. Et puis on a avancé et on est allé jusqu'à la dépose du permis qui a été accepté, purgé de tout recours et on a donc lancé les consultations au niveau des artisans. Parallèlement à ça pour avoir cette complétude au niveau des devis, on a fait des études à l'intérieur puisqu'on s'était rendu compte qu'il y avait des choses ici et là, des choses qui n'étaient plus conformes parce que les évolutions de la loi faisaient que, mais aussi on s'est rendu compte que nos coursives étaient corrodées, et on passait à à peu près à 1 million ½ supplémentaire. Ces coursives là c'est pour accéder au salon, pour accéder au restaurant avec le l'escalier on s'est aussi rendu compte et je ne sais pas si vous vous en souvenez, il y a des rambardes en haut qui ont qui sont partis avec le vent lors d'une d'un événement qui était je crois le salon du Bridge ou quelque chose comme ça donc voilà et donc le bâtiment il n'est pas en péril parce qu'il est solide, mais il ne pouvait en tout cas recevoir autant de monde comme on le faisait avec les salons, les animations et autres au même titre que les gradins qui sont à l'extérieur doivent être aussi refaits, mais ne doivent être refaits que sur certaines conditions et non pas avec un coup de bulldozer et on fait la même chose.

Donc, j'ai pris la décision en responsabilité de fermer le casino puisque la responsabilité, vous savez, elle est pleine et entière sur ma tête et que je préfère bien dormir plutôt que de me dire que pour les associations mais pour nous aussi ou pour les mariages, de donner la possibilité aux gens de venir mais peut-être d'avoir des accidents. Donc il a été donc noté, mentionné de fermer et le restaurant il est fermé, il a été purgé d'ailleurs il n'y a plus rien.

Ce qui en revanche n'est pas le cas du casino parce que le casino a lui une entrée en dessous avec l'ascenseur qui lui permet de pouvoir continuer l'exploitation. C'est la seule dérogation qui a été donnée et donc aujourd'hui on est dans cette situation-là qui ne va bien entendu pas perdurer.

Il faut qu'on trouve des solutions et les solutions vont être, à un moment ou à un autre, trouvées il le faut pour que le bâtiment puisse revenir à son état d'origine. Voilà.

Henri ARBEILLE :

Je peux vous faire un compliment

Christophe VIGNAUD :

Oui c'est gentil

Henri ARBEILLE :

J'apprécie la qualité du débat. Alors juste encore une question

Christophe VIGNAUD :

Vas-y

Henri ARBEILLE :

C'est que y avait 2 options, soit nous parlions et dès le départ c'était votre option d'une restauration complète à l'identique et on a vu effectivement les appels d'offres et les enveloppes avant d'arriver à 10 millions ,11 millions, ça je l'entends bien. Avec Moon Safari nous avons effectivement fait par phase un phasage...

Christophe VIGNAUD :

Oui oui mais on avait repris ça

Henri ARBEILLE :

Bon nous sommes d'accord ce niveau-là la question maintenant et j'ai envie de dire qu'effectivement le bâtiment qui est fermé encore une fois, il prend mal ça on l'entend. Nous sommes sur une période d'études, nous sommes sur une période donc effectivement de décisions politiques. À quel moment on va porter ? A quel auteur de financement ? Moi ce qui me gêne, c'est que on avait une autre option comme nous avons fait et laissez-moi terminer comme nous avons fait pour les ERP qui effectivement étaient à la centrale à l'époque où quand nous avons découvert la corrosion de ces bâtiments des années 30, et bien nous sommes retournés vers le tribunal administratif qui nous a envoyé un expert qui nous a dit, effectivement, tous les établissements sont à revoir. Bien. On a mis 2018, 2019, il y a eu des réunions publiques où nous avons essayé d'influencer les propriétaires et rappelez-vous, ça a été très compliqué et à un moment le tribunal administratif nous a proposé de faire ce péril imminent. Ne parlons pas de péril imminent pour le Sporting

Christophe VIGNAUD :

Non

Henri ARBEILLE :

Peu importe, mais je suis en train de dire puisque nous parlions effectivement d'une restauration à un moment ce bâtiment et dans le diagnostic des experts à l'époque, vous l'avez lu, vous l'avez lu, on l'a tous entre les mains nous parlions également effectivement des autres bâtiments des années 30 dont le Sporting casino qui est certainement était également touché avec la corrosion des aciers puisque nous avons utilisé à l'époque le sable de la plage. Donc la question est, pourquoi ne pas avoir tenté plutôt que de partir sur un projet on le sait très bien et là on est en fin de mandat qui demande effectivement une stabilité politique sur 2 ou 3 mandatures pourquoi ne pas avoir, depuis un an, depuis 2023 déjà, posé les bases en provisionnant pour pouvoir faire au moins une simple réhabilitation ?

Christophe VIGNAUD :

Alors oui oui

Henri ARBEILLE :

Je termine... une simple réhabilitation pour pouvoir le remettre en état parce qu'encore une fois on se prive de conférences, de symposium de mariages. Nous avons investi quand même rappelez-vous des cuisines modernes à hauteur de 50 000 euros pour les traiteurs. Nous avons mis le bâtiment aux normes PMR avec un ascenseur et madame Joly nous avait accompagné qui est l'architecte de Moon Safari qui est une architecte des bâtiments de France donc on s'est entouré des meilleurs et nous fermons le bâtiment en nous disant ce que l'on veut c'est finalement une restauration complète qui va coûter un argent fou alors qu'on aurait pu peut-être qu'on peut encore faire une réhabilitation à minima.

Christophe VIGNAUD :

On a étudié ça

Edouard DUPOUY :

On avait étudié cette option

Christophe VIGNAUD :

On avait étudié ça 6 millions d'euros

Edouard DUPOUY :

Au total 6 millions d'euros

Christophe VIGNAUD :

6 millions

Edouard DUPOUY :

6 millions 7 exactement

Christophe VIGNAUD :

6 millions pour refaire juste les ...

Henri ARBEILLE :

Mais à un moment il va falloir le faire.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais

Henri ARBEILLE :

Il va falloir le faire

Lionel BARBERIS :

Là pour le coup, quel que soit l'exploitant, il faudra le faire

Henri ARBEILLE :

Faudra le faire

Christophe VIGNAUD :

Oui mais...

Henri ARBEILLE :

Depuis 2023, 2024 2025 passe on aurait déjà pu provisionner chaque année

Christophe VIGNAUD :

6 millions pour faire juste la peinture et la rénovation et ne pas avoir...

Edouard DUPOUY :

Mais on ne provisionne pas

Christophe VIGNAUD :

Si c'est pour ne pas avoir la conformité

Edouard DUPOUY :

Demande à ton voisin de droite on ne provisionne pas sur un projet il n'y a pas de mécanisme de provision sur un projet ça n'existe pas

Lionel BARBERIS :

Non mais ce que veut dire Henri c'est que on aurait pu le porter... en tout cas les 6 millions d'euros on peut les porter.

Christophe VIGNAUD :

Mais on a fait l'estimation on l'a fait parce que c'est une des solutions...attends juste je te laisse finir après et pour répondre à Henri, bien entendu, le phasage tel qu'on avait présenté avec Moon Safari qu'on avait repris, on l'avait imaginé ça et à un moment on s'est dit bien entendu, on sortait entre 9 - 12 et 13 millions, on s'est dit ce n'est pas possible et ce n'est pas raisonnable d'endetter la ville de cette façon-là. C'est la raison pour laquelle on a mis un stop. On a mis un stop pour un moment et on va trouver la solution nécessaire et suffisante pour pouvoir le faire si... on va la trouver

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi ne pas décider tout de suite de revenir à un phasage plus raisonnable plutôt que de tout faire d'un coup ?

Christophe VIGNAUD :

Mais le phasage...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Pourquoi on ne décide pas ça maintenant ?

Christophe VIGNAUD :

Non le phasage il ne peut pas le phasage je ne sais pas si tu te souviens c'est en 3 temps et le premier temps il coûtait déjà près d'1 millions ½ à 2 millions et on n'avait rien. C'est à dire que tu faisais 2 millions et tu ne pouvais pas réouvrir tu ne pouvais pas réouvrir tu faisais le premier phasage, tu mettais un coup de peinture, tu mettais l'entrée et c'était tout. Tu n'avais pas le restaurant tu ne pouvais pas l'exploiter. Si, si, si, franchement c'est un sujet. Alors franchement, le Sporting, c'est un sujet qu'on a bien maîtrisé, qu'on a travaillé beaucoup avec les archis.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non on ne peut pas dire qu'on l'a maîtrisé, si on l'avait vraiment maîtrisé on n'en serait pas là aujourd'hui

Christophe VIGNAUD :

Mais on trouvera des solutions ne vous inquiétez pas

Lionel BARBERIS :

Excusez-moi, mais c'est ce qui est intéressant dans ce débat, c'est qu'on on a un bâtiment qui demande 5 à 6 millions d'euros de travaux pour pouvoir être remis juste à un niveau qui est celui qu'il avait avant si j'ai compris.

Christophe VIGNAUD :

Mais sur lequel tu ne peux pas utiliser, c'est à dire qu'en fait...

Lionel BARBERIS :

Mais tu peux l'ouvrir pour les associations comme ça l'était avant. Non mais en fait c'était la question. La question c'était dire quel est le montant à mettre pour que on puisse au moins déjà le réexploiter. Cela étant, ce qui est sûr c'est qu'il y a une discussion aujourd'hui sur qu'est-ce qu'on va en faire demain ? Avec qui ? Est ce qu'il y a un exploitant ou pas ? Et dans les échanges qu'on a eu dans une Commission, je me rappelle, la question qui était posée par les gens qu'on avait en face de nous, c'est dire la mairie est prête à mettre combien pour justement financièrement déjà mettre un premier apport pour inciter les gens à venir avec nous parce que quelqu'un qui viendra pour mettre de A à Z tous les travaux qu'il y a à faire, on risque de ne pas trouver. C'est ce qui a été dit par les gens qui sont venus. Alors... tu as un sourire donc je pense que du coup il y a peut-être des idées derrière qui sont en cours qu'on ne veut pas nous dire on sera au courant peut être plus tard. Mais en tout cas, ce qui est sûr, c'est que nous, de la connaissance que nous avons, c'est qu'on pense effectivement que le fait d'effectuer des travaux à minima de remise en état permettrait à minima de l'exploiter en attendant qu'un futur exploitant puisse. Alors si c'est non avec 6 millions, c'est non avec 6 millions c'est ça ?

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Coquille vide 6 millions d'euros sans exploitation

Lionel BARBERIS :

Exploité pour un centre d'affaires, non mais on ne génère pas de recette on est d'accord

Edouard DUPOUY :

5 millions 7 pour ne pas pouvoir l'exploiter correctement parce que c'était quand même ça le but du projet, c'était de signaler que ce bâtiment n'était pas suffisamment exploité enfin pas la mesure de ses possibilités donc moi je ne trouve pas pertinent que mettre 5 millions 7 juste pour le sécuriser et de ne pas pouvoir en fait en tirer tous les bénéfices, c'était pertinent. Et vu cette somme ça me paraissait très compliqué

Lionel BARBERIS :

Oui mais après c'était un débat qu'on avait eu avec un cabinet d'avocats qui disait qu'apparemment on devra mettre sûrement une somme de départ pour attirer les gens de l'extérieur

Edouard DUPOUY :

Ça on n'en sait rien

Christophe VIGNAUD :

Lionel là tu as assisté à ces réunions avec le cabinet

Lionel BARBERIS :

C'était une hypothèse de...

Christophe VIGNAUD :

il y a plein d'hypothèses, tu le sais très bien donc voilà

Patrice BIANCONE :

Avant c'était dans le cadre d'une concession. Si concession il y avait

Lionel BARBERIS :

Si, si, un exploitant qui vient à la place de notre exploitation

Patrice BIANCONE :

Faudra un peu de miel

Lionel BARBERIS :

Juste voilà il faut attirer les gens. Ça reste pour nous un équipement effectivement où on se dit, bon, il faut quand même avancer rapidement maintenant parce que ça fait la réunion je pense que ça fait plusieurs mois qu'on l'a eue. Depuis, je ne sais pas dans quel timing on est maintenant et quand est-ce est programmée la prochaine

Christophe VIGNAUD :

Il y a une réunion publique pour lequel on va exposer les différentes solutions que nous avons exposées lors de cette fameuse réunion où tu étais présent, voilà et après il va y avoir des solutions qu'il faut trouver.

Lionel BARBERIS :

Est-ce qu'il y avait dans les solutions proposées, est-ce qu'on avait la solution qui était qu'on le reprenne nous en gestion pure pour notre propre compte, les associations, en faire un lieu de vie pour nos habitants

Christophe VIGNAUD :

Absolument

Lionel BARBERIS :

Parce que ça, c'est un projet moi j'en avais parlé en commission, j'avais dit qu'il y a la solution du tourisme d'affaires qui était un peu un programme de mandat qui était dans la campagne et la réalité aujourd'hui, moi, c'est en tout cas la solution que je porte qui était de dire c'est un lieu pour les habitants qui doit revenir vraiment central pour nos habitants, mais pas forcément un lieu de tourisme d'affaires qui me semble aujourd'hui, vu le contexte en tout cas, un peu moins pertinent

Edouard DUPOUY :

Tu peux parfaitement je pense combiner les 2 après il faut...

Lionel BARBERIS :

Peut-être en tout cas il faut aussi apporter des solutions pour nos associations il faut apporter...

Christophe VIGNAUD :

Mais bien entendu mais c'est...

Lionel BARBERIS :

...et en faire un lieu de vie de nos habitants en fait

Christophe VIGNAUD :

Juste pour rebondir par rapport aux associations Lionel, par rapport aux associations toutes les associations dans quelques solutions qui seront trouvées, qui sera trouvées pardon, elles auront accès au Casino comme elles avaient l'accès auparavant. Et puis d'autre part toutes les associations en tout cas dignes de ce nom, enfin digne de ce nom en tout cas, qui ont des...

Lionel BARBERIS :

Oui mais souvent moyennant finance suivant si c'est un exploitant

Christophe VIGNAUD :

Non, non, non. Non

Lionel BARBERIS :

Il faut faire attention dans le cahier des charges

Christophe VIGNAUD :

Après, on verra. On ne sait pas les solutions qui vont être choisies

Edouard DUPOUY :

On verra en temps et en heure

Christophe VIGNAUD :

Et en temps et en heure les discussions seront là et tu as assisté à ces réunions là puisque lorsqu'on était avec le cabinet d'avocats c'était aussi un cahier des charges en disant si on devait trouver une solution X bien entendu, nous avons, nous, des prérogatives qui sont les vœux du Maire, qui sont le salon du livre, qui sont par exemple...

Lionel BARBERIS :

Mais la réunion publique on va exposer...

Christophe VIGNAUD :

... le tournoi de bridge non mais

Lionel BARBERIS :

... aux gens des solutions sans avoir en face des exploitants, sans dire ce qui pourrait être fait. En fait, c'est très vague, même dans la présentation qu'on a eue, c'est tellement vague. Je crains que la réunion publique

Edouard DUPOUY :

Elle n'est pas vague du tout elle n'a pas pour objet de proposer des solutions elle a pour objet d'expliquer les options qui s'offrent à nous et pourquoi on veut les expliquer : c'est parce que par rapport au plan initial qu'on avait prévu depuis le début du mandat, ça ne vous a pas échappé le plan initial, on ne peut pas le faire. Donc il faut absolument en débattre et expliquer à l'ensemble de la population que le plan initial on n'a pas pu aller jusqu'au bout, qu'il y a telle ou telle option aujourd'hui qui s'offre à nous et puis en fonction...

Lionel BARBERIS :

Edouard je reviens sur ce que je dis depuis le début du mandat : on ne peut pas aller voir les gens, leur dire voilà, on va faire un centre d'affaires, parce que ça fera partie des options, sans avoir une vraie étude de "est-ce que c'est pertinent ou pas" ? Depuis le début on dit si on n'a pas d'étude autour de ça aujourd'hui on ne l'a pas. C'est à dire que qu'on avance dans une campagne, le fait de dire on va faire un centre d'affaires, on va faire du tourisme d'affaires naturellement, on a envie de le faire. En réalité, il n'y a pas d'études sérieuses aujourd'hui qui justifient qu'on puisse avancer ça à la population et qu'on puisse dire derrière y a un vrai business. Or si on va voir la population, il faut qu'on leur dise effectivement, y a un vrai business possible autour du tourisme d'affaires à Hossegor parce qu'on a des études qui le montrent. Si tu vas voir la population en disant on a pensé faire un tourisme d'affaires, mais que tu n'es absolument pas certain que ce soit rentable et possible, je trouve que on n'a pas avancé depuis 5 ans en fait il y a 5 ans on a dit oui peut-être c'est intéressant mais il faut qu'on fasse une étude sérieuse et aujourd'hui on est 5 ans après on n'a toujours pas d'étude et on va aller voir la population pour dire on va faire du tourisme d'affaires, je trouve que ce n'est pas sérieux.

Christophe VIGNAUD :

Alors non c'est pas du tout ça

Lionel BARBERIS :

Non mais ça fait partie de la concession

Christophe VIGNAUD :

Non, non non tu fais un raccourci

Lionel BARBERIS :

Mais en fait on ne sait pas ce qu'on y met dedans en fait, on ne sait pas.

Christophe VIGNAUD :

Si tu fais encore un raccourci donc bon l'important là de toutes les manières, l'important c'est que ce bâtiment puisse revivre ; maintenant c'est de trouver les solutions pour qu'il revive dans les meilleures conditions, sans nous endetter au maximum. Voilà, c'est tout

Lionel BARBERIS :

C'est pour ça que je porte moi l'option qui est de dire concentrons-nous sur 3, 4, 5 bâtiments que nous estimons importants pour la commune, la mairie que ce soit le sporting et cetera et derrière mettons à plat l'utilisation de nos autres locaux je prends l'exemple des 40 appartements qui sont loués 250€ par mois. Toutes ces choses-là qui nous coûtent de l'argent à la terre ?

Christophe VIGNAUD :

Non

Lionel BARBERIS :

Si

Christophe VIGNAUD :

Non ça coûte 10 000€ à l'année... l'entretien.

Lionel BARBERIS :

Non mais alors c'est là où en fait on a un problème, c'est que quand on dit ça coûte 10 000 euros à l'année d'avoir 40 appartements et...

Christophe VIGNAUD :

Ça veut dire que ce sont des logements que tu vas virer les gens toi en plus

Lionel BARBERIS :

On sait très bien, on sait très bien que on n'investit jamais assez sur notre patrimoine pour le maintenir au niveau. Et c'est pour ça quand tu dis on a mis 10 000 euros par an en réalité, le besoin est sûrement supérieur pour maintenir un niveau qualitatif de notre patrimoine. Si on prend notre patrimoine et ça, je suis tranquille pour en parler parce que ça c'est 100% des communes...

Christophe VIGNAUD :

Mais je suis tranquille pour te répondre...

Lionel BARBERIS :

Le patrimoine des communes est conséquent et souvent mal utilisé et il faut rationaliser notre patrimoine, se concentrer sur ce qui nous semble important, le Sporting est important, la mairie est importante, le CTM est important, ce qui fait fonctionner la mairie est important, les infrastructures qu'on utilise sont importantes, celles qui sont de côté et qui pourraient justement mettre les associations Sporting, libérer des locaux, et cetera ça nous permet de libérer de l'espace et probablement d'en faire autre chose. En tout cas, c'est comme ça que beaucoup de communes ont commencé à réfléchir pour pouvoir faire des économies quand elles n'avaient plus d'argent. Maintenant nous on en a donc on ne fait pas de réflexion là-dessus mais la preuve c'est que le Sporting peut coûter très cher. Pour quel projet ? Pour quel projet ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Monsieur le Maire, vous ne pouvez pas dire mettre les gens dehors dans la mesure où transmettre le logement social à un bailleur social, ce n'est pas mettre les gens dehors.

Lionel BARBERIS :

Et puis vous voyez, je n'ai jamais dit qu'il fallait mettre des gens dehors. Je dis simplement que quand on loue des locaux municipaux on les loue au prix du marché, pas à 250 euros. Non, c'est tout. Enfin on ne va pas les mettre des gens dehors, on dit simplement qu'il faut... et quitte à ce qu'ils soient mieux payés, on a de l'IFSE. On peut augmenter l'IFSE pour qu'il y ait... surtout qu'il y a beaucoup d'agents municipaux logés.

Christophe VIGNAUD :

Non, non

Lionel BARBERIS :

Il y a des agents municipaux logés

Christophe VIGNAUD :

Oui oui, il y en a oui il y en a mais il n'y a pas que ça.

Lionel BARBERIS :

Il y a des agents municipaux logés, donc ça veut dire qu'on peut aussi augmenter leur part pour qu'ils payent un loyer qui soit au prix du marché. Ça c'est la règle, c'est la règle administrative maintenant faites ce que vous voulez.

Christophe VIGNAUD :

On est au prix du marché quand même. Très bien en tout cas, le Sporting sera un sujet qui sera bien entendu débattu, échangé et des solutions seront trouvées.

Edouard DUPOUY :

Ok

Christophe VIGNAUD :

C'est bon ?

Edouard DUPOUY :

On peut passer au vote peut être ?

Christophe VIGNAUD :

Alors je m'en vais

Edouard DUPOUY :

Non

Christophe VIGNAUD :

Pas encore ?

Edouard DUPOUY :

On va voter le point numéro 2 donc les comptes de gestion. Pour rappel, le compte de gestion est également soumis au vote de l'Assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des documents : le compte administratif, le compte de gestion. Ce premier examen est suivi d'un second contrôle effectué par le juge des comptes. Donc au vu des pièces justificatives jointes en accompagnement du compte de gestion, le juge des comptes est à même d'apprécier la qualité de

gestion du compte public de la collectivité et peut si des négligences sont constatées engager la responsabilité personnelle et pécuniaire de celui-ci. L'Assemblée est invitée à se prononcer sur les comptes de gestion 2024. Tu fais voter ? Je ne sais pas si le protocole m'autorise à le faire ?

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-02 : Comptes de Gestion 2024 : budget principal et budgets annexes

Les comptes de gestion de l'exercice 2024 ont été établis par la trésorière municipale. Ils constituent le bilan comptable de la commune et présentent une image de la situation financière et patrimoniale du budget principal et des budgets annexes au 31 décembre 2024.

Ces comptes de gestion sont identiques aux comptes administratifs pour la partie budgétaire ; ils les complètent également dans la mesure où ils retracent les immobilisations, ainsi que les comptes de tiers et les comptes financiers.

Sur le rapport de Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

Avec 20 voix pour

Et 4 votes contre (H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

DÉCLARE que les comptes de gestion 2024 dressés par Madame la Trésorière Municipale, visés et certifiés conforme par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

APPROUVE les comptes de gestion 2024 du budget principal et des budgets annexes de la Commune.

PRÉCISE que les résultats budgétaires de l'exercice 2024 sont en tous points identiques aux comptes administratifs 2024 du budget principal et des budgets annexes de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

3. Comptes administratifs 2024

Edouard DUPOUY :

Alors le point numéro 3, le maire ne peut pas prendre part au vote donc il doit sortir de la salle alors il faut élire un président de séance. Est ce qu'il y a des questions ? alors moi je me, je me propose pour, si le protocole le permet, je me propose d'être élu président, mais est-ce qu'il y a d'autres candidats, non ? Donc on peut passer au vote qui est pour ? Tout le monde ? Il y a des abstentions ou pas ? des votes contre ? Contre monsieur BARBERIS ok Qui exactement vote contre Henri ? Lionel ? Pour m'élire président donc trois votes contre ok ça marche. On est sur le vote de la présidence là... bon tout le monde est pour c'est bon ? Ok.

Donc si vous m'autorisez, on va passer aux votes des comptes administratifs. Donc je vous rappelle qu'on vote par chapitre et je vous propose, si tout le monde est d'accord, de bien vouloir voter ces chapitres par section et donc de voter pour chaque budget par section, est-ce que vous en êtes d'accord ? On a l'habitude de le faire je propose qu'on continue en ce sens. Ok merci. On va démarrer donc sur les comptes administratifs par les dépenses de fonctionnement qui s'élèvent à 11 millions 629025 euros qui est contre ? Lionel ? Henry ? Christian et sa procuration et Cathy, vous êtes 4, OK ? Qui s'abstient ? Ok Maëlle, abstention Maëlle c'est ça ? Ok et qui est pour ? OK. On va passer aux recettes de fonctionnement qui s'élève à 15 millions 437087 euros, qui est contre ? Donc toujours 4, qui s'abstient ? Personne ne s'abstient ? Ok qui est pour ? Merci Sur la partie investissement sur les dépenses, on est à 7 millions 109251 euros qui est contre ? Donc 4 contre qui s'abstient ? Personne et qui est pour ? Sur la partie maintenant recettes d'investissement, 6 millions 924530 euros qui est contre ? Toujours 4 contre qui s'abstient ? Personne et qui est pour ? Donc là on était sur le budget principal. On va passer au budget casino je peux le faire voter en globalité ? Si vous êtes d'accord est-ce que je peux vous faire voter le budget Casino dans sa globalité pour gagner un peu de temps ? Merci. Donc on va voter les dépenses de fonctionnement du budget casino, 74 091 euros en recettes de fonctionnement, 427 757 euros en dépenses d'investissement, 207 161 euros. Et en recette d'investissement 385 370 euros donc on a un excédent de 178 209 euros qui est contre ? 4 contre toujours pareil ok et Maëlle ? contre ? Donc 5.

Intervention inaudible

Alors là, pardon, on est sur le compte administratif sur le budget casino.

Lionel BARBERIS :

Globalement, qu'on soit clair, c'est que nous le vote est contre sur tout ce qui est budgétaire volontairement parce qu'on ne cautionne pas la manière de gérer la commune

Edouard DUPOUY :

Ok et sur le Casino ? Tu es contre c'est ça ? OK ? Donc 5 votes contre qui s'abstient ? Il n'y a pas d'abstention et donc qui est pour ?

Parfait, je vais passer au compte administratif du budget cinéma. Donc je vous propose de le voter globalement si ça convient à tout le monde. En dépenses de fonctionnement, on a 58 euros en recettes de fonctionnement 60 886 euros pas de dépenses d'investissement et des recettes d'investissement de 34 271 euros. Donc qui est contre ? Toujours 4 si j'ai bien compris non 5 pardon donc on a Henri, Lionel, Christian, Cathy et Maëlle contre, qui s'abstient ? Personne et qui est pour ? Le reste ok merci.

On va passer maintenant, toujours sur les comptes administratifs, le budget restaurant donc en dépenses de fonctionnement 60 779 euros, en recettes de fonctionnement, 127 897 euros, dépenses d'investissement 48 910 euros, recettes d'investissement 55 876 euros qui est contre ? 5... 5 votes contre toujours pareil qui s'abstient ? Personne et qui est pour ? Ok. Et enfin le dernier budget ce sont les Barthes on n'en a pas parlé tiens ce soir ça. Dépenses de fonctionnement 932 089 euros, recettes de fonctionnement 1 millions 182089 euros, dépenses d'investissement, 1 million 864179 euros,

recettes d'investissement 932 089 euros qui est contre ? Donc toujours 5 votes contre Christian, Cathy, Lionel, Henri et Maëlle contre qui s'abstient ? Personne et qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-03-01 : Compte administratif 2024 : budget principal

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2024 du budget principal dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Edouard DUPOUY

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire ne prend pas part au vote et a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2024,

Précisant que l'assemblée a voté les chapitres dans leur globalité, par section et selon les votes suivants :

Après en avoir délibéré,

Section Dépenses de Fonctionnement

Avec 18 voix pour

4 votes contre H. ARBEILE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT

1 abstention M. DUBOSC-PAYSAN

Section Recettes de Fonctionnement

Avec 19 voix pour

4 votes contre H. ARBEILE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT

Section Dépenses d'Investissement

Avec 19 voix pour

4 votes contre H. ARBEILE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT

Section Recettes d'Investissement

Avec 19 voix pour

4 votes contre H. ARBEILE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2024 du budget principal de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-03-02 : Compte administratif 2024 : budget casino

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCOQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2024 du budget casino dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Edouard DUPOUY

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire ne prend pas part au vote et a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2024,

*Après en avoir délibéré,
Avec 18 voix pour,
Et 5 votes contre (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C.
DUCAMP)
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le Compte Administratif 2024 du budget casino de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-03-03 : Compte administratif 2024 : budget cinéma

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2024 du budget cinéma dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Edouard DUPOUY

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire ne prend pas part au vote et a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2024,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour,

Et 5 votes contre (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2024 du budget cinéma de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-03-04 : Compte administratif 2024 : budget restaurant front de mer

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2024 du budget restaurant front de mer dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne Edouard DUPOUY

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire ne prend pas part au vote et a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2024,

Après en avoir délibéré,

Avec 18 voix pour,

Et 5 votes contre (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le Compte Administratif 2024 du budget restaurant front de mer de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-03-05 : Compte administratif 2024 : budget lotissement les Barthes

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt six mars à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 23

Présents : Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean-Marc LEROY, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Christian DUCAMP.

Absents représentés : Catherine CERIZAY-MONTAUT a donné procuration à Christian DUCAMP

Absents non représentés : Jean BELLOCOQ, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

Secrétaire de séance : Alain CLAVERIE

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances, donne lecture du Compte Administratif 2024 du budget lotissement les Barthes dont les résultats budgétaires de l'exercice sont identiques à ceux du Compte de Gestion.

VU les articles L. 1612-12 et L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025,

CONSIDÉRANT la note de présentation des Comptes Administratifs exposée par Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au Maire en charge des finances,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal a procédé à l'élection d'un nouveau Président de séance en la personne de Edouard DUPOUY

CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire ne prend pas part au vote et a quitté la séance pour le vote du Compte Administratif 2024,

*Après en avoir délibéré,
Avec 18 voix pour,
Et 5 votes contre (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C.
DUCAMP)
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le Compte Administratif 2024 du budget lotissement les Barthes de la Commune conformément à l'annexe jointe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Edouard DUPOUY :

C'est terminé pour le vote des comptes administratifs on peut rappeler monsieur le Maire pour le 4ème point.

4. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiements terminés fin 2024 pour le budget annexe casino

Edouard DUPOUY :

Donc le 4ème point en attendant que le maire revienne donc c'est la clôture des autorisations de programme et de crédit de paiement donc les AP/CP pour le budget casino. J'en avais déjà parlé puisqu'on avait voté la délibération je ne sais pas si vous vous en souvenez, c'était en septembre 2024 qui acte la clôture du budget annexe Casino au 31 décembre 2024.

Et donc monsieur le Maire propose au conseil municipal de voter la clôture de l'AP/CP qui était liée à ce projet et vous avez le tableau ci-dessous et donc pour rappel, la suite de l'opération de réhabilitation du Sporting Casino sera suivie dans le budget principal on a une autorisation de programme en ce sens et on est invité à clôturer l'AP/CP s'il n'y a pas de question.

Christophe VIGNAUD :

Oui je reprends la main donc on va passer au vote qui est pour ? Tout le monde vote tout le monde a voté ? Merci donc à l'unanimité très bien.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-04 : Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement terminées fin 2024 pour le budget casino

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme.

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU la délibération n°5 prise par le conseil municipal du 3 mai 2019 créant une autorisation de programme et crédits de paiement pour l'opération de réhabilitation du Sporting casino n°AP19.002,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la commission municipale Finances en date du 17 février 2025,

VU la délibération prise par le conseil municipal du 27 septembre 2024 n°240927-03 actant la clôture du budget annexe casino au 31 décembre 2024,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de la commune de voter la clôture de l'autorisation de programme et crédits de paiement pour ce projet, avec la réalisation financière suivante.

Libellé du programme	N° APCP	Opération	Montant de l'AP	Montant des CP utilisées					Total
				Mandaté en 2020	Mandaté en 2021	Mandaté en 2022	Mandaté en 2023	Mandaté en 2024	
Réhabilitation du Sporting casino	AP19.002	9455	1 034 524,55	106 362,04	44 872,39	52 447,37	259 670,83	207 161,38	670 514,01

Il est rappelé que la suite de l'opération de réhabilitation du Sporting casino est désormais suivie dans le budget principal sous l'autorisation de programme n°AP24.001.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de prononcer la clôture de l'autorisation de programme suivante :

- AP19.002 « Réhabilitation du Sporting casino ».

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

5. Clôture des autorisations de programme et crédits de paiements terminés fin 2024 pour le budget principal

Edouard DUPOUY :

5^{ème} point, c'est la clôture des autorisations de programme et crédit de paiement, terminés fin 2024 pour le budget principal. Et donc vous aviez vous vous en souvenez en 2020 et 2021 la commune avait ouvert 2 AP/CP pour les travaux de voirie et de pluvial, en lien avec le marché à bon de commande qui courait donc de 2021 à 2024. Et ce marché, il est aujourd'hui fermé, donc il convient de clôturer ces AP/CP.

Christophe VIGNAUD :

On va voter donc qui est pour ? Très bien. Alors juste un petit mot par rapport à ça. Derrière ces chiffres, on vote des chiffres et ainsi de suite, mais il y a des travaux, voirie et pluvial, on l'a expliqué dans les différentes discussions qu'on a eu au préalable et c'est vrai que c'est très important que bien qu'on vote des chiffres on sait qu'il y a des choses qui sont faites pour le pluvial pour éviter tout ce qu'on peut imaginer : des puisards, des aménagements pour l'eau, pareil pour tout ce qui est voirie on en parlait tout à l'heure pour la voirie mais c'est aussi c'est le marché à bon de commande qui permet d'avoir des aménagements, des travaux de réhabilitation. Donc les chiffres sont une chose, mais c'est aussi la représentation de travaux qui sont visibles.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-05 : Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement terminées fin 2024 pour le budget principal

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme.

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU la délibération n°8 prise par le conseil municipal du 16 janvier 2020 créant une autorisation de programme et crédits de paiement pour l'opération de travaux de voirie en 2021-2024 sous le n°AP20.001,

VU la délibération n°3 prise par le conseil municipal du 12 mars 2021 créant une autorisation de programme et crédits de paiement pour l'opération de travaux de pluvial en 2021-2024 sous le n°AP21.005,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la commission municipale Finances en date du 17 février 2025,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de la commune de voter les clôtures des autorisations de programme et crédits de paiement pour ces travaux, avec les réalisations financières suivantes.

Libellé du programme	N° APCP	Opération	Montant de l'AP	Montant des CP utilisées				Total
				Mandaté en 2021	Mandaté en 2022	Mandaté en 2023	Mandaté en 2024	
Voirie 2021-2024	AP20.001	9478	237 263,85	72 659,56	79 727,38	46 876,91	29 549,47	228 813,32

Libellé du programme	N° APCP	Opération	Montant de l'AP	Montant des CP utilisées				Total
				Mandaté en 2021	Mandaté en 2022	Mandaté en 2023	Mandaté en 2024	
Pluvial 2021-2024	AP21.005	9477	293 910,68	46 582,80	182 201,88	30 126,00	34 536,14	293 446,82

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE de prononcer la clôture des autorisations de programme suivantes :

- AP20.001 « Voirie 2021-2024 ».
- AP21.005 « Pluvial 2021-2024 ».

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

6. Affectation des résultats 2024

Christophe VIGNAUD :

Donc on va passer au point suivant qui est l'affectation des résultats.

Edouard DUPOUY :

Oui sur l'affectation des résultats donc c'est en lien avec les comptes que l'on a voté tout à l'heure et j'ai uniquement évoqué le montant des recettes et des dépenses donc il y a des résultats. Tout d'abord sur le budget principal : le résultat de fonctionnement 2024 donc c'est 3 millions 808062 euros il est proposé de l'affecter de la manière suivante, donc 1 millions d'euros sur le compte 10 68 donc c'est en fonctionnement si je ne dis pas en investissement si je ne dis pas de bêtises et on reporte le reliquat 2 millions 808000 en fonctionnement. Le résultat d'investissement 2024 reporté il est de moins 184 721 euros. On vote cette affectation pour le budget principal.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. Donc on va voter. Donc qui est pour ? Qui est contre ? Non, 5... 5 puisque Maëlle vote contre.

Edouard DUPOUY :

Ensuite on a l'affectation des résultats 2024 sur le Casino. Donc sur le casino on a un résultat de fonctionnement de 353 665 euros. Il est proposé de tout affecter dans le budget principal et le résultat d'investissement 2024 qui sera reporté également dans le budget principal 178 209 euros. On passe au vote

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Merci.

Edouard DUPOUY :

Ensuite l'affectation des résultats budget cinéma, donc le résultat de fonctionnement 60 828 euros qui est reporté intégralement en fonctionnement il y a un résultat d'investissement 34 271 euros également reporté en investissement si je ne dis pas de bêtises. On passe au vote

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Edouard DUPOUY :

Le budget restaurant fonds de mer, donc un résultat de fonctionnement 2024 67 118 euros. On l'affecte d'une part pour 15 000 euros en investissement et pour 52 118 euros en fonctionnement. Le résultat d'investissement c'est 6 965 euros, on passe au vote.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien.

Edouard DUPOUY :

Et enfin dernier budget le lotissement des Barthes. On a un résultat de fonctionnement de 250 000 euros qui est reporté intégralement et le résultat d'investissement moins 932 089 euros.

Christophe VIGNAUD :

Ce sont les fameuses Barthes dont nous avons hérité.

Edouard DUPOUY :

Un projet écologiste

Christophe VIGNAUD :

C'est un projet écologique donc, qui est pour ? Oui qui est contre ? Qui s'abstient ? Ah vous êtes contre très bien. Vous êtes contre le fait d'avoir investi là-dedans ? Oui non mais je sais toi tu es tranquille mais je parle à monsieur ARBEILLE, ce qui est quand même incroyable mais bon ce n'est pas grave. Ce sont les incohérences de la vie.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-06-01 : Affectation des résultats 2024 : budget principal

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2024 du budget principal, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2024 et notamment celui du budget principal (délibération n°250326-03-01),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2024 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

- Budget Principal Commune :

Résultat de fonctionnement 2024 : 3 808 062,27 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 1 000 000,00 €

- de reporter au c/002 : 2 808 062,27 €

Résultat d'investissement 2024, reporté au c/001 : - 184 721,47 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-06-02 : Affectation des résultats 2024 : budget casino

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2024 du budget casino, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU la délibération n°240927-03 prise en date du 27 septembre 2024 actant la clôture du budget casino au 31 décembre 2024 et le transfert des résultats de ce budget sur le budget principal. Il y est également précisé que les dépenses et les recettes afférentes au service du Casino seraient suivies dans le budget principal à partir de l'exercice 2025.

VU les résultats des Comptes Administratifs 2024 et notamment celui du budget casino (délibération n°250326-03-02),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2024 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

- Budget casino :

Résultat de fonctionnement 2024 :

353 665,78 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 0,00 €
- de reporter au c/002 du budget principal : 353 665,78 €

Résultat d'investissement 2024, reporté au c/001 du budget principal : 178 209,30 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-06-03 : Affectation des résultats 2024 : budget cinéma

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2024 du budget cinéma, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2024 et notamment celui du budget cinéma (délibération n°250326-03-03),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2024 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

- Budget cinéma :

Résultat de fonctionnement 2024 : 60 828,10 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 0,00 €

- de reporter au c/002 : 60 828,10 €

Résultat d'investissement 2024, reporté au c/001 : 34 271,10 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-06-04 : Affectation des résultats 2024 : budget restaurant front de mer

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2024 du budget restaurant front de mer, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M4,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2024 et notamment celui du budget restaurant front de mer (délibération n°250326-03-04),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2024 et son vote,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

- Budget restaurant front de mer :

Résultat de fonctionnement 2024 :	67 118,38 €
Il est proposé	
- d'affecter au c/1068 :	15 000,00 €
- de reporter au c/002 :	52 118,38 €
Résultat d'investissement 2024, reporté au c/001 :	6 965,88 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-06-05 : Affectation des résultats 2024 : budget lotissement les Barthes

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes de la commune. Au titre de l'exercice clos, il fait ressortir un résultat de la section de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser.

L'instruction budgétaire encadre les modalités d'affectation du résultat de fonctionnement. Lorsque la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement, le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture de ce besoin (compte 1068) et le solde, selon la décision de l'assemblée délibérante, est inscrit en excédents de fonctionnement reportés (reports à nouveau compte 002) ou en dotation complémentaire de réserves (compte 1068).

Après l'approbation du compte administratif 2024 du budget lotissement les Barthes, il y a lieu de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement constaté à la clôture de cet exercice.

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les instructions comptables M57,

VU les résultats des Comptes Administratifs 2024 et notamment celui du budget lotissement les Barthes (délibération n°250326-03-05),

CONSIDÉRANT l'avis de la commission des finances réunie le 17 février 2025 et après avoir entendu les résultats du compte administratif 2024 et son vote,

CONSIDÉRANT que pour les budgets « de comptabilité de stock » tels que « les lotissements », il n'y a pas lieu d'effectuer de virement des excédents de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (compte 1068) pour couvrir le déficit de la section d'investissement,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

- Budget lotissement les barthes :

Résultat de fonctionnement 2024 : 250 000,00 €

Il est proposé

- d'affecter au c/1068 : 0,00 €

- de reporter au c/002 :	250 000,00 €
Résultat d'investissement 2024, reporté au c/001 :	-932 089,73 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

7. Bilan des acquisitions et cessions foncières 2024

Edouard DUPOUY :

On va passer au point numéro 7 c'est le bilan des acquisitions de l'année...

Henri ARBEILLE :

Tu sais très bien qu'avec la loi, le projet tombé à l'eau c'est quand même une tentation de logement sur place

Christophe VIGNAUD :

Vous avez fait une tentation de logement sans avoir fait des études préalables c'est quand même extraordinaire. Quand vous parlez d'incompétence, je pense que sur sujet-là vous étiez...

Henri ARBEILLE :

La loi sur les zones humides, encore une fois, ce n'est pas une question d'incompétence quand elle vous tombe dessus...

Christophe VIGNAUD :

Si, si, mais fallait plutôt avant d'acheter étudier c'est la... enfin bon.

Henri ARBEILLE :

Mais bien sûr, il y avait qu'à ...il y avait qu'à savoir

Christophe VIGNAUD :

Oui mais oui vous ne connaissez pas bien votre commune. Allez-y

Edouard DUPOUY :

Les acquisitions et on peut encore parler des Barthes puisque c'est une acquisition d'un espace naturel sensible sur les Barthes pour un montant de 3 675 euros ça, c'était une délibération de février 2023. Et puis en session, vous avez le terrain on en avait parlé d'accès au magasin Point P pour 15 600 euros. On peut passer au vote s'il n'y a pas de remarque.

Christophe VIGNAUD :

Alors qui est pour ? Qui est contre ? Toujours les mêmes très bien

Séance du 26 mars 2025
Délibération n°250326-07 : Bilan des acquisitions et cessions foncières 2024

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances rappelle à l'assemblée que l'article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Commune, donne lieu à une délibération du Conseil Municipal. Ce bilan est annexé au Compte Administratif de la Commune.

Pour l'année 2024, les acquisitions et cessions suivantes ont été réalisées :

Acquisitions :

Date délibération	Objet de l'acquisition	Vendeur	Surface m²	Montant	Date acquisition	Sections cadastrales	Budget
24/02/2023	Espaces naturels sensibles Les Barthes - Etang	OLIVIER Jean-Luc	14 719	3 675,75 €	28/03/2024	AT-44	COMMUNE

Cessions :

Date délibération	Objet de la cession	Acquéreur	Surface m²	Montant	Date cession	Sections cadastrales	Budget
28/04/2023	Terrain accès magasin Point P	Société BMSO	130	15 600,00 €	28/03/2024	AP-169	COMMUNE

CONSIDÉRANT l'obligation d'annexer au Compte Administratif de la Commune le bilan annuel des acquisitions et cessions foncières réalisées par la Ville,

VU les articles L.1612-12 et L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE du bilan 2024 des acquisitions et cessions foncières tel qu'il figure dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

8. Budgets primitifs 2025

Edouard DUPOUY :

Ok, on va passer au point numéro 8, c'est le budget primitif. Donc pareil, je vous propose de le voter pas par chapitre mais par section comme on a fait sur le compte administratif et on va faire budget par budget. Rebelote s'il n'y a pas d'opposition. Donc sur la partie fonctionnement en dépenses de fonctionnement sur le budget 2025 on est à 15 millions 744 633 euros qui s'équilibre en recettes de fonctionnement. Sur la partie investissement en dépenses, on est à 8 millions 694 158 euros qui s'équilibre également côté recettes.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote, donc qui est pour ? qui est contre ? Très bien suivant

Edouard DUPOUY :

Le budget cinéma en dépenses de fonctionnement on a 66 841 euros, pareil en recettes et sur la partie investissement 79 612 euros respectivement en recettes et en dépenses (2.15.56)

Christophe VIGNAUD :

Donc on passe au vote qui est pour ? qui est contre ? Point suivant

Edouard DUPOUY :

Le restaurant front de mer donc au budget on a en fonctionnement 137 238 euros et en investissement 121 104 euros.

Christophe VIGNAUD :

On passe au vote, donc qui est pour ? qui est contre ? Point suivant

Edouard DUPOUY :

Les Barthes en fonctionnement 1 million 964 179 euros et en investissement pareil, 1 million 914 179 euros

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote donc qui est pour ? qui est contre ? Point suivant

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-08-01 : Budget primitif exercice 2025 : budget principal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire et comptable M57,

VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,

VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 3 février 2025,

VU la délibération n°250326-01-01 du 26 mars 2025 portant vote des affectations des résultats du budget principal pour l'exercice 2024,

VU la délibération n°250326-01-02 du 26 mars 2025 portant vote des affectations des résultats du budget casino pour l'exercice 2024,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 17 février 2025, présentent le budget primitif du budget principal, pour l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2025 du budget principal, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2025 du budget principal se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	15 744 633,79 €	15 744 633,79 €
INVESTISSEMENT	8 694 158,58 €	8 694 158,58 €
TOTAL	24 438 792,37 €	24 438 792,37 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-08-02 : Budget primitif exercice 2025 : budget cinéma

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,
VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 3 février 2025,
VU la délibération n°250326-06-03 du 26 mars 2025 portant vote des affectations des résultats du budget cinéma pour l'exercice 2024,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 17 février 2025, présentent le budget primitif du budget cinéma, pour l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2025 du budget cinéma, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2025 du budget cinéma se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	66 841,10 €	68 841,10 €
INVESTISSEMENT	79 612,20 €	79 612,20 €
TOTAL	146 453,30 €	148 453,30 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-08-03 : Budget primitif exercice 2025 : budget restaurant front de mer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 3 février 2025,
VU la délibération n°250326-06-04 du 26 mars 2025 portant vote des affectations des résultats du budget restaurant front de mer pour l'exercice 2024,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 17 février 2025, présentent le budget primitif du budget restaurant front de mer, pour l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2025 du budget restaurant front de mer, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2025 du budget restaurant front de mer se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	137 238,38 €	137 238,38 €
INVESTISSEMENT	121 104,26 €	121 104,26 €
TOTAL	258 342,64 €	258 342,64 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-08-04 : Budget primitif exercice 2025 : budget lotissement les Barthes

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU La délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2023,
VU le débat d'orientation budgétaire tenu lors de la séance du conseil municipal du 3 février 2025,
VU la délibération n°250326-06-05 du 26 mars 2025 portant vote des affectations des résultats du budget lotissement les Barthes pour l'exercice 2024,

Monsieur le Maire et Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, sur proposition de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 17 février 2025, présentent le budget primitif du budget lotissement les Barthes, pour l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le budget primitif 2025 du budget lotissement les Barthes, chapitre par chapitre, les votes étant répertoriés dans le document joint.

La balance du Budget Primitif 2025 du budget lotissement les Barthes se résume comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 964 179,46 €	1 964 179,46 €
INVESTISSEMENT	1 914 179,46 €	1 914 179,46 €
TOTAL	3 878 358,92 €	3 878 358,92 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

9. Autorisations de programmes et crédits de paiements AP/CP du BP 2025

Edouard DUPOUY :

Ensuite, le point 9, c'est les APCP pour le BP 2025, on les a déjà évoqués dans la présentation, vous avez un tableau récapitulatif qui vous formule sur l'ensemble des projets. Donc je l'ai déjà dit tout à l'heure, mais c'est place des Landais, poste de police, l'avenue de Bordeaux, le plan Lumière, l'avenue des Ecoles, le plan plage, voirie et pluvial pour les 3 années, donc 2024 à 2027, la réhabilitation du Sporting, sûreté globale et ferme de Bielle. Voilà, vous avez le détail... Lionel...

Lionel BARBERIS :

Oui du coup, on fait passer le Sporting de 14 millions à 0 pour quasiment... donc en fait on se supprime tout investissement futur alors qu'on remettra au moment venu quand on aura une visibilité. Mais bon, je trouve ça symboliquement c'est fort, c'est qu'on enlève directement tout le projet du Sporting de l'APCP.

Christophe VIGNAUD :

Je pense qu'il faut être raisonnable et qu'en fonction de ce que l'on pourrait trouver, on mettra le moment venu le chiffre.

Edouard DUPOUY :

Est-ce que ça aurait été raisonnable...

Christophe VIGNAUD :

Il aurait été, il aurait été raisonnable

Edouard DUPOUY :

... de prendre une décision à quelques mois d'une élection je ne sais pas

Lionel BARBERIS :

De quoi ? pardon

Edouard DUPOUY :

De prendre une décision sur ce sujet le budget 2025, je ne suis pas sûr que ce soit raisonnable.

Lionel BARBERIS :

Non mais c'est ce qu'on en dit. Après c'est voilà, c'est juste que du coup ce type de projet ne se fait pas, mais non plus les autres quoi. Il y a des projets qui se sont faits, mais on n'a pas porté de gros projets sur le mandat.

Christophe VIGNAUD :

Pas de gros projets ? Enfin je ne te fais pas le listing ce soir...

Lionel BARBERIS :

Non de gros projets, non. Oui, la place des Landais ok

Christophe VIGNAUD :

La police qui a été refaite. Je suis désolé, elle a été...

Lionel BARBERIS :

Oui ce n'est pas un... oui mais des gros projets à l'échelle de la commune

Christophe VIGNAUD :

Il ne faut pas minorer tout ça.

Lionel BARBERIS :

Mais je ne minore pas

Christophe VIGNAUD :

Je pense que tu mines ces investissements-là franchement

Lionel BARBERIS :

Non mais j'ai entendu en début de mandat avec une grosse critique sur le fait que l'équipe précédente n'avait rien fait ou peu de choses. Je me rends compte que si on compare les niveaux d'investissement, je pense qu'ils ont fait plus.

Christophe VIGNAUD :

Non mais. On verra. Et en fait il y a une expression c'est "on comptera les bouses à la fin de la foire" d'accord ?

Lionel BARBERIS :

On y est à la fin de la foire

Christophe VIGNAUD :

Non on n'y est pas à la fin de la foire

Lionel BARBERIS :

Oui mais bon quand je vois les autorisations de programme... d'ailleurs je ne vois même pas les arènes bon les arènes on dira que ça se fera plus de toute façon. Non mais c'est bien de rigoler là-dessus mais vous avez promis de refaire les arènes...

Christophe VIGNAUD :

Je n'ai rien promis non

Lionel BARBERIS :

On arrive à la fin du mandat, il n'y a pas d'arènes

Christophe VIGNAUD :

Non non non non non

Lionel BARBERIS :

Ah bon ah beh très bien donc n'y aura pas d'arènes.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah si, si, vous ne pouvez pas dire qu'on ne l'a pas promis. Ce n'est pas vrai. Si si, quand on a défendu la création du parking qui nécessitait la disparition des arènes, le discours c'était de dire, oui, on les enlève pour faire le parking parce qu'il est nécessaire, mais on les remet bien évidemment.

Christophe VIGNAUD :

Oui c'est sûr on va les remettre quelque part faut trouver juste l'espace ... juste l'espace oui oui alors est-ce qu'on peut bâtir un programme autour... est-ce qu'on peut bâtir un programme autour des arènes je ne suis pas certain

Lionel BARBERIS :

Mais ce n'est pas le problème

Christophe VIGNAUD :

Si

Lionel BARBERIS :

Mais ça n'est pas dans l'APCP

Christophe VIGNAUD :

Non mais ce n'est pas très grave. Il y a d'autres choses qui faut qui y sont. Il y a d'autres choses qui pourront y venir. Tu le sais très bien donc on verra si si oui il n'y a pas grand-chose. On pourra faire le calcul de tout ce qui a été fait et je pense qu'il y a des choses qui ont été faites et beaucoup plus que vous ne le croyez.

Lionel BARBERIS :

Nous par-contre ça a été dit plusieurs fois

Christophe VIGNAUD :

Moi je sais

Lionel BARBERIS :

Le mandat précédent, vous n'avez rien fait nous on va faire de grandes choses. Moi, ce que je remarque, c'est que vous en avez sûrement moins fait et pour le coup, je ne suis pas juge et parti puisque je n'étais pas dans l'ancien mandat, je ne sais pas, mais j'ai vraiment l'impression que le niveau d'investissement n'a pas forcément à être à ce niveau-là

Christophe VIGNAUD :

C'est à dire qu'en fait, c'est toujours l'impression.... C'est comme la vitesse

Lionel BARBERIS :

Parce que le bourg de Soorts, le Front de Mer

Christophe VIGNAUD :

... c'est comme la vitesse...

Lionel BARBERIS :

Oui n'empêche que le bourg de Soorts

Intervention Inaudible

Christophe VIGNAUD :

En ce qui concerne en ce qui concerne les investissements...

Lionel BARBERIS :

En tout cas ce qui a été fait à Soorts sur le mandat super...

Christophe VIGNAUD :

Non mais bon on ne va pas discuter sur les investissements ils ont été là, on peut les... et on pourra les montrer et on vous les a déjà démontrés, il y a de quoi faire il y a eu de quoi et d'autre part, il y a eu des objectifs qui ont été...

Intervention Inaudible

Christophe VIGNAUD :

Mais bien entendu que c'est normal qu'on défende notre bilan et notre bilan il est très bon donc c'est ce que tu ne crois pas

Lionel BARBERIS :

Le plus important c'est d'en être convaincu monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD :

Mais oui mais bien entendu mais moi je suis convaincu donc ça c'est une des choses sur lesquelles on ne pourra pas me l'enlever. Donc voilà et je suis certain de ce que nous avons fait et des investissements qui ont été faits. Et ils sont visibles et d'autres qui le sont moins mais qui ont été faits parce qu'il y a aussi de l'héritage et il y a des choses qui ont dû être dépensées parce qu'il y avait des choses qui devaient être faites.

Lionel BARBERIS :

Sûrement pas sur les 3 fleurs.

Christophe VIGNAUD :

Sur ce sujet-là, on peut en discuter

Lionel BARBERIS :

Mais on peut en discuter des 3 fleurs monsieur le Maire

Christophe VIGNAUD :

Parce que, c'est dommage parce que c'est tu vois ce qui est dommage en ce qui concerne, les 3 fleurs j'ai tout un une note là-dessus

Lionel BARBERIS :

Et bien ça tombe bien

Christophe VIGNAUD :

Mais on ne va pas en parler non ce n'est pas le moment... ce n'est pas le moment.

Lionel BARBERIS :

Très bien c'est vous le maître de cérémonie

Christophe VIGNAUD :

Alors on y va on continue

Edouard DUPOUY :

On vote les APCP

Christophe VIGNAUD :

On vote les AP/CP. Donc qui est pour les AP/CP ? Qui est contre ? Très bien, merci, on va passer au point suivant.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-09 : Autorisations de Programme et Crédits de Paiement APCP - Budgets primitifs 2025

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement.

Il précise la nécessité de créer et modifier le montant de certaines APCP compte tenu du vote du budget primitif 2025 du budget principal.

VU les articles L. 2311-3 du code général des collectivités territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement,

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU l'avis favorable de la commission municipale Finances en date du 17 février 2025,

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

Et 5 voix contre (M. DUBOSC PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'ajuster et/ou ouvrir, pour le budget principal les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) des opérations retracées dans le document ci-annexé.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

10. Taux d'imposition pour l'année 2025

Edouard DUPOUY :

Point suivant, c'est taux d'imposition pour l'année 2025, donc promesse tenue. Cette volonté de maintenir les taux, donc à savoir sur la taxe d'habitation, sur les résidences secondaires et les autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ont 67 %, la taxe foncière sur les propriétés bâties 28,82 % et la taxe foncière sur les propriétés non bâties 72,5 %. Est ce qu'il y a des remarques ? Donc cette volonté toujours de pas augmenter les impôts c'est le cas depuis de nombreuses années. On passe au vote...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Edouard, non, juste par rapport au taux d'imposition ça aurait pu être dit tout à l'heure. Tu as dit que par rapport donc à 2024, ça générerait 1 million ?

Edouard DUPOUY :

Oui.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et il me semble qu'à l'époque, et c'est normal puisqu'il fallait bien aussi se faire accepter par les administrés, il y avait une justification par rapport notamment au financement du Sporting. Aujourd'hui, on l'a bien compris pour l'instant, on est en stand-by du coup...

Edouard DUPOUY :

En fait ... oui pardon

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Non mais du coup ce million enfin on ne va certainement pas se plaindre que les impôts n'augmentent pas. En revanche on a mis en place cette taxe sur les résidences secondaires. Derrière, il y avait une justification c'était le financement, entre autres, du Sporting. Aujourd'hui, on n'a plus cette justification. Du coup, ce million puisqu'on continue, elle est toujours là cette taxe sur les résidences secondaires ? On le justifie comment ? Ou est-ce que c'est 1 million de plus dans les caisses et puis on verra ce qu'on en fera.

Edouard DUPOUY :

Je ne pense pas que ce soit une question de justifier ou de ne pas justifier effectivement ce million on aurait pu...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ah si

Edouard DUPOUY :

Non. Ce million il aurait pu être utilisé par rapport au budget initial sur le Sporting et c'était pris en compte et ça nous permettait justement d'avoir un taux de désendettement qui était raisonnable effectivement, c'est ce qu'on avait dit à l'époque. Bon là dans la mesure où les coûts (2.23.15) sont beaucoup plus importants et on ne veut pas aller jusqu'au bout mais l'idée ce n'est pas de justifier ou pas les 1 million, c'est de se dire aujourd'hui quel projet on veut porter avec ces marges de manœuvre. C'est plus ça.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas tant les 1 million mais c'est de justifier qu'on taxe les résidences secondaires il y a un moment, il faut le justifier derrière ?

Christophe VIGNAUD :

Non enfin...on a taxé les résidences secondaires, on est passé donc à 60 %. C'est une augmentation certes de... assez importante, c'est à 22 à 23 % supplémentaire sur ce qui se payait ? Cela étant cet investissement-là enfin cette récupération d'impôt nous permet bien entendu de faire des investissements pour les investissements futurs et de ne pas taxer nos résidents principaux voilà

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'entends mais à l'époque justement, ce discours, il avait été porté pour le financement du Sporting aujourd'hui on ne l'a plus

Christophe VIGNAUD :

Oui il y a des choses à l'époque...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Aujourd'hui, on va dire quoi ? Pourquoi on continue à prélever ce million ? Pour quels investissements ? Évidemment qu'on va les investir.

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu

Lionel BARBERIS :

Ils ont été mangés dans le fonctionnement je vous l'ai dit.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Mais ils partent en fonctionnement

Christophe VIGNAUD :

Ils n'ont pas été mangés dans le fonctionnement il y a des investissements supplémentaires

Lionel BARBERIS :

Il y a une dégradation de l'excédent de plus d'1 million et on l'a compensé par la création de cette taxe je l'ai dit c'est marqué dans les chiffres et dans les tableaux. Vous avez 1 million de moins plus d'1 million de moins et ça a été compensé par la taxe sur les résidences secondaires. Donc c'est le fonctionnement la masse salariale

Edouard DUPOUY :

Non je ne suis pas d'accord. Non mais aujourd'hui on n'a pas entériné le projet du Sporting, enfin personne n'a dit qu'il n'aurait pas lieu. Non, non il n'aurait pas lieu sur ce mandat là je pense qu'on en est tous conscients, mais en aucun cas il a été dit qu'on arrêterait ce projet là non je ne suis pas d'accord

Lionel BARBERIS :

Globalement, globalement on fait des choses on n'évalue absolument rien, il n'y a aucune évaluation des politiques publiques. Et bien ça manque aujourd'hui cruellement à la commune parce que on devrait évaluer tous les investissements qu'on a porté, est-ce qu'ils ont été utiles ? Quels résultats ? et cetera, mais de façon concrète, de façon à parler de choses concrètes, au lieu de débattre de façon un peu dans le vent. Voilà, mais il n'y a pas d'évaluation des politiques publiques et du coup il n'y a pas la cohérence derrière qui est l'utilisation du denier public, comment on utilise le denier public ? Est-ce qu'il est bien investi ? Pas bien investi ? On évalue les politiques publiques.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote. A la suite ? c'était quoi ? les taux ? Donc on va passer au taux, donc qui est pour les taux ? Qui est contre ? Tout le monde a voté ? Non ? Qui s'abstient ? Maëlle s'abstient Christian s'abstient très bien. Christian, est-ce que tu t'abstiens aussi pour Cathy ?

Christian DUCAMP :

Oui.

Christophe VIGNAUD :

Très bien

Edouard DUPOUY :

3 abstentions

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-10 : Taux d'imposition pour l'année 2025

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des Finances, après validation de la commission municipale « Finances » qui s'est réunie le 17 février 2025, propose à l'assemblée délibérante de ne pas augmenter les taux d'imposition et de les maintenir au niveau de ceux de l'année passée.

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

Et 3 abstentions (M. DUBOSC PAYSAN, C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de maintenir les taux d'imposition au niveau de ceux de 2024. Les taux d'imposition 2025 donc sont les suivants :

- | | |
|--|---------|
| - Taxe d'habitation (sur les résidences non principales) : | 11,67 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés bâties : | 28,82 % |
| - Taxe foncière sur les propriétés non bâties : | 72,50 % |

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

11. Subventions 2025

Edouard DUPOUY :

Super. 3 abstentions du coup ok sur le point 10. Sur le point numéro 11, ce sont les subventions 2025. Donc c'est en lien avec le tableau dont je vous ai parlé tout à l'heure, vous vous souvenez de l'ensemble des subventions aux associations. Vous avez le montant pour chaque association et puis je l'ai déjà expliqué, il y a une partie donc fonctionnement qui est versée immédiatement et une partie manifestation qui est versée si la manifestation a bien eu lieu donc au fil de l'eau, est ce qu'il y a des questions, des remarques ?

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote

Edouard DUPOUY :

Maëlle...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'avais une question, une question dans les documents de travail (2.26.31) et quand on regarde les tableaux avec toutes les associations, quand on voit une ligne à 0, il faut comprendre que c'est l'association qui n'a pas fait de demande.

Christophe VIGNAUD :

Absolument

Edouard DUPOUY :

Oui,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

D'accord. C'était pour avoir confirmation.

Christophe VIGNAUD :

Donc pour les votes, je demande à Manu de ne pas voter. Et Cathy... Cathy ne votera pas, tu peux voter pour toi par-contre Christian. Donc on va voter les subventions. Donc qui est pour ces subventions ? Très bien, ok.

Séance du 26 mars 2025

Délibération 250326-12 : Constitution et ajustement des provisions pour créances douteuses et risques et charges

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution des provisions comptables sont des dépenses obligatoires et leur champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le montant de la provision correspond au montant estimé par la collectivité de la charge qui peut résulter d'une situation, en fonction du risque financier encouru par cette dernière.

Il est rappelé qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative. Dans certains cas bien précis, l'instruction M57 oblige sans alternative à constituer des provisions.

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la collectivité. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la collectivité.
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Un budget qui ne prévoirait pas la constitution d'une provision alors que la collectivité se trouve dans une des situations ci-dessus serait insincère et susceptible d'être déféré à la chambre régionale des comptes pour déséquilibre ou exposerait la collectivité à une procédure d'inscription d'office de dépense obligatoire.

Pour 2025, la commune se doit donc de constituer des provisions pour créances douteuses.

L'analyse effectuée conjointement avec le comptable et la commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types. Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et/ou très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2025, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	0,00 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	668,80 €	100,32 €
Niveau élevé	100%	37 046,20 €	37 046,20 €
		37 715,00 €	37 146,52 €

Provisions déjà constituées	28 125,53 €
Provisions à constituer pour 2025	9 020,99 €

Le montant des provisions pour créances douteuses déjà constituées sur l'exercice 2024 est de 28 125,53 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 9 020,99 €. La provision totale sera de 37 146,52 € pour 2025.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

VU l'instruction budgétaire et comptables M57 applicable aux communes,

VU l'avis favorable de la Commission des finances en date du 17 février 2025,

CONSIDÉRANT

- La nécessité pour l'année 2025 d'ajuster le montant des provisions pour créances douteuses,
- Que le montant de ces provisions pour créances douteuses est estimé à 37 146,52 € pour 2025 et qu'il est donc nécessaire de compléter la provision existante à hauteur de 9 020,99 €.

Après en avoir délibéré,

Avec 22 voix pour

Et 2 voix contre (C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

CONSTITUE une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 37 146,52 € au budget principal en complétant la provision existante à hauteur de 9 020,99 € ;

ACTUALISE annuellement le calcul et inscrit au budget communal ces provisions pour les prochains exercices.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

12. Provisions pour créances douteuses et risques et charges

Edouard DUPOUY :

Alors ensuite, point numéro 12, ce sont les provisions pour créances douteuses et risques et charges. L'année dernière on avait déjà constitué une provision qui s'élevait à 28 125 euros donc pour 2025, la commune se doit de constituer des provisions pour créances douteuses. L'analyse qui a été effectuée conjointement avec le comptable et la commune des restes à recouvrer a permis d'identifier des créances qui devaient faire l'objet d'une provision. Elles sont de 2 types et ainsi il est proposé pour cette année de constituer des provisions à hauteur de 100 % pour des créances anciennes ou très douteuses ou des provisions sur la base du seuil de 15 % pour des créances pardon moins incertaines. Donc dans la délibération vous avez un tableau avec le niveau de risque et les taux de dépréciation donc on a un montant restant à recouvrer en niveau modéré pour 668 euros qu'on provisionne à hauteur de 15 % et sur le niveau élevé on a 37 046 euros ce qui nous fait un montant total de la provision à constituer de 37 146 euros comme on en a déjà une partie 28 000 on va uniquement provisionner et constituer le complément qui est de 9 020 euros cette année. Est-ce qu'il y a des questions-là dessus ?

Christophe VIGNAUD :

Bien on va passer au vote donc qui est pour ? Qui est contre ? Christian ? Qui s'abstient ?

Séance du 26 mars 2025

Délibération 250326-12 : Constitution et ajustement des provisions pour créances douteuses et risques et charges

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, informe l'assemblée communale que la constitution des provisions comptables sont des dépenses obligatoires et leur champ d'application est précisé par l'article R. 2321-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le montant de la provision correspond au montant estimé par la collectivité de la charge qui peut résulter d'une situation, en fonction du risque financier encouru par cette dernière.

Il est rappelé qu'en application du principe comptable de prudence, il convient de constituer une provision dès qu'apparaît un risque susceptible de conduire la collectivité à verser une somme d'argent significative. Dans certains cas bien précis, l'instruction M57 oblige sans alternative à constituer des provisions.

- Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru ;
- Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce, une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par la collectivité. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de la collectivité en fonction du risque financier encouru ; à cet égard, une provision doit être obligatoirement constituée dès qu'une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation judiciaire est engagée vis à vis d'un organisme bénéficiant d'une garantie d'emprunt de la collectivité.
- Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public, une provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la collectivité à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Un budget qui ne prévoirait pas la constitution d'une provision alors que la collectivité se trouve dans une des situations ci-dessus serait insincère et susceptible d'être déféré à la chambre régionale des comptes pour déséquilibre ou exposerait la collectivité à une procédure d'inscription d'office de dépense obligatoire.

Pour 2025, la commune se doit donc de constituer des provisions pour créances douteuses.

L'analyse effectuée conjointement avec le comptable et la commune des restes à recouvrer a permis d'identifier les créances devant faire l'objet d'une provision. Elles sont de deux types. Ainsi, il est proposé pour cette année de constituer, des provisions à hauteur de 100% pour des créances anciennes et/ou très douteuses et des provisions sur la base du seuil de 15% pour des créances moins incertaines.

Concernant l'année 2025, le calcul du stock de provisions à constituer est le suivant :

Niveau du risque d'irrecouvrabilité (ancienneté, infos TG ...)	Taux de dépréciation	Montant des restes à recouvrer	Montant du stock de provisions à constituer
Niveau faible	0%	0,00 €	0,00 €
Niveau Modéré	15%	668,80 €	100,32 €
Niveau élevé	100%	37 046,20 €	37 046,20 €
		37 715,00 €	37 146,52 €

Provisions déjà constituées	28 125,53 €
Provisions à constituer pour 2025	9 020,99 €

Le montant des provisions pour créances douteuses déjà constituées sur l'exercice 2024 est de 28 125,53 €, il convient donc de constituer le complément de provision nécessaire à hauteur de 9 020,99 €. La provision totale sera de 37 146,52 € pour 2025.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

VU l'instruction budgétaire et comptables M57 applicable aux communes,

VU l'avis favorable de la Commission des finances en date du 17 février 2025,

CONSIDÉRANT

- La nécessité pour l'année 2025 d'ajuster le montant des provisions pour créances douteuses,
- Que le montant de ces provisions pour créances douteuses est estimé à 37 146,52 € pour 2025 et qu'il est donc nécessaire de compléter la provision existante à hauteur de 9 020,99 €.

Après en avoir délibéré,

Avec 22 voix pour

Et 2 voix contre (C. DUCAMP, C. CERIZAY-MONTAUT)

Le Conseil Municipal,

CONSTITUE une provision au compte 6817 pour dépréciations des actifs circulants de 37 146,52 € au budget principal en complétant la provision existante à hauteur de 9 020,99 € ;

ACTUALISE annuellement le calcul et inscrit au budget communal ces provisions pour les prochains exercices.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

13. Attribution d'une subvention d'équipement au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Landes : signature d'une convention de participation financière au plan pluriannuel d'investissement 2025-2027

Edouard DUPOUY :

Point numéro 13 c'est l'attribution d'une subvention d'équipement au Service Départemental d'Incendie et de Secours, le SDIS des Landes. Donc c'est une convention de participation financière au plan pluriannuel d'investissement qui va de 2025 à 2027.

Ce financement, il est sollicité sous la forme de subvention d'investissement dont la reprise peut être neutralisée conformément aux dispositions de la M57 et de l'article R 23 21 du CGCT.

Les montants globaux sont répartis proportionnellement pour chaque commune en fonction de la population, DGF 2024 à hauteur de 60 % de l'assiette totale du potentiel fiscal 2024 à hauteur de 40 % de l'assiette totale. Donc vu le plan pluriannuel d'investissement en véhicule incendie et de secours et de transport approuvé par le SDIS des Landes, donc par une délibération qui était en date du 10 décembre 2024, prévoyant le montant d'investissement en matériel mobile de secours et de lutte contre les incendies à hauteur de 6 millions 276720 euros en 2025 de 6 millions 929000 euros en 2026, de 5 millions 166610 euros en 2027. La commune s'engage à participer au financement de cette opération en versant, sous forme d'une participation d'investissement, les montants suivants : donc 18 279 euros pour l'année 2025, puis 22 849 en 2026 et enfin 27 419 en 2027. Donc on est invité à autoriser monsieur le Maire à signer cette convention de participation.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on va passer au vote, donc qui est pour ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération 250326-13 : Attribution d'une subvention d'équipement au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Landes : signature d'une convention de participation financière au plan pluriannuel d'investissement 2025-2027

Le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours a adopté, par délibération 1102021-058 en date du 13 décembre 2021, son projet d'établissement qui a vocation à définir les grandes orientations de l'Etablissement Public, dans le cadre de ses missions de service public sur le territoire landais. L'Etablissement Public a décidé d'apporter sa réponse opérationnelle, en fonction du délai d'intervention, afin d'intervenir le plus rapidement possible auprès des victimes et des lieux de sinistre.

Afin de répondre à cet objectif opérationnel stratégique, le SDIS des Landes doit s'assurer de déployer les moyens humains et matériels nécessaires à ses missions.

Les moyens humains font l'objet d'une programmation pluriannuelle dans le cadre de la mise en œuvre d'un organigramme cible.

Les moyens matériels, et notamment des véhicules d'intervention et de secours, font l'objet d'une prévision budgétaire, échelonnée sur plusieurs années en fonction d'un plan pluriannuel de renouvellement et de nouvelles acquisitions, tout en recherchant les synergies et l'harmonisation des moyens afin de maîtriser les coûts budgétaires.

Afin de sécuriser l'équilibre financier du SDIS dans un cadre pluriannuel, sur les exercices 2025, 2026 et 2027, le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours a décidé, par délibération n°2024-046 en date du 1^{er} octobre 2024, d'appeler un financement d'investissement complémentaire auprès du bloc communal, pour un montant global de 1M€ en 2025, de 1,25 M€ en 2026 et de 1,5 M€ en 2027.

VU la délibération du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Landes n°2021-058 en date du 13 décembre 2021, adoptant son projet d'établissement qui a vocation à définir les grandes orientations de l'Etablissement Public, dans le cadre de ses missions de service public sur le territoire landais ;

VU Le plan pluriannuel d'investissement résultant du projet d'établissement du SDIS prévoyant des besoins supplémentaires de l'ordre de 1,5 M€ annuels en investissement ;

VU la concertation menée par le SDIS des Landes, avec les membres du conseil d'administration de l'Association des Maires des Landes, et l'information générale diffusée auprès de l'ensemble des élus locaux de chaque commune et EPCI du département ;

VU la nécessité de sécuriser l'équilibre financier du SDIS dans un cadre pluriannuel, sur les exercices 2025, 2026 et 2027 ;

VU la délibération n° 2024-046 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours, en date du 1^{er} octobre 2024, appelant un financement d'investissement complémentaire

auprès du bloc communal, pour un montant global de 1M€ en 2025, de 1,25 M€ en 2026 et de 1,5 M€ en 2027 ;

VU les dispositions de la M57 et de l'article R.2321-1 du CGCT

CONSIDÉRANT une répartition de la participation globale en fonction des critères proportionnels, rapportés, pour chaque commune, en fonction de la population DGF (60%) et du potentiel fiscal (40 %).

CONSIDÉRANT l'intérêt communal que présentent les investissements en matériels et équipements du SDIS des Landes,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'attribuer une subvention d'investissement au Service Départemental d'Incendie et de Secours des Landes, d'un montant de :

- 18 279,98 € au titre de l'exercice 2025 ;
- 22 849,98 € au titre de l'exercice 2026 ;
- 27 419,97 € au titre de l'exercice 2027 ;

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant à signer la convention de participation financière pluriannuelle, présentée en pièce jointe et tout document nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

INTERCOMMUNALITE

14. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : signature d'une convention de répartition des produits des Forfaits Post-Stationnement (FPS)

Edouard DUPOUY :

Le 14e point c'est concernant la MACS, c'est la signature d'une convention de répartition des produits des FPS donc afin de tenir compte de la répartition parmi des compétences entre MACS et la commune. Le produit des forfaits de post stationnement déduction des coûts de mise en œuvre et réparti comme suit : 50 % pour la commune, 50 % vers MACS. En 2024, la commune a encaissé 186 308 euros de FPS. Mais en parallèle, les charges de mise en œuvre de la collecte s'élèvent à 229 052 euros ce qui fait qu'on a un solde négatif à moins 37 000 et qu'on n'a pas de répartition de recette à établir entre MACS et notre commune. Donc l'assemblée est invitée à approuver à cette convention avec MACS relative à cette répartition, on l'avait déjà votée l'année dernière.

Christophe VIGNAUD :

Oui, on vote ça chaque année. Donc qui est pour ? Ok très bien. Bien juste avant de passer au point suivant juste... je voudrais juste préciser 2-3 choses.

On a beaucoup parlé du 012 et je pense que c'est un sujet récurrent mais le débat pour moi est clos, en tout cas pour l'instant, et quoiqu'on puisse penser et quoi que vous puissiez penser... Oui vas y

Lionel BARBERIS :

Juste ce que je voudrais dire quand même sur le 0 12. À l'inverse la création du service des sports est une bonne chose.

Christophe VIGNAUD :

Merci

Lionel BARBERIS :

Voilà non mais je pense que c'est vraiment je ne l'ai pas dit tout à l'heure je voulais le préciser, c'est que le travail qui est fait à destination des enfants de toute façon restera toujours quelque chose qui est fondamental pour une collectivité.

Christophe VIGNAUD :

Très bien donc le 0 12 étant un sujet qui est un sujet peut être de discorde, mais aussi on voit d'accord ; je veux juste quand même démontrer, vous démontrer que même si on est critiqué, je pense que la gestion est assez rigoureuse et que la gestion, elle n'est pas aussi mauvaise que ça. Alors on l'a notifié, mais on l'a noté, c'est que la ville n'est pas en difficulté financière loin de là. On dispose d'une trésorerie qui est très saine. On a bien entendu réalisé des projets, alors d'un côté on dit qu'on n'en réalise pas assez, en tout cas on les a réalisés et je pense que le moment venu, on pourra en débattre et tout ça sans alourdir la fiscalité des administrés qui habitent à l'année. On a quand même réalisé d'importants investissements et qui ont été maîtrisés par rapport à la capacité d'endettement dont a parlé Édouard tout à l'heure, ce qui était une chose bonne et le principal était d'arriver à atteindre en tout cas nos objectifs. Donc on peut se féliciter malgré tout d'une gestion responsable malgré les mises en garde alarmistes que l'on peut avoir de la part de certains, y compris de Lionel, parce que c'est tout à fait son rôle de nous alerter si besoin est. Moi je tiens d'abord, avant de passer au reste, à remercier l'ensemble des équipes qui travaillent avec nous, que ce soient les services municipaux, les agents, les extérieurs pour leur engagement et surtout leur énergie pour pouvoir mener tout ce qui a été mené puisque ça prend beaucoup de temps, beaucoup d'énergie et tous ces projets sont réellement importants pour une ville comme la nôtre. Le but c'est de continuer à aller de l'avant. La ville n'est pas du tout en

perdition. On est solide et déterminé et je pense qu'on va poursuivre cette action en tout cas pour cette année. Voilà, c'est ce que je voulais conclure pour la partie purement finances.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-14 : Signature d'une convention de répartition des produits des forfaits Post-Stationnement avec la Communauté de Communes Marenne Adour Côte Sud

La présente convention a pour objet de définir la répartition du produit des recettes issues du forfait de post-stationnement (FPS) perçues en 2024 entre la Commune et la Communauté de communes MACS.

La Commune réglemente des zones de stationnement payant sur son territoire et doit transmettre à MACS, au plus tard le 30 avril, les données de l'exercice 2024 qui permettront d'établir :

- Le montant des recettes issues des FPS perçu en 2024 par la commune ;
- Les coûts liés à sa mise en œuvre.

La somme issue de la différence entre les recettes issues des FPS et les coûts de mise en œuvre correspond au montant pouvant être affecté aux opérations visant à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation routière, conformément à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales.

Afin de tenir compte de la répartition des compétences entre MACS et la Commune sur les opérations énumérées à l'article R. 2333-120-19 du code général des collectivités territoriales, le produit des forfaits de post-stationnement, déduction des coûts de mise en œuvre, est réparti comme suit :

- 50 % pour la commune ;
- 50 % pour MACS.

L'assemblée est invitée à approuver la convention avec MACS relative à la répartition des recettes FPS 2024.

Conformément au tableau ci-annexé, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention avec MACS relative à la répartition des recettes FPS au titre de l'année 2024.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

15. Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud : Signature d'une convention constitutive de groupement de commandes pour l'opération désensablement du lac et refoulement vers les plages océanes

Christophe VIGNAUD :

On va passer maintenant à la Communauté de Communes sur la signature d'une convention constitutive de regroupement de commandes concernant le désensablement du lac. Et je vais laisser la parole à Alain.

Alain CLAVERIE :

Merci monsieur le Maire. Donc il s'agit de constituer un groupement de commandes, cela permet de mutualiser les besoins. Il faut rappeler que MACS a en charge l'enlèvement du sable dans le lac. Il l'amène sur les rives du lac et nous ensuite notre compétence c'est de récupérer ce sable et l'amener à la plage Nord. Donc il est nécessaire de passer une convention de façon à mutualiser les besoins et d'optimiser les coûts et les procédures. Donc la Communauté des communes a été désignée comme coordonnateur du groupement elle sera chargée de la rédaction des pièces du marché, l'élaboration du dossier de consultation, définir les prestations, définir les procédures. La convention dispose de chacune des parties membres du groupement et demeure compétente pour déterminer la nature et l'étendue des besoins, s'engager dans une participation active, signe, notifie à leur nom propre les marchés, rédiger et transmettre les pièces, s'assurer de la bonne exécution du marché s'engager à participer aux échanges. Ensuite donc, il va être mis en place aussi un comité technique de coordination et de suivi. Il sera composé de plusieurs représentants de chaque membre du groupement en fonction des prestations engagées, le groupement évidemment est ponctuel il est formé à la date de signature de la convention pour tous les membres du groupement. La commission va désigner un représentant titulaire et son suppléant.

Donc il s'agit d'approuver le projet de convention, d'autoriser le maire à signer ces procédures et de désigner monsieur Alain CLAVERIE votre serviteur (rires) comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres, ainsi que monsieur André JAKUBIEC comme membre suppléant. Il s'agit de voter cette convention.

Christophe VIGNAUD :

On va voter cette convention juste moi, je rajouterai quelques points très rapides. Le désensablement aura lieu en octobre prochain puisque ce sont des périodes qui nous sont imposées par un décret préfectoral qui était octobre, novembre ou janvier, février, donc on va faire ça en octobre prochain. On a une volonté de sortir minimum 10 000 m³ pour pouvoir faire ce réensablement du côté de la plage Nord, en tout cas de l'autre côté puisque ça n'a pas été mis au hasard sur cette plage là puisqu'il y a eu des études qui ont été faites par un cabinet qui était d'ailleurs le même cabinet que MACS et ainsi que les 2 ou 3 autres villes qui sont autour de nous, qui nous ont incités avec la stratégie à remettre ce sable sur cette plage-là. Voilà donc on va passer au vote si vous en êtes d'accord. Donc qui est pour cette convention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-15 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics pour réaliser l'opération de désensablement du lac et de refoulement vers les plages océanes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29 ;

VU le code de la Commande publique ;

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud et la Commune de SOORTS-HOSSEGOR souhaitent respectivement réaliser l'opération de désensablement du Lac et de refoulement vers les plages océanes ;

CONSIDÉRANT la constitution d'un groupement de commandes à titre ponctuel, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics ou accords-cadres.

CONSIDÉRANT que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- La rédaction des pièces des marchés ou accords-cadres visés à l'article 2 sera réalisée par le coordonnateur en collaboration avec les services concernés de la commune.
- L'élaboration du dossier de consultation des marchés ou accords-cadres sera faite en collaboration entre les services de MACS et de la commune de SOORTS-HOSSEGOR.
- Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :
 - définir les prestations,
 - définir la procédure,
 - rédiger les documents contractuels,
 - procéder aux formalités de publicité et de remise des offres adéquates,
 - centraliser les questions posées par les candidats et centraliser les réponses,

- réceptionner les candidatures et les offres,
- préparer la phase d'analyse,
- convoquer et organiser la Commission d'Appel d'Offres (CAO) si besoin et rédiger les procès-verbaux si la procédure l'impose,
- aviser les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- informer le titulaire du marché qu'il a été retenu,
- rédiger et envoyer l'avis d'intention de conclure, le cas échéant, de l'avis d'attribution,
- remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord cadre.

CONSIDÉRANT que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur
- S'engager dans une participation active à la définition de ses propres besoins ;
- Signer et notifier, en leur nom propre, les marchés ou accords-cadres susvisés ;
- Rédiger et transmettre les pièces, décisions ou délibérations relatives à ces marchés ou accords-cadres au contrôle de légalité
- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative
- S'engager à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre

CONSIDÉRANT la mise en place d'un comité technique de coordination et de suivi qui sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

CONSIDÉRANT que le groupement est ponctuel et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

CONSIDÉRANT que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ;
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant ;

Après en avoir délibéré,

À l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour la réalisation de l'opération de désensablement du lac et le refoulement vers les plages océanes entre la Communauté de Communes Marenne Adour Côte-Sud et la Commune de Soorts-Hossegor ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces procédures de marchés publics ou accords-cadres, la convention et tous les actes s'y référant ;

DÉSIGNE :

- Monsieur Alain CLAVERIE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- Monsieur André JAKUBIEC comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

16. Acquisition d'une parcelle dans les Barthes cadastrée AT 5 d'une contenance de 12 136 m²

Christophe VIGNAUD :

On va passer à l'autre point 16 qui est... Michel VILLEGER qui va vous parler d'une acquisition d'une parcelle dans les Barthes cadastrée d'une contenance de 12 136 m²

Michel VILLEGER :

1 hectare 2 oui c'est ça. Dans la poursuite de développement de notre politique environnementale durable, je vous propose d'acquérir cette parcelle AT5 qui est dans les Barthes en zone naturelle sensible. Cette vente...cette zone naturelle sensible est en zone de préemption. Mais c'est sur proposition du propriétaire de nous céder cette parcelle pour le coût de 2 700 euros l'hectare donc ce qui nous fait un prix de 3 000 euros pour acheter cette parcelle.

Depuis le début du mandat, on a acheté 5 hectares en tout. On demandera une subvention départementale et une subvention à la Communauté de Communes dans le cadre du Fonds d'investissement Local environnemental. Autorisez-vous monsieur le Maire à signer les actes nécessaires à l'acquisition et solliciter les subventions auprès de la Communauté de communes et la région.

Christophe VIGNAUD :

En fait on est remboursé à 50 % de cet achat là et ça va dans la continuité de ce que l'on souhaite. On souhaite absolument acheter les terrains dans les Barthes, non pas pour en faire des logements puisque ce n'est pas possible, mais en tout cas pour avoir un milieu naturel et d'une grande quiétude et qui nous paraît important puisque je pense que c'est plutôt à la commune de prendre l'entretien de cette pépète qu'au particulier voilà. Donc on va passer au vote. Donc est-ce que vous êtes d'accord ? Oui ?

Christophe VIGNAUD :

Ouvrez les micros quand vous voulez parler

André JAKUBIEC :

Je voulais signaler que dans le document que l'on a, il y a une petite coquille parce que le prix est à 0,25 euros l'hectare, ce qui ferait 30 centimes

Michel VILLEGER :

Oui il y a une petite coquille oui.

André JAKUBIEC :

C'était que ça et ensuite j'ai une question subsidiaire. Je suis très favorable à ce type d'achat. J'adore aller me promener dans les Barthes mais est-ce que ça va participer à regonfler le droit à construire de la commune par rapport à la... comment dirais-je à la règle...

Christophe VIGNAUD :

Au ZAN ?

André JAKUBIEC :

Pardon ?

Christophe VIGNAUD :

Par rapport au ZAN ?

André JAKUBIEC :

Non par rapport à la règle de zéro artificialisation.

Christophe VIGNAUD :

C'est ça oui c'est ça oui excuse nous oui. Non ça ne participe pas ça non, le but c'est de continuer...
Oui on pourrait éventuellement faire des compensations, on ne sait pas. En tout cas, nous on pense que le rôle c'est de préserver l'espace qui est un espace, comme tu viens de le dire, assez extraordinaire, avec une grande diversité d'animaux et qui ont trouvé refuge. Et donc voilà madame DUBOSC-PAYSAN....

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

J'avais juste une question puisqu'il a été rappelé que la commune était sensible aux enjeux environnementaux. Depuis le début du mandat, est-ce qu'on peut savoir à combien de reprises s'est réunie la commission environnement ?

Henri ARBEILLE :

On n'a pas osé poser la question...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Comment ?

Henri ARBEILLE :

On n'a pas osé poser la question

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Et bien je le fais...je vous en prie

Michel VILLEGER :

On s'est réunis deux fois.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Une

Michel VILLEGER :

Deux fois

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Une

Michel VILLEGER :

2 fois

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

C'est peu

Christophe VIGNAUD :

Alors pourquoi tu poses la question puisque tu le sais c'est juste pour démontrer quoi en fait ? Qu'il n'y a pas eu assez de commissions ? Enfin je ne sais pas moi j'essaye de comprendre le "pourquoi de la question". Est-ce que cela a un rapport avec ça ? Non

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ça a un rapport avec le fait qu'on affirme que la commune est sensible aux enjeux environnementaux...

Christophe VIGNAUD :

En tout cas on le démontre puisqu'on a acheté 5 hectares de terrain

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

... et que la commission environnement en 5 ans ne s'est réunie qu'une fois.

Christophe VIGNAUD :

Beh écoute c'est une erreur et c'est ...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Oui je pense.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais c'est très bien parfait. Alors on va passer au vote qui est pour acheter cette parcelle ? Très bien. On vous remercie de voter à 100 % pour l'achat d'une parcelle dans les Barthes qui va en complément de l'environnement, de ce que l'on souhaite faire pour notre ville.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-16 : Acquisition des parcelles cadastrées AT 5 sise lieu-dit « Les Barthes » d'une contenance de 12 136 m² et demande de subventions auprès du Département des Landes et de la Communauté de communes MACS

Sensible aux enjeux environnementaux sur son territoire, la Commune de Soorts-Hossegor est titulaire du droit de préemption par délégation sur les Espaces Naturels Sensibles depuis la création du périmètre ENS en 2006 par le Département des Landes.

Dans une correspondance du 7 mars 2025, le propriétaire de la parcelle cadastrée Section AT numéro 5 a proposé la cession amiable de cette parcelle à la commune au prix d'environ 0,25 €/m² soit 3 000 € pour 12 136 m² de terrain. Cette proposition est conforme aux autres acquisitions réalisées par la Commune en Espace Naturel Sensible dans le présent mandat.

Cette acquisition entre dans le cadre du projet communal de mise en valeur et de pédagogie du secteur naturel des Barthes, et qui sera ouvert au public.

Par ailleurs, dans la continuité de l'action de protection du patrimoine naturel landais menée par le Département, une aide financière peut être sollicitée par la Commune sous la forme de subvention au titre de soutien aux acquisitions foncières auprès du service Patrimoine Naturel de la Direction de l'Environnement. Le règlement départemental indique un taux d'aide de 50 % maximum sur les terrains non bâtis en Zone de Protection des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS).

VU l'article L. 215-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

VU l'article R. 213-1 et suivants du code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 février 2006 sollicitant la création d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs dits des Barthes d'Hossegor et de Monbardon ;

VU la délibération du Conseil Départemental des Landes en date du 19 juin 2006, instaurant le droit de préemption sur le périmètre des Barthes de Soorts-Hossegor ;

VU le règlement d'intervention du Département des Landes sur le maintien des milieux naturels ;

VU la réponse favorable effectuée par le vendeur à la Commune le 7 mars 2025.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE l'acquisition à l'amiable de la parcelle cadastrée AT 5 au sein de la zone des Espaces Naturels Sensibles instaurée dans les Barthes de Soorts-Hossegor au prix de 3 000€.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire dans le cadre de cette acquisition.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès du Département des Landes dans le cadre du règlement d'intervention approuvé par le Conseil Départemental et auprès de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud dans le cadre du règlement du Fonds d'Investissement Local « Environnement ».

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

17. Constitution d'une commission ad hoc pour le suivi d'une étude de programmation du fonctionnement des Halles municipales et de ses abords.

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer au point 17.

Le point 17, c'est la constitution d'une commission Adhoc pour le suivi d'une étude de programmation du fonctionnement des halles municipales et de ses abords. Je vais juste refaire un petit historique Les halles ont été construites en 1980 autour de 80. Et depuis quelques années, elles connaissent réellement un second souffle. Des commerçants très actifs, des événements plus nombreux chaque année qui attirent un nombre important de public. Il n'y avait qu'à voir au jour de l'an le nombre important de personnes qui étaient là et aussi, on a aussi des associations dynamiques qui se servent aussi de cet espace. Mais on n'a pas que l'espace du bas, on a l'espace du haut puisque les associations ont aussi la possibilité d'être présentes dans les salles du studio 40 ou Darmanté ou autre. Par-contre les règles ont évolué et elles ont énormément évolué en termes de sécurité et dans tous les termes de ce type-là. Et donc les représentants des pompiers qui sont en charge des ERP étaient venus nous alerter, il n'y a pas très longtemps sur le lieu et les modifications importantes à apporter en termes de sécurité.

D'ailleurs on a eu une réunion ce matin pour ce sujet-là pour voir comment on pouvait améliorer les espaces puisque lorsque l'APAVE est venue, elle a fait une étude et l'étude nous a démontré qu'on ne pouvait pas, en tout cas pour l'étage, recevoir plus de 19 personnes, ce qui est une difficulté sachant que nous n'avons pas les salles de Sporting et nous avons que le seul et unique trinquet et donc les salles du haut ne pouvaient pas être donc données aux associations 19 personnes sur les 4 salles en même temps. Donc ce qui est quand même très minime ? Ça c'est le premier point pour le bas, il faut qu'on mette aux normes incendie, le minimum en tout cas pour que ça puisse fonctionner, c'était de faire en sorte qu'il y ait certaines modifications électriques, sécuritaires avec des points d'arrêt et surtout lorsqu'il y a des points de cuisson, donc l'Apave en tout cas nous a fait un grand rapport pour nous alerter de ces différentes modifications qui au fil du temps doivent être prises en compte pour nous.

Donc pour éviter donc encore une réduction drastique de nos espaces de réception, on souhaiterait dans un premier temps lancer des travaux d'aménagement. Ça c'est le premier point. Donc ça on va effectuer des travaux d'aménagement pour retrouver une capacité qui va être de l'ordre de 100 personnes en même temps sur le premier étage, ce qui est déjà une grande avancée par rapport au premier point et ce qui va nous permettre en tout cas d'attendre la rénovation des autres salles. Et de ????? une jauge pour utiliser les halles en toute sécurité. D'autre part, ce qu'il faut c'est que ces halles soient toujours attractives. Donc elles seront attractives vers le bas avec les éléments dont je vous ai parlé et elles seront attractives un peu plus vers le haut, donc je ne fais pas le comparatif avec le Sporting puisqu'avec Henri ARBEILLE on a parlé du pourquoi et du comment de ce qui était l'exploitation des salles aujourd'hui au Sporting, pourquoi on les avait fermées, pourquoi le casino pouvait travailler. Donc je ne reviendrai pas là-dessus. Cela étant, c'est une vraie perte en ce qui nous concerne, et c'est vrai que c'est compliqué.

Cela étant dit les diagnostics ont parlé et les halles sont tout à fait vétustes. Là aussi avec le temps ça s'est abîmé et donc on traite dès maintenant ces urgences, mais pour demain ou pour après-demain, je pense qu'il est raisonnable de penser à ce que l'on peut en faire ainsi je propose de mettre en place une commission Adhoc pour réfléchir sur une programmation du fonctionnement des halles municipales ainsi que ses abords puisque, bien entendu, il n'y a pas que les halles il y a aussi les parkings, il y a aussi les éléments et donc l'idée c'est d'arriver à essayer d'imaginer ce que l'on pourrait en faire. Bien entendu, on va l'exploiter aujourd'hui comme ça et d'imaginer ce qui pourrait être viable pour notre commune ici, pour cette partie-là. Pour cela et on en a parlé en commission générale, j'avais proposé et je souhaiterais que vous vous exprimiez si vous le souhaitez, de composer si vous en êtes d'accord de Alain CLAVERIE, de André JAKUBIEC, de Caroline ESCANDE, de Maëlle DUBOSC-PAYSAN,

de Michel VILLEGER, de Mathilde VINTROU ainsi que Christian DUCAMP. Tout cela bien entendu assisté des DGS, DST, la responsable événement, de la PM puisque c'est quand même aussi important et du responsable des concessions puisqu'on a les concessions en bas bien entendu, au fil des avancées, on vous tiendra au courant de ce qui pourra être proposé et comment vous pourrez monter un projet non pas demain, mais surtout après-demain. Parce que c'est quelque chose qui va prendre du temps et sur lequel je pense qu'il y aura débat, discussion, échange et d'essayer de trouver la solution le mieux. C'est un projet qui nous paraît important pour la ville, en tout cas pour penser la ville à demain. Et donc voilà, c'est une proposition qu'on souhaite faire et qu'on essaie de mettre en place pour essayer de voir que cet espace-là soit aussi un espace important pour que la ville retrouve un point central autour des Halles mais pas que... voilà.

Donc je voulais partager ça avec vous et passer au vote si vous en êtes d'accord par rapport à cette commission Adhoc, donc est-ce qu'il y a des questions ? Bon très bien. Donc nous allons passer au vote. Donc qui est pour cette Commission ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne. Très bien.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n° 250326-17 : Constitution d'une commission ad hoc pour le suivi d'une étude de programmation du fonctionnement des Halles municipales et de ses abords

Les Halles municipales ont connu, depuis leur construction dans les années 1980, une forte évolution en termes de fréquentation que ce soit au niveau des stands du rez-de chaussée ou de l'utilisation des salles situées à l'étage.

Ce bâtiment a fait l'objet d'un diagnostic technique qui met en exergue des non-conformités qu'il convient obligatoirement de traiter en raison d'une réglementation désormais beaucoup plus stricte, notamment au regard de la défense des usagers contre l'incendie.

La Commune est en cours de traitement progressif de ces non-conformités afin de permettre une continuité d'usage des Halles en parfait collaboration avec les services départementaux compétents en matière de lutte contre l'incendie et d'accessibilité

Ces travaux de mises aux normes sont nécessaires mais sont le symptôme d'une inadéquation de la structure et de l'état du bâtiment avec l'usage qu'en fait et souhaite la population.

Monsieur le Maire propose de créer une commission ad hoc, qui aura pour rôle de travailler, dans le cadre d'un comité de pilotage, sur la programmation du fonctionnement des Halles municipales et de ses abords.

Cette commission sera assistée par un comité technique réunissant les agents compétents et un bureau d'étude programmiste.

Les commissions ad hoc ont un rôle consultatif et le Maire en est le président de droit, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Il est proposé de créer une commission ad hoc pour ce projet, et désigner les élus qui en seront membres.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation des membres de la commissions Ad Hoc.

PROCÈDE, à l'unanimité, à main levée, à la désignation des membres de cette commission :

- Monsieur le Maire, président de droit,
- Monsieur Alain Clavierie (commission des travaux)
- Monsieur André Jacubiec (commission des espaces concédés)
- Madame Mathide Vintrou (commission de sécurité)
- Madame Caroline Escande (commission de suivi des ERP)

- Madame Maelle Duboscq paysan (commission urbanisme)
- Monsieur Christian Ducamp (commission urbanisme et travaux)
- Monsieur Michel Villeger (commission environnement)

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

18. Rapport annuel 2024 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point numéro 18 qui est le rapport annuel des RAPO et je vais laisser la parole à Mathilde VINTROU.

Mathilde VINTROU :

Merci. Donc, depuis janvier 2018, Tout contrevenant qui ne règle pas son stationnement payant de s'acquitter la FPS, un forfait post stationnement, autrement dit une amende et conformément à la loi de janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles concernant la dépénalisation du stationnement, à compter de 2018 donc, les usagers prennent une amende doivent formuler auprès de la commune un recours administratif préalable obligatoire (un RAPO) et ces RAPO font l'objet d'un rapport qui doit être présenté à l'assemblée délibérante avec le taux d'évolution par rapport à l'année précédente. Pour information donc le nombre total de ces recours obligatoires administratifs pour l'année 2024 est au nombre de 350 contre 233 en 2023, soit une augmentation de plus de 50 % 50,21 %. Donc les causes de ces recours sont des erreurs de saisie des plaques d'immatriculation très souvent sur les horodateurs par les utilisateurs eux-mêmes ils se trompent d'un chiffre ou d'une lettre, donc ils prennent une amende, ils viennent à la police municipale pour contester l'amende et du coup et bien on leur donne raison étant donné que s'ils arrivent à prouver que c'était une erreur de frappe voilà, ça rentre dans l'ordre. Sinon il y a la non-apposition aussi des cartes d'invalidité, ce qui peut arriver, des problèmes de dysfonctionnement des horodateurs aussi, on en a connu quelques-uns cette année. Voilà donc l'assemblée est invitée à prendre acte du rapport de 2024.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote, qui est pour ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-18 : Rapport annuel 2024 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)

Depuis le 1^{er} janvier 2018, tout contrevenant qui ne règle pas le stationnement payant doit s'acquitter du paiement d'un Forfait Post Stationnement (FPS), conformément à la Loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles concernant la dépénalisation du stationnement à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les automobilistes pourront contester l'avis de paiement du FPS. Pour cela, ils devront introduire un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans un délai maximum d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS auprès de notre collectivité.

Ce RAPO agit comme un premier filtre permettant de limiter les dépôts de recours non fondés devant la juridiction chargée de traiter les contentieux liés au stationnement payant, dénommée Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP).

L'examen du RAPO est effectué par l'autorité dont dépend l'agent qui a établi l'avis de paiement, ou être confié à un tiers contractant. Dans ce dernier cas, l'autorité dont relève l'agent ayant établi le FPS reste juridiquement responsable et signataire des décisions prises après analyse des RAPO.

Les automobilistes pourront présenter un recours devant la CCSP dans un délai d'un mois suite au rejet du RAPO ou contre le titre exécutoire.

Si la requête est jugée recevable, elle est communiquée à notre collectivité qui dispose d'un mois pour produire ses observations.

L'autorité en charge de l'examen des RAPO doit établir chaque année un rapport d'exploitation annuel et présenté à l'assemblée délibérante ayant institué la redevance avant le 31 décembre de l'année suivante. Ce rapport contient un tableau détaillé du suivi statistique des contestations et précise les motifs de recours et les suites à donner.

Un rapport annuel des recours administratifs préalables obligatoires doit être présenté à l'assemblée délibérante.

Les usagers souhaitant contester le bien-fondé du Forfait Post Stationnement (FPS) doivent formuler, auprès de la commune un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO).

Pour la commune, le nombre total des FPS émis pour l'année 2023 est de 233.

Les demandes de RAPO concernent principalement :

- Des erreurs de saisie de plaque d'immatriculation faites par les utilisateurs ;

- La non-apposition des cartes d'invalidité GIC/GIC ;
- Le dysfonctionnement des horodateurs.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L. 2333-87 et R. 2333-120-15,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

VU le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°231208-016 du Conseil municipal du 8 décembre 2023 portant fixation des tarifs du Forfait de Post-Stationnement (FPS),

VU le rapport annuel 2024 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) ci-annexé,

CONSIDÉRANT que depuis 2018 et la mise en place de la dépenalisation du stationnement payant, la gestion du stationnement sur voirie mais également la gestion des contestations est dorénavant une compétence revenant à la Commune dont relève l'agent assermenté ayant établi l'avis de paiement du Forfait Post-Stationnement (FPS),

CONSIDÉRANT que la contestation prend la forme d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) effectué dans un délai d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS,

CONSIDÉRANT que l'autorité qui a en charge l'examen des RAPO doit établir un rapport annuel,

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

PREND ACTE du présent rapport annuel des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) annexé à la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

19. Modification du stationnement payant sur voirie

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer à l'autre point qui est La modification du stationnement payant

Mathilde VINTROU :

Donc comme vous le savez on a décidé d'engager une société pour se charger de ça et avec cette société, avec le retour d'expérience de cette gestion du stationnement par la commune, on va faire évoluer la chose en 2 parties. C'est à dire qu'on va changer les périodes avec une haute saison, une basse saison pour le stationnement. Et on va aussi appliquer des tarifs préférentiels pour les acteurs du centre-ville et aussi les résidents. Donc pour les résidents, l'année dernière, si je ne me trompe pas, on avait 1 h de gratuité. Là on passe à 2, 2 h gratuites par jour pour un seul véhicule. Et si vous avez 2 véhicules chez vous, ce sera 1 h par véhicule. Donc on évolue favorablement pour les résidents de la commune, l'inscription c'est tout simple, c'est une création d'un compte en ligne de dépôt de justificatifs, donc les justificatifs acceptés sont la carte grise, justificatifs de domicile ou assurance habitation. Et l'utilisation, c'est directement sur l'horodateur vous tapez votre plaque d'immatriculation ou par les applications que vous avez aussi indiqués sur les horodateurs. Et donc on sait que ces questions soulèvent des débats au sein de la population, mais aussi au sein de l'assemblée. Ce qui est normal ça touche tout le monde, ça concerne tout le monde donc, et notamment les commerçants. Donc on a décidé pour cette année d'appliquer un stationnement... un tarif préférentiel pour les acteurs du centre-ville : un stationnement à 5 euros par jour pour la basse saison : avril, mai, octobre sur le parking de l'Etiquette donc des Pins Tranquilles qui fait à peu près 110 places et on rappelle aussi qu'il y a toujours accès au parking des écoles et le parking Sporting Casino qui font à eux 2 à peu près 300 plus de 300 places.

L'inscription c'est la même chose et l'utilisation c'est pareil que pour les résidents. Je voudrais souligner quand même que voilà, je trouve, à titre personnel, qu'il y a eu beaucoup de propositions, au début il n'en était pas forcément question. Ensuite on s'est dit pourquoi pas, il y a quand même une demande et avec toutes ces places, donc 5 euros sur le parking des Pins Tranquilles en hypercentre, c'est un tarif vraiment intéressant. Et si on marche un peu parking des écoles ou du Sporting casino, voilà j'ai compté, je crois que je suis à 900 mètres, à titre personnel du parking du Sporting Casino, je n'ai qu'à traverser le pont Mercédès avec cette jolie vue sur le lac pour me rendre à mon travail. Donc je pense que c'est un chemin assez plaisant.

La 2ème évolution, ce sera que la saison est scindée maintenant en 2 : avec une basse saison entre guillemets, donc avril, mai et octobre et une haute saison. Donc pour vous donner un exemple je ne vais pas vous lire tous les tarifs mais pour la basse saison en hyper hypercentre 1 h ça va être 2 euros et sur les autres ailes donc le parking de la Poste par exemple 1 h c'est 0,80 centimes en haute saison en hyper hypercentre 1 h c'est 2,50 euros et sur les autres ailes 1 h c'est 1 euro voilà. Est-ce que vous avez des questions ? Oui Maëlle.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Ce n'est pas une question, juste un mot pour dire que depuis le début, depuis les prémices de cette modification, j'ai toujours été opposée à cette modification tarifaire, et donc je ne varierai pas, c'est pour ça que je voterai contre.

Mathilde VINTROU :

D'accord

Christophe VIGNAUD :

Merci, on va passer au vote. Ah... vous voulez parler ? Oui allez-y

Lionel BARBERIS :

Oui je suis bien obligé d'intervenir. Juste je trouve... je l'ai dit à la commission générale, mais je trouve juste dommage parce que la communication est faite, les gens sont inscrits et aujourd'hui on vote l'heure gratuite. Alors, sur le principe de 2 heures gratuites, on est forcément pour, c'est bien, mais franchement, ce serait bien de respecter un peu plus l'assemblée délibérante, à savoir qu'aujourd'hui on vote quelque chose qui est déjà un : décidé depuis longtemps, qui a déjà été communiqué à la population dont les gens ont déjà inscrit les plaques d'immatriculation dans les ordinateurs apparemment.

Mathilde VINTROU :

Oui, il y a beaucoup de demandes

Lionel BARBERIS :

Il y a beaucoup de demandes il y a eu déjà 150 personnes qui s'étaient déjà inscrites et aujourd'hui on nous demande de voter ça, c'est à dire qu'en fait théoriquement, on pourrait voter contre et on pourrait dire non.

Mathilde VINTROU :

Oui, après vous n'êtes pas la majorité donc de toute façon ce serait passé, c'est un problème du calendrier je te rejoins sur la forme

Lionel BARBERIS :

Le problème du calendrier il vient d'autre chose le problème du calendrier il vient aussi de la façon d'anticiper, là je parle de façon plus générale le fait d'anticiper un rétro planning quoi en disant que si vous voulez qu'on soit opérationnel pour avril, il est normal de passer une délibération plus tôt. Pourquoi on ne pourrait pas ?

Christophe VIGNAUD :

Non parce que là, il y a eu des échanges qui ont été faits avec la société, il y a eu des échanges qui ont été faits pour essayer de trouver des solutions et ça ne se fait pas aussi vite que ça, tu le sais. Donc après...

Mathilde VINTROU :

On ne veut pas se précipiter

Christophe VIGNAUD :

... et en plus on a essayé de faire évoluer alors on peut nous reprocher que ce n'est pas suffisant, moi je l'entends et on a essayé de faire évoluer. Je pense que ça devrait évoluer encore bien entendu. Après tu as raison sur le principe mais après à 15 jours près, je veux dire, parce que c'est l'exploitation doit se faire le 1^{er} r avril même.

Lionel BARBERIS :

Je pense qu'on était même prêt pour le conseil précédent

Christophe VIGNAUD :

Non on n'était pas prêt non on n'était pas prêt

Mathilde VINTROU :

Il manquait des éléments

Christophe VIGNAUD :

Non il manquait des éléments. On n'avait pas fait le rendez-vous avec INDIGO à ce moment-là.

Lionel BARBERIS :

Pour le coup qu'on vote au moins la gratuité, qu'on puisse communiquer auprès de la population. Enfin là, je pense qu'il y a eu un problème de communication en interne là.

Christophe VIGNAUD :

Lionel... on n'avait pas fait la réunion avec INDIGO dans un premier temps. La 2e, C'est qu'on ne savait pas ce qui pouvait être offert. C'est dans la discussion avec les services que l'on a essayé de trouver les solutions qui étaient les mieux adaptées. Mais bien entendu, c'est perfectible. Là je suis tout à fait d'accord avec toi.

Lionel BARBERIS :

Je reviens sur l'histoire de votre planning, c'est par exemple... alors il y a sûrement une bonne raison aussi à ça. On effectue des travaux sur la plage sur le lac

Christophe VIGNAUD :

C'est un autre sujet ça n'a rien à voir avec ça

Lionel BARBERIS :

Mais j'entends bien. Mais si ce n'est que...

Christophe VIGNAUD :

C'est le plan plage

Lionel BARBERIS :

Ce serait... Il y a le plan plage et puis il y a le fait de dire il y a des choses qui auraient pu commencer juste après la saison. Alors justement peut être pour des problèmes de retro planning mais là on se retrouve avec le début de saison et on a des travaux qui commencent.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais alors là encore, tu as été DGS, tu sais comment ça se passe

Lionel BARBERIS :

Oui c'est pour ça

Christophe VIGNAUD :

Ce n'est pas aussi facile que ça puisque les entreprises, avant de les avoir il a fallu les interroger. D'autre part, c'est un sujet qui est porté en partie par la commune, mais pas que puisque c'est un plan de plage qui est subventionné à plus de 70 % par le département et ainsi de suite. Donc voilà, on a eu aussi pas mal de retard là-dessus, mais c'est aussi important de se dire que on pouvait le faire avant la saison. Alors oui j'entends, c'est vrai, c'est vrai qu'on aurait pu le faire plus tôt, mais le planning nous a empêché de le faire malheureusement.

Lionel BARBERIS :

Non mais c'est juste ça gêne...

Christophe VIGNAUD :

Après c'est un petit peu de gêne qui ne va pas nous empêcher d'aller à la plage en tout cas qui va permettre à partir de fin mai ou voire fin juin dernier délai d'avoir toutes les plages de lacustre en bonne et due forme.

Lionel BARBERIS :

Après pour revenir sur cette délibération des 2 heures gratuites, alors juste dans ce cas-là informons l'assemblée délibérante au moins par un mail on a des mails on est capable de nous dire on va lancer cette communication à la population parce que on le reçoit les uns les autres en fait. Moi je me suis fait la réflexion en recevant chez moi j'ai 2 heures gratuites, je me suis dit mais ça n'a pas été voté. Et je me posais la question et en fait j'ai eu la confirmation à la Commission générale quand j'ai vu la délibération en disant ah oui effectivement on le décide maintenant donc au moins qu'on soit informé parce que les gens nous posent des questions à nous aussi dans la rue

Christophe VIGNAUD :

C'est pour ça que la Commission générale a une importance.

Lionel BARBERIS :

Toi dès que la communication part, qu'on nous informe au pire même qu'on nous mette en copie du mail

Christophe VIGNAUD :

C'est parti quoi... 4 jours avant la commission 5 jours avant. Très bien on va passer au vote. Donc qui est pour ? Est-ce que vous pouvez mettre votre micro s'il vous plaît.

Véronique CAZAVANT :

Absolument merci. Je voudrais simplement dire une chose, je trouve que ça nous fait, si on regarde bien, 7 mois de péage parking voilà je trouve que ça fait beaucoup sur 12 mois.

Je pense qu'en avril je ne vois pas... qu'on me donne ... je trouve que ça fait beaucoup de mois de paiement voilà donc je m'abstiendrai

Mathilde VINTROU :

Il faut juste réaliser que la saisonnalité a changé. Il y a plus vraiment de saison dès qu'il y a un rayon de soleil maintenant c'est blindé en centre-ville. Donc c'est pour ça qu'on élargi un peu voilà.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote. Donc qui est pour cette modification ? Donc qui est contre ? une voix. Qui s'abstient ? Qui s'abstient ? D'accord trois?

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-19 : Modification du stationnement payant et de son application sur la Commune

Madame Mathilde VINTROU, adjointe au maire, explique qu'une analyse du fonctionnement sur l'année 2024 a été effectuée avec la société en charge de la gestion du stationnement sur la commune. Le groupe de travail a proposé de faire évoluer les périodes et les règles de stationnement applicables, notamment en proposant de modifier les tarifs selon la période et les zones. Des solutions à tarifs réduits seront proposées aux actifs et professionnels de l'hyper centre. Il est également proposé d'étendre les avantages pour les résidents.

Il est rappelé que les objectifs recherchés sont toujours de :

- Augmenter la rotation automobile en voirie et libérer l'espace public ;
- Encourager les déplacements vertueux pour l'environnement (déplacement piétons, vélos ...)
- Orienter les automobilistes vers les parkings relais gratuits ;
- Améliorer la mobilité sur la Ville.

Afin de répondre aux problèmes de stationnement en période de forte affluence, il est donc proposé de modifier les règles tarifaires et d'étendre le périmètre de stationnement réglementé sur voirie **tous les jours de la semaine, dimanches et jours fériés compris, pour une période horaire courant de 10 heures à 19 heures :**

ZONE 1 :

HYPER CENTRE

- Avenue Paul Lahary, du sens giratoire situé à son intersection avec l'avenue de la Gare jusqu'au pont dit Mercedes
- L'avenue du Touring Club de France, depuis le giratoire situé esplanade du Bourret jusqu'à l'intersection des avenues de la Gare et Paul Lahary
- Les allées Pasteur
- L'avenue Rosny
- L'avenue Rosny dans sa portion située entre les allées Pasteur et l'Avenue du Touring Club de France
- La place Pasteur
- Avenue de la Paix
- Avenue du Golf
- Avenue Paul Marguerite

ZONE 2 :

- Place Jean-Roger Sourgen
- Place des Pins Tranquilles
- Parking devant l'entrée de La Poste avenue de Paris

- Les deux parkings situés de part et d'autre de l'Office de Tourisme

2-3 TARIFS :

***Basse saison : Avril, mai & octobre**

***Haute saison : Juin, juillet, août & septembre**

Tarifs visiteurs

Zone 1		Zone 2	
Basse saison 2025*		Basse saison 2025*	
Durée	Tarifs	Durée	Tarifs
			0,40
15 min	0,40 €	30 min	€
30 min	0,80 €	1h00	0,80 €
45 min	1,20 €	1h30	1,20 €
1h00	2,00 €	2h00	1,60 €
1h30	2,40 €	2h30	2,40 €
1h45	2,80 €	3h00	3,20 €
2h00	4,00 €	3h30	4,00 €
2h30	8,00 €	4h00	4,80 €
2h45	12,00 €	4h30	12,00 €
3h00	30,00 €	5h00	30,00 €

Zone 1		Zone 2	
Haute saison 2025*		Haute saison 2025*	
Durée		Durée	Tarifs
			0,50
15 min	0,50 €	30 min	€
30 min	1,00 €	1h00	1,00 €
45 min	1,50 €	1h30	1,50 €
1h00	2,50 €	2h00	2,00 €
1h30	3,00 €	2h30	3,00 €
1h45	3,50 €	3h00	4,00 €
2h00	5,00 €	3h30	5,00 €
2h30	10,00 €	4h00	6,00 €
2h45	15,00 €	4h30	15,00 €
3h00	30,00 €	5h00	30,00 €

Établissement et recouvrement des Forfaits Post Stationnement (FPS) :

Il est proposé à l'assemblée délibérante de fixer le FPS applicable en cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à 30 € sur les zones 1 et 2.

Le FPS devra être réglé en totalité dans les trois mois. A défaut, le FPS sera considéré impayé et fera l'objet d'une majoration dont le produit est affecté à l'Etat. En vue du recouvrement du FPS impayé et de la majoration, un titre exécutoire sera émis.

Tarification préférentielle pour les ayants-droits* :

Une tarification préférentielle sera accordée, pour :

-Les résidents* (maxi 2 véhicules)

Si 1 véhicule --> Droit de stationnement gratuit 2h00 par jour

Si 2 véhicules --> Droit stationnement gratuit 1h00 par véhicule et par jour

-Les professionnels et actifs* (*exerçant dans la zone payante*) pour une somme forfaitaire de 5€/jour, ils pourront stationner en basse saison sur le parking des Pins Tranquilles **UNIQUEMENT ET DANS LA LIMITE DES PLACES DISPONIBLES**

***sous réserve de présentation d'un justificatif, et après inscription sur la plateforme informatique dédiée**

VU la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

*Après en avoir délibéré,
Avec 21 voix pour
2 abstentions (P. BIANCONE, V. CAZAVANT)
1 vote contre (M. DUBOSC-PAYSAN)
Le Conseil Municipal*

ABROGE toutes les délibérations antérieures à la présente.

APPROUVE les modifications du stationnement payant sur la Commune ci-exposées.

APPROUVE la gratuité du stationnement sur les parkings relais, les zones et voies non visées par la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à mettre en œuvre les modalités du service public du stationnement payant prévues par la présente délibération et à signer tout document relatif à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

20. Renouvellement de la convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages « Nageurs Sauveteurs Juniors » saison 2025 et gratification

Christophe VIGNAUD :

On va passer au point suivant qui est le renouvellement de la convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages.

Mathilde VINTROU :

Depuis quelques années, ça a été mis en place. On accueille des jeunes en stage d'observation, donc ce sont des mineurs de 16, 17 ans qui se prédestineraient à la mission de nageur sauveteur plus tard sur nos plages et donc on leur permet de venir en stage d'observation juillet, août avec un minimum de 40 h d'observation en poste de secours. Voilà, l'objectif c'est de faciliter leur intégration, une fois qu'ils seront majeurs s'ils ont envie de venir renforcer nos équipes. Ils sauront de quoi ils parlent donc voilà il y a une gratification de 250 euros qui en fait correspond aux frais inhérents à l'obtention de leur diplôme PSE2 et cette somme est directement versée au Sauvetage Côtier d'Hossegor voilà. Il s'agit d'un stage d'observation les jeunes participent aux missions courantes du poste de secours donc installer le matériel, et cetera, mais ils ne seront pas amenés à agir seuls pour des grosses missions.

Christophe VIGNAUD :

Bien on va passer au vote sur cette délibération qui avait été votée déjà l'année dernière aussi, chaque année

Mathilde VINTROU :

Oui qui marche bien

Christophe VIGNAUD :

Et qui marche bien donc qui est pour ? Merci,

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-20 : Convention d'observation en milieu professionnel de la surveillance des plages « Nageurs Sauveteurs Juniors » saison 2025 et gratification

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la proposition conjointe de la commune et de l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » d'accueillir en juillet-août 2025 dans les postes de secours des jeunes mineurs, membres du club, pour un stage d'observation en milieu professionnel,

CONSIDÉRANT que cette opération peut apporter une plus-value intéressante pour les trois parties :

- Pour la collectivité : accueillir des futurs sauveteurs, faire découvrir un métier et ses spécificités, créer des vocations, une participation définie à certaines tâches courantes du fonctionnement du poste (en aucun cas aux interventions de sauvetage aquatique et de secourisme) et par conséquent une intégration future plus facile,
- Pour les stagiaires : la découverte réelle du fonctionnement d'un poste de secours en saison, un apprentissage et une préformation,
- Pour le club formateur : nouer des relations privilégiées avec la collectivité en matière de formation des futurs sauveteurs,

CONSIDÉRANT que la découverte du fonctionnement d'un poste de secours et du dispositif de surveillance des plages participe directement aux processus d'apprentissage des futurs nageurs sauveteurs, ce qui leur permettra ensuite de postuler sur un poste de nageur sauveteur sur les plages de la commune,

En échange de ces heures de bénévolats et d'observation, la commune s'engage à attribuer à l'association « Hossegor Sauvetage Côtier » une somme de 250 € par stagiaire ; cette somme devant servir à couvrir les frais liés à l'obtention du diplôme de secourisme nécessaire pour travailler sur les plages en tant que nageur sauveteur.

Cette somme sera versée à l'association sous réserve de l'accomplissement par le stagiaire du volume de 40 heures à l'issue de la séquence d'observation. Le ou la stagiaire bénéficiaire s'engage à fournir les documents justifiant de l'obtention du diplôme.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le dispositif qui permet d'accueillir dans les postes de secours des plages de la commune un maximum de six stagiaires pour une séquence d'observation en milieu professionnel d'un volume de 40 heures sur la période juillet-août 2025.

AUTORISE le versement d'une somme de 250 € par stagiaire à l'association Hossegor Sauvetage Côtier à l'issue de la période d'observation pour couvrir les frais de formation liés à l'obtention du diplôme de secourisme PSE 2 sous condition de fournir les documents attestant de l'obtention du diplôme.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer avec l'association Hossegor Sauvetage Côtier les conventions dont le projet-type figure en annexe de la présente délibération ainsi que tout document se rapportant à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

21. Convention de partenariat pour contribuer à assurer la sécurité des courses sportives de l'édition 2025 du Swim Run organisées par l'association Océan Life

Christophe VIGNAUD :

On passe au point suivant.

Mathilde VINTROU :

C'est une convention partenariat pour contribuer à assurer la sécurité des courses sportives de l'édition 2025 du Swim Run organisées par l'association Ocean Life. Donc il est proposé de formaliser un partenariat tout simplement entre la collectivité et cette association qui organise chaque année le Swim Run d'Hossegor par la signature d'une convention. Pour faire simple, c'est une manifestation qui prend de l'ampleur, qui attire beaucoup de monde et donc pour la sécurité des participants et aussi pour la sécurité des usagers des espaces publics parce que cette course, prévue au mois de mai, en fin mai, se déroule dans des zones très fréquentées, les plages océanes, les plages lacustres et cetera. Donc il est crucial à notre avis d'impliquer des équipes, donc des nageurs sauveteurs, un jet-ski, un véhicule de secours pour encadrer, pour garantir une sécurité adéquate au moment de cette course.

Christophe VIGNAUD :

Très bien on va passer au vote

Mathilde VINTROU :

Manue elle peut voter ?

Christophe VIGNAUD :

Non Manue tu ne votes pas s'il te plaît. Qui est pour ? Très bien. On passe, merci.



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR

DEPARTEMENT DES LANDES

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-21 : Convention entre la commune et l'association Ocean Life pour contribuer à assurer la sécurité des courses de l'édition 2025 du Swim Run d'Hossegor

Il est rappelé la nécessité de formaliser les aides de toutes natures allouées à ses associations sportives par la commune notamment lors de l'organisation de manifestations sportives.

Il est également rappelé l'intérêt de la commune de garantir que la sécurité des participants du Swim Run 2025 ainsi que celle des pratiquants d'activités nautiques qui pourraient évoluer à proximité des zones de courses soit pleinement assurée.

Enfin, certaines parties des courses de l'édition 2025 se situant sur les plages océanes de la commune, il apparaît primordial de contribuer aux dispositifs de sécurisation de ces courses.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT le soutien que la commune de Soorts-Hossegor apporte à ses associations sportives notamment dans l'organisation de manifestations sportives,

CONSIDÉRANT l'intérêt de la commune de s'assurer que la sécurité durant le Swim Run 2025 soit pleinement assurée,

CONSIDÉRANT la demande, de la part de l'association Ocean Life, de mise à disposition de trois nageurs sauveteurs ainsi que de leurs véhicules et engins de sauvetage,

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

En tant que personne intéressée, ne prend pas part au vote : Madame Emmanuelle BESCHERON pour l'association : Océan Life-Swimrun ;

APPROUVE la convention entre la commune de Soorts-Hossegor et l'association Ocean Life pour contribuer à assurer la sécurité des courses de l'édition 2025 du Swim Run d'Hossegor, notamment par le biais d'une mise à disposition de trois nageurs sauveteurs et de leurs engins de sauvetage.

APPROUVE le principe de la valorisation de cette mise à disposition à hauteur de 500 euros qui fera l'objet d'une facturation à l'issue de l'organisation de cette manifestation.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Ocean Life.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

22. Adhésion à la convention de groupement portée par le SITCOM en partenariat avec Citéo pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

Christophe VIGNAUD :

Donc on passe au point n°22. Alors c'est une adhésion à des conventions de groupements portée par le Sitcom en partenariat avec Citéo pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus. En fait, le SITCOM ramasse les déchets dits diffus. C'est à dire en dehors des poubelles ou des points tri qui sont proposés sur la commune. Donc il a été créé donc une taxe qui s'appelle la taxe pollueur payeur et en effet les entreprises que vous connaissez ici ou là payent à l'organisme et versent à l'organisme de traitement CITEO une petite taxe qui était anciennement éco emballage, ça s'appelait d'ailleurs et pour cela les communes qui adhèrent à cette convention vont mettre un agent à disposition qui va répertorier les endroits où il pourrait y avoir des canettes, des bouteilles de bière et ainsi de suite, répertorier cette liste de déchets diffus pour les données au sitcom et pour cette action-là, qui sera bien ciblée, la commune touchera pendant 5 ans et par an, 12000 euros. Donc en fait c'est d'évaluer et de notifier les différents endroits sur la commune où on pourrait trouver ces différents déchets diffus, donc ces déchets qui sont mis en dehors des centres de tri.

Christophe VIGNAUD :

Monsieur ARBEILLE ...

Henri ARBEILLE :

On parle des décharges sauvages ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ce ne sont pas des décharges sauvages, ce ne sont pas les encombrants non plus c'est par exemple, on prend l'exemple de la place des Landais,

Henri ARBEILLE :

Très bon exemple

Christophe VIGNAUD :

Voilà... qui est un bon exemple. Vous avez plein de poubelles et à côté de ces poubelles-là, de temps en temps vous avez une bouteille de bière, une cannette... ce genre de choses. Et bien l'agent responsable ramassera notera et donnera cette répartition et cette répercussion au SITCOM. Je pense qu'à l'étude de ça et à l'issue de ces informations, ils vont essayer d'étudier, peut-être, soit d'augmenter les taxes auprès des entreprises, soit de trouver un autre système pour que ces déchets diffus ne soient plus autant importants. Voilà en tout cas ça nous engage, nous, juste à toucher 12 000 euros pendant 5 ans et à notifier là où il pourrait y avoir ce type de déchets.

Henri ARBEILLE :

Sans augmentation de la TOM ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ça n'a rien à voir

Henri ARBEILLE :

Je pose la question c'est tout, mais ce service qui est rendu...

Christophe VIGNAUD :

Alors en ce qui concerne si tu avais lu, c'est bien noté qu'il y a pas d'augmentation de la TOM, c'est une augmentation qui n'est pas donnée pour la commune, la commune ne n'augmente pas sa TOM, c'est CITEO le système d'éco emballages, le système de captation d'une taxe qui est sur le produit qui reverse donc au SITCOM un montant que le SITCOM reverse parce que nous faisons ce travail d'investigation pour démontrer que dans notre commune nous avons des endroits x ou y sur lesquels il y a des bouteilles, des cannettes et autres et on est payé 12000€ pour ça pendant 5 ans 60 000 euros en totalité. Donc, je ne sais pas si vous êtes d'accord pour refuser ça, mais je pense que c'est important de.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Mais ça voudra peut-être dire qu'il faudra à ce moment-là mettre une poubelle supplémentaire, ou en tout cas faire en sorte que on puisse traiter les déchets différemment. En tout cas c'est une incitation et c'est surtout une information qu'on va pouvoir rendre au SITCOM pour que derrière il puisse en même temps dialoguer avec CITEO voilà. Bien on va passer au vote. Donc qui est pour ?

Séance du 26 mars 2025

Délibération n° 250326-22 : adhésion à la convention de groupement portée par le SITCOM en partenariat avec Citéo pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus

Les déchets abandonnés diffus désignent des déchets d'emballages qui, pour diverses raisons, n'ont pas intégré le circuit conventionnel de collecte et se retrouvent dispersés dans l'espace public (ils ne doivent pas être confondus avec les dépôts illégaux de déchets abandonnés).

Résultant souvent d'incivilités, ces déchets dégradent l'espace public ; leur gestion mobilise des moyens humains et financiers conséquents, tandis que leur présence altère l'image du territoire et compromet les efforts d'embellissement déjà engagés.

Un cadre réglementaire a été mis en place pour responsabiliser les producteurs d'emballages. La responsabilité de la gestion de ces déchets est confiée à un éco-organisme agréé par l'Etat, CITEO, dans le cadre du principe de la Responsabilité Elargie des Producteurs (REP). Financé par les contributions des metteurs sur le marché, cet éco-organisme soutient différents types d'actions préventives et curatives sur la gestion des emballages, et notamment sur le sujet de la lutte contre les déchets abandonnés.

Le Sitcom Côte Sud des Landes, structure publique compétente en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés sur le territoire, assure notamment les missions de recyclage et de valorisation des déchets issus du nettoyage de l'espace public. Il participe également aux actions de prévention et de sensibilisation pour agir en faveur de la réduction de ces déchets.

Ainsi, dans sa volonté de poursuivre son rôle d'animateur et de mobilisation des différents acteurs en faveur d'un territoire exemplaire, le Sitcom porte, au nom des collectivités volontaires, une action cohérente et concertée à l'échelle de son territoire sur la lutte contre les déchets abandonnés, dans le cadre d'une convention liant le Sitcom et CITEO.

Dans cet esprit, la commune a été sollicitée par le Sitcom pour rejoindre ce projet collectif.

Cette participation devra se formaliser par l'adhésion à une Convention de groupement entre le Sitcom et la collectivité.

Portée par le Sitcom en qualité de mandataire du groupement, cette convention vise à déployer un Plan de Lutte contre les Déchets Abandonnés diffus reposant sur un diagnostic territorial coordonné par le Sitcom, dont les services assureront l'ingénierie globale du projet, sur la base des informations communiquées par chaque collectivité.

Ce diagnostic conduira à mettre en valeur des actions existantes mais également à engager des opérations spécifiques de nettoyage, d'information, de communication et de sensibilisation afin de prévenir et réduire l'abandon des déchets d'emballages ménagers dans l'environnement, tout en assurant un suivi régulier des mesures mises en place.

Les soutiens financiers apportés par CITEO seront versés au Sitcom dans le cadre de la convention qui les lie. Ces soutiens seront intégralement reversés par le Sitcom aux collectivités membres du groupement, conformément aux dispositions du barème défini par le cahier des charges et modalités de versement.

A ce titre, la commune percevrait un soutien annuel d'environ 12 239,50€ jusqu'en 2027, avec possibilité d'une reconduction prolongeant les soutiens jusqu'en 2029.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui encourage la réduction des déchets et la prévention des pollutions ;

Vu la Convention de groupement portée par le Sitcom, visant à renforcer la lutte contre les déchets abandonnés diffus sur le territoire

Considérant que la lutte contre les déchets abandonnés diffus contribue à optimiser la collecte des déchets et améliorer les performances de recyclage pour le Sitcom

Considérant l'intérêt d'une démarche collective permettant de bénéficier du soutien technique et financier apporté par CITÉO via le Sitcom ;

Considérant que la collectivité adhérente s'engage, dans le cadre de cette convention, à définir avec le Sitcom les actions adaptées à son territoire et à lui faire remonter les éléments nécessaires pour assurer la mise en œuvre du PLDA, son suivi et l'évaluation de cette politique auprès de CITÉO ;

***Après en avoir délibéré,
À l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

APPROUVE l'adhésion à la convention de groupement dont le projet est annexé à la présente délibération,

DESIGNE le Sitcom Côte Sud des Landes comme mandataire de la convention de groupement pour la période 2025-2027, avec possibilité d'une reconduction unique jusqu'en 2029.

DESIGNE un référent communal, responsable notamment de la coordination des moyens, compétences et actions, et interlocuteur du responsable du groupement en la personne de Monsieur Thierry MOULIN.

S'ENGAGE à établir et mettre en œuvre le Plan de Lutte contre les Déchets Abandonnés (PLDA) avec le responsable du groupement.

S'ENGAGE à assurer un suivi régulier et à transmettre au Sitcom les éléments nécessaires à l'évaluation des actions mises en place ;

S'ENGAGE à opérer un suivi des dépenses et des opérations au titre de la convention et assurer le reporting auprès du Responsable du groupement

PRECISE que les soutiens seront inscrits au chapitre et article du budget principal de la collectivité

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de groupement désignant le Sitcom Côte Sud des Landes comme mandataire du groupement et à signer tout document relatif à ce projet afin d'en assurer la bonne finalité.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

23. Signature de la convention d'adhésion au service « remplacement » du Centre de Gestion des Landes

Christophe VIGNAUD :

Merci, on va passer au point 23 qui est une signature de convention d'adhésion au service remplacement du Centre de Gestion des Landes. Jean-Marc LEROY

Jean-Marc LEROY :

Effectivement, le Centre de Gestion des Landes propose une nouvelle convention pour le service de remplacement, qui soit conforme aux dernières évolutions réglementaires. Cette convention, elle permet aux collectivités adhérentes de recourir à ce service, donc de remplacement, avant de faire appel à l'intérim privé car le coût est nettement inférieur. Le CDG 40 s'engage à fournir des agents qualifiés recrutés par voie contractuelle et la collectivité participe aux frais de gestion à hauteur de 8 %, ce qui est notoirement bien inférieur à ce qui se pratique aujourd'hui sur le marché, donc 8 % des rémunérations brutes des agents mis à disposition. Et donc vous êtes invités à autoriser le maire à signer cette convention.

Christophe VIGNAUD :

Pour information, on a signé la même convention pour l'EHPAD et le CCAS. Bien on va passer au vote. Qui est pour ? Merci. On passe au point suivant qui est la signature d'une convention...

Jean-Marc LEROY :

D'adhésion de mise à disposition d'un travailleur social du service social du CDG. Le CDG propose une convention ayant pour objet de faire bénéficier gratuitement aux agents de la collectivité d'un accompagnement par un travailleur social en cas de difficulté de santé, de maintien dans l'emploi ou d'ordre familial par exemple. Les travailleurs sociaux offrent écoute, soutien et conseil pour garantir le bien-être des agents et favoriser l'harmonie entre vie professionnelle et vie familiale. Donc vous êtes également invités à autoriser le maire à signer cette convention.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote donc qui est pour ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n° 250326-23 : Adhésion à la convention d'adhésion au service remplacement du centre de gestion des Landes CDG 40

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la nouvelle convention rédigée par le Centre de gestion de la fonction publique des Landes ayant pour intitulée : Convention d'adhésion au service remplacement.

Cette convention est conclue en application des dispositions de l'article L. 452-44 du code de général de la fonction publique territoriale, et se substitue à l'ensemble des conventions et avenants précédents ayant le même objet.

Le CDG propose une convention ayant pour objet de tenir compte des dernières évolutions réglementaires qui viendront se substituer aux précédentes notamment la circulaire interministérielle NOR MTSF10009518C du 3 août 2010, dont l'obligation est faite aux collectivités de solliciter le service remplacement du CDG avant de recourir à l'intérim car le coefficient de facturation est inférieur à celui des agences d'intérim.

En signant cette convention, la collectivité adhérente décide de pouvoir recourir, en cas de besoin, à sa demande, au service d'assistance au remplacement proposé par le CDG 40.

Le Centre de gestion s'engage à proposer à la collectivité des agents, appelés « intéressés », remplissant les conditions d'aptitudes physiques et professionnelles suivant les fonctions à exercer. A cet effet, les agents sont recrutés par voie contractuelle et sont mis à disposition par le CDG 40.

La collectivité participe aux frais de gestion engagés par le CDG 40. Cette participation est calculée sur la base de la totalité des rémunérations brutes versées aux agents mis à disposition.

Le taux en vigueur à la date de la présente convention s'élève à 8 %.

La présente convention est établie pour une durée indéterminée, et pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre parties par simple courrier.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service remplacement du Centre de gestion de la fonction publique des Landes (CDG 40).

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

24. Signature de la convention d'adhésion de mise à disposition d'un travailleur social du service Social du Centre de Gestion des Landes

Jean-Marc LEROY :

Pour convention suivante, c'est un renouvellement il s'agit de la convention d'adhésion au service prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail du Centre de Gestion des Landes. Donc, comme je le disais, il s'agit d'un renouvellement. La convention actuelle qui était signée en janvier 2022, arrive à échéance au premier semestre 2025 et donc doit être renouvelée et définit les conditions de mise à disposition du service de prévention du CDG pour accompagner la collectivité dans la prévention des risques professionnels, incluant les missions d'accompagnement, de sensibilisation, au conseil en santé et sécurité au travail. L'adhésion permet également de disposer d'un agent chargé de la fonction d'inspection pour répondre aux obligations réglementaires. Les missions et services sont facturés selon une grille tarifaire qui est fixée par le Conseil d'Administration du CDG et vous êtes invités à autoriser le maire à signer cette convention

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on va passer au vote, donc qui est pour ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n° 250326-24 : Adhésion à la convention de mise à disposition d'un travailleur social du service social du Centre de Gestion des Landes

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la nouvelle convention rédigée par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Convention de mise à disposition d'un travailleur social du service social du CDG 40.

Cette convention de mise à disposition d'un travailleur social du CDG 40 est conclue dans le cadre des dispositions de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Le CDG des Landes propose une convention ayant pour objet de faire bénéficier gratuitement aux agents de la collectivité d'un accompagnement par un travailleur social en cas de difficulté de santé, de maintien dans l'emploi, d'ordre familial, etc.

Les travailleurs sociaux jouent à la fois, un rôle d'accompagnement, d'écoute, de soutien et de conseil.

Son objectif premier est de garantir un certain bien-être aux agents, en proposant un accompagnement social et des recherches de solutions tout en favorisant l'harmonie entre la vie professionnelle et la vie familiale.

En signant cette convention, la collectivité adhérente décide de pouvoir recourir, à sa demande et à celles de ses agents, à la mise à disposition d'un travailleur social du service social proposé par le CDG 40.

D'autre part, le Centre de gestion des Landes s'engage à proposer à la collectivité son intervention dans le but d'aider les agents à résoudre plus vite et plus efficacement les problèmes personnels et/ou professionnels qu'ils peuvent rencontrer.

Ces interventions visent à l'épanouissement, à l'autonomie et à la sérénité de l'agent.

Cette mise à disposition ne sera pas facturée à la collectivité, ni aux agents.

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Son renouvellement fera l'objet d'une reconduction tacite et pourra être résiliée à tout moment, pour quelque cause que ce soit, par l'une ou l'autre parties, sous réserve de respecter un préavis de trois mois.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion de mise à disposition d'un travailleur social du service social du CDG des Landes.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

25. Renouvellement de la convention d'adhésion au service « prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail » du Centre de Gestion des Landes

Jean-Marc LEROY

La convention d'adhésion au service prévention signée en date du 01 janvier 2022, arrive à échéance au 1er semestre 2025 (durée de 3 ans). Il est nécessaire de la renouveler.

Le CDG des Landes propose une convention ayant pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de la mise à disposition du service prévention du CDG 40 pour accompagner la collectivité dans une démarche globale de prévention des risques professionnels visant à réaliser des missions d'accompagnement, de sensibilisations et de conseils dans le domaine de la santé sécurité au travail.

L'adhésion à cette convention donne également la possibilité d'avoir un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) à disposition de la collectivité et ainsi de répondre à l'obligation réglementaire fixée à l'article 5 du décret n°85-603 modifié.

Les missions (DUERP et MI), le conseil, les actions de sensibilisation, l'innovation et l'expérimentation, sont facturées selon la grille tarifaire fixée par délibération du conseil d'administration du Centre De Gestion des Landes.

Christophe VIGNAUD :

Très bien, on va passer au vote, donc qui est pour ? Merci.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n° 250326-25 : Adhésion à la convention prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la nouvelle convention rédigée par le Centre de gestion des Landes ayant pour intitulé : Convention de prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail.

La convention d'adhésion au service prévention signée en date du 1^{er} janvier 2022, arrive à échéance en fin du 1^{er} semestre 2025.

La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L.452-30, L.452-40, L.452-44, L.452-45, L.452-47, L.812-2 du code général de la Fonction Publique et a pour objet de définir les conditions administratives, techniques et financières de la mise à disposition du service prévention du CDG 40 pour accompagner la collectivité dans une démarche globale de prévention des risques professionnels visant à réaliser des missions d'accompagnement, de sensibilisations et de conseils dans le domaine de la santé sécurité au travail.

Le CDG des Landes propose d'accéder à un bouquet de services essentiels, tels que :

- Aide à la réalisation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) ;
- Développement de la culture prévention au sein de la collectivité ;
- Animation du réseau des assistants de prévention ;
- Métrologie des ambiances sonores, lumineuses et vibratoires ;
- Sensibilisations sur les sujets de sécurité.

L'adhésion à cette convention donne également la possibilité d'avoir un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) à disposition de la collectivité et ainsi de répondre à l'obligation réglementaire fixée à l'article 5 du décret n°85-603 modifié.

Les missions (DUERP et MI), le conseil, les actions de sensibilisation, l'innovation et l'expérimentation, sont facturées selon la grille tarifaire fixée par délibération du conseil d'administration du Centre de gestion des Landes.

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2025, et sera renouvelable automatiquement. Elle pourra être résiliée, par l'une ou l'autre parties, par décision de

son organe délibérant, sous réserve que cette décision soit notifiée avant le 30 septembre de l'année en cours, avec effet au du 1^{er} janvier de l'année suivante.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de prévention des risques professionnels santé, sécurité au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes (CDG 40).

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

26. Ouverture d'un poste de Gardien-Brigadier de Police Municipale

Christophe VIGNAUD :

Point 26

Jean-Marc LEROY :

Dernier point concernant les ressources humaines

Christophe VIGNAUD :

Non avant-dernier point

Jean-Marc LEROY :

Pardon ?

Christophe VIGNAUD :

Ah oui non avant-dernier point

Jean-Marc LEROY :

Ah pardon avant-dernier. Donc pour donner suite à la mutation d'un brigadier-chef principal, un poste de gardien brigadier de police municipale est ouvert. La candidature d'un agent a été retenue pour ce poste et donc l'assemblée est invitée à autoriser le maire à signer les documents relatifs à cette ouverture de poste.

Christophe VIGNAUD :

Très bien on va passer au vote. Donc qui est pour ? Merci, point suivant.

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-26 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante que les démarches de recrutement d'un agent de police municipale ont été menées, pour donner suite à une vacance d'emploi d'un titulaire sur un grade de Brigadier-Chef Principal, parti par voie de mutation. Le recrutement amène à retenir la candidature d'un agent au grade de Gardien-Brigadier de Police Municipale.

VU l'avis favorable de la Commission des Ressources Humaines en date du 3 octobre 2024 ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

PROPOSE de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste de Gardien-Brigadier de police municipale, à temps complet.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

27. Signature d'une convention financière avec la commune de Mont de Marsan pour la prise en charge partielle du compte épargne temps d'un agent.

Jean-Marc LEROY :

Et enfin dernier point, il s'agit d'une convention financière, cette fois avec la commune de Mont-de-Marsan pour la prise en charge partielle d'un compte épargne temps d'un agent pour donner suite à la mutation d'un agent, donc, une convention financière est établie avec la commune de Mont-de-Marsan pour la prise en charge partielle de son compte épargne temps. L'agent n'ayant pas pu utiliser ses jours acquis avant son départ, il a été convenu que Mont-de-Marsan et Hossegor partageraient ce coût et donc, nous prendrions en charge la moitié des 60 jours de CET, donc 30 jours à notre charge. En contrepartie donc, Soorts-Hossegor versera une compensation financière de 4 500 euros pour ces 30 jours, l'assemblée est invitée à autoriser le maire à signer cette convention également.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote, donc qui est pour ? Très bien

Séance du 26 mars 2025

Délibération n°250326-27 : Signature d'une convention financière avec la commune de Mont-de-Marsan pour la prise en charge partielle du compte épargne temps d'un agent

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11 relatif aux modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement ;

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018, relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique ;

Vu la délibération n° OJ-n°10 en date du 12 avril 2013 fixant les modalités du compte épargne-temps ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'à la suite du départ par voie de mutation d'un agent de commune, il a été établi à titre exceptionnel, compte tenu du nombre important de jours restants sur le Compte Epargne Temps, une convention financière de reprise partielle du compte épargne temps avec la collectivité qui va la recruter.

L'agent n'ayant pas pu liquider les jours acquis au sein de la Commune de Soorts-Hossegor avant son départ et dans un souci d'équité avec la collectivité qui le recrute, un accord a été trouvé, avec la prise en charge financière de la moitié des jours transférables restants sur le CET.

***Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,***

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention établie avec la collectivité d'accueil de l'agent recruté par voie de mutation.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions du Maire contractées du 28 janvier 2025 au 20 mars 2025

Christophe VIGNAUD :

Les décisions...est ce que vous avez des questions ?

Lionel BARBERIS :

Juste une qui concerne la décision sur le Salon du Livre

Christophe VIGNAUD :

Alors oui...

Lionel BARBERIS :

Je ne retrouve pas mes petits dans le budget du coup. Alors je pense qu'il y a le personnel qui ne devrait pas être intégré dans la ligne budgétaire.

Mais on a 65 000 au budget et dans la décision on inscrit 99 000 de dépenses. Or c'est une opération qui devrait être budgétairement regroupée dans le budget puisqu'après on doit justifier de ces dépenses pour obtenir les subventions demandées. Donc si on dépense moins que ce qui est marqué, en théorie on devrait avoir moins de subventions que ce qui est demandé.

Christophe VIGNAUD :

Patrice, tu veux répondre ou pas ?

Lionel BARBERIS :

On est à 99 000 dans la décision et dans le budget on a 65 000 alors il y a 15 000 de personnels qui sont séparés. Il y a peut-être d'autres choses les timbres ...mais on parle d'un coût d'opérations, donc en théorie dans le budget on devrait tout avoir.

Christophe VIGNAUD :

Dans la décision qui est écrite d'ailleurs tu as le budget en détail. Tu as la commune qui paye 67 200 euros d'accord c'est ce qu'on marqué au ...

Lionel BARBERIS :

La dépense est de 99 000. La commune touche une subvention avec des recettes.

Patrice BIANCONE :

Alors il y a, il y a une subvention de la MACS, il y a une subvention du département j'espère qui va arriver et puis il y en a une qui a été demandée à la région, là je suis moins optimiste. Mais je suis optimiste pour le département, pour la MACS ça c'est sûr, puisqu'il renouvelle à peu près chaque année cette subvention.

Lionel BARBERIS :

Ma question c'est juste qu'on a un décalage entre la décision et ce qui est marqué en budget et le budget que l'on vient de voter ou en théorie je crois qu'on avait 65 000 alors il y a sûrement des raisons, c'est peut-être réparti ailleurs ...

Christophe VIGNAUD :

67 000

Lionel BARBERIS :

...mais comme on est sur une opération Salon du Livre, donc même dans le budget principal, on devrait le retrouver centralisé hormis pour la masse salariale

Edouard DUPOUY :

On regarde et on te répond rapidement ça marche

Lionel BARBERIS :

C'est tout

Christophe VIGNAUD :

Il y a juste la rémunération de nos agents qui n'est pas marquée dedans

Patrice BIANCONE :

Pardon ? Qu'est-ce que tu dis Christophe ?

Christophe VIGNAUD :

Non j'ai dit la rémunération de nos agents n'est pas marquée à l'intérieur

Patrice BIANCONE :

Non mais c'est ça fait partie de l'enveloppe globale.

Christophe VIGNAUD :

Ok très bien bon... autre chose ?

Henri ARBEILLE :

Oui juste un mot pour pas faire trop long au niveau de MACS puisqu'on parle un peu du volet ressources humaines et volet social vous êtes au courant on est en train de lancer donc une analyse des besoins sociaux. C'est un outil qui normalement est lancé en début de chaque mandature, qui n'a pas été fait sous l'ancienne mandature en 2019, 2020, mais qu'on met en place là pour 2026. Juste une question toutes les mairies vont recevoir un questionnaire qui va effectivement reprendre un petit peu la population, qui va reprendre l'âge effectivement bref... dans le cadre de notre dernier recensement où nous avons perdu un tout petit peu on est en train d'équilibrer au niveau de la population, tant mieux, tant mieux encore une fois, dotation globale de fonctionnement, on va dépendre un peu de ça aussi. Juste un petit mot sur la fermeture de notre classe d'école primaire à Hossegor ?

Christophe VIGNAUD :

Caroline tu veux en parler ? Parce que...

Henri ARBEILLE :

Oui, c'est important je pense que quand même d'en dire un mot ne serait-ce que pour soutenir un peu nos enseignants et les parents d'élèves.

Caroline CHABRES-DUC :

Oui en fait la fermeture de la classe, elle est effective cette année, mais en fait elle est reportée depuis 2 ans. Voilà, ça ne change rien à notre effectif qui est constant. Simplement c'est une classe qui était Les effectifs vont rester constants dans les classes, ça va être le même et tout. Simplement, c'est l'État avait reporté de 2 ans et aujourd'hui la sanction est tombée, il nous retire la classe voilà. Donc on a une fermeture de classe, mais nos effectifs eux ne diminuent pas parce qu'en fait cette classe était, elle était là, mais on savait déjà qu'elle allait fermer il y a 2 ans.

Christophe VIGNAUD :

Donc il y a une répartition sur les enfants...

Caroline CHABRES DUC :

Donc il y a une répartition qui va se refaire mais il y aura quand même autant d'enfants à Hossegor et autant d'enfants à Soorts simplement au lieu d'avoir 22 enfants il y en aura 24 par classe.

Henri ARBEILLE :

D'accord donc on augmente juste le nombre d'élèves par classe ? On va arriver à quoi finalement ?

Caroline CHABRES DUC :

Il ne faut pas se mentir nos enfants diminuent quand même. Nous n'avons pas notre population... elle arrive... elle est assez... ils sont là déjà les enfants voilà

Christophe VIGNAUD :

C'est sûr que pour l'instant il y a très peu de naissance mais

Caroline CHABRES-DUC :

Voilà on n'a pas assez de naissance pour compenser nos effectifs. Et c'est vrai que c'est une vraie question pour l'avenir.

Henri ARBEILLE :

C'est là que l'analyse des besoins sociaux est importante puisque prouver le nombre de décès sur la commune est plus important que le nombre de naissances...

Christophe VIGNAUD :

C'est la raison pour laquelle il y a des logements sociaux qui vont pouvoir aussi permettre d'avoir des jeunes.

Caroline CHABRES DUC :

Mais c'est toute l'importance qu'il y a aussi pour le logement des jeunes...

Christophe VIGNAUD :

Mais ce n'est pas grave que ce soit... le but c'est le futur tu le sais très bien. Ok il y a d'autres questions concernant...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Juste très rapidement, le recensement est ce qu'on sait quand on va avoir...

Christophe VIGNAUD :

L'officialisation ?

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

...le chiffre. Toujours pas ?

Christophe VIGNAUD :

Je pense que non on a une évaluation à peu près qui est 3900 et des poussières, mais...

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Il y a bien un moment où le chiffre officiel va sortir, mais on ne sait pas quand

Christophe VIGNAUD :

C'est normal... tu fais le recensement et c'est entre 2 et 3 ans que ce chiffre-là sont transmis

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Je ne pensais pas autant. Ok merci

Patrice BIANCONE :

Le kit de survie

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Patrice BIANCONE :

Le kit de survie qui est annoncé par l'Etat...

Christophe VIGNAUD :

Oui.. bon on verra ça c'est un autre sujet. On a notre petite commune on ne va pas s'occuper de l'Etat. Bien. Vous avez d'autres questions non ? Très bien juste pour conclure. Je vais conclure si vous en êtes d'accord. Alors donc vous avez bien vu que ce Conseil a été principalement axé sur nos finances.

Lionel BARBERIS :

Le prochain Conseil, monsieur le Maire ?

Christophe VIGNAUD :

Oh dans quelque temps...

Lionel BARBERIS :

Oh d'ici septembre...

Christophe VIGNAUD :

Oui peut-être... laissez-moi finir, je vous ai préparé un petit laïus donc ne t'inquiète pas je vais te le dire. Donc je vous disais que principalement ce Conseil était donc axé sur les finances et sur l'avenir de la commune à l'horizon 2025.

C'est bien de l'avenir que nous projetons on en parlait juste à l'instant, par rapport au logement, par rapport aux enfants et c'est vers une amélioration progressive des habitudes du village pour lequel on est en train de travailler, des projets structurants, même si on considère qu'on ne fait pas assez de choses, vont être mis en place pour 2025. Puisque on l'a expliqué dans les budgets il y a le désensablement du lac il y a les pistes cyclables, il va y avoir les logements à venir sur Soorts, les fameux BRS. Il va y avoir d'autres sujets qu'on a évoqué avec ce sujet important qui est le Sporting, les halles et la halle des sports. Bien entendu tout ça ce sont des initiatives qui pourront prendre forme éventuellement en 2025 mais au-delà tout ça pour modifier de façon importante la commune et pour la rendre encore bien entendu plus attractive, on l'a bien vu que Soorts-Hossegor est en pleine extension et notre mission c'est d'accompagner, d'encourager ce développement tout en préservant l'âme du village parce que on est quand même une petite ville et c'est important. Et l'enjeu c'est de réussir le juste équilibre entre cette modernité et cette identité. Et on peut le faire que si on est tous ensemble autour de ces projets-là. Donc voilà donc pour nous c'est important, même si tu peux te moquer Henri, ce n'est pas très grave.

L'important c'est qu'on y croit nous donc voilà.

Prochain Conseil, Lionel, le 6 juin à 19 h, je vous remercie, je vous souhaite une bonne soirée.

Fait et approuvé avec 24 voix pour et 1 abstention les jours mois et an que dessous,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A Soorts-Hossegor, le 6 juin 2025

Le secrétaire de séance,



Alain CLAVERIE



Le Maire,

Christophe VIGNAUD